



Un Guide Pour Les Villes

Guide

Prévenir la Haine, L'extrémisme
& Polarisation

Septembre 2023

Strong Cities
Network



Remerciements

L'unité de gestion du Strong Cities Network tient à remercier les nombreux responsables de collectivités locales qui ont contribué à ce Guide, que ce soit en participant à des entretiens, des discussions ou des enquêtes, ou dans le cadre des activités de Strong Cities depuis le lancement du réseau en 2015. Nous remercions tout particulièrement Eric Poinot, coordonnateur pour la Prévention et la lutte contre l'extrémisme violent à Strasbourg en

France qui a fourni des conseils et un soutien essentiels lors de la rédaction de ce Guide. Cette publication a été rendue possible grâce au soutien généreux du ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, de l'Union européenne et du Département d'État américain. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'ensemble des membres du Strong Cities Network, ses donateurs, partenaires et soutiens.

Institute for Strategic Dialogue (ISD)

L'Institute for Strategic Dialogue (ISD) a collaboré avec des maires et des partenaires au niveau des gouvernements pour lancer Strong Cities lors d'une réunion pendant l'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU en 2015. Depuis lors, l'ISD a accompagné et soutenu les membres de Strong Cities et mis

en oeuvre ses programmes. L'ISD continue d'héberger l'Unité de management et met à disposition sa recherche et son expertise pour répondre aux besoins stratégiques et opérationnelles des villes et autorités locales autour du monde.



Australian Government



**Co-funded by
the European Union**



Abréviations

OSC

Organisation de la société civile

GCTF

Global Counterterrorism Forum
(Forum mondial de lutte contre le terrorisme)

IDP

Internally Displaced Persons
(Personne déplacées internes)

IJJ

International Institute for Justice and the Rule of Law (Institut international pour la justice et l'État de droit)

OIM

Organisation internationale pour les migrations

MEL

Monitoring, Evaluation and Learning
(Suivi, évaluation et apprentissage)

ONG

Organisation non-gouvernementale

CNL

Coopération nationale-locale

OSCE

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

P/CVE

Preventing and Countering Violent Extremism
(Prévention et lutte contre l'extrémisme violent)

PNUD

Programme des Nations unies pour le développement

R&R

Rehabilitation and reintegration
(réhabilitation et réinsertion sociale)

Glossaire

Communauté : Individus, groupes sociaux et institutions basés dans la même zone géographique et/ou ayant des intérêts communs. (Voir [Source](#))

Société civile : « L'espace, en dehors de la famille, de l'État et du marché, qui est créé par des actions individuelles et collectives, des organisations et des institutions pour promouvoir des intérêts communs. »
(See [Source](#))

« **Do No Harm** » (**Ne pas nuire**) : Grâce à une compréhension du contexte local, des relations et des dynamiques plus générales, il s'agit d'atténuer ou d'éviter les conséquences négatives et involontaires pour les bénéficiaires potentiels et les responsables de la mise en œuvre de la prévention et de chercher à influencer ces dynamiques d'une manière positive. (Voir [Source](#))

Évaluation : « L'évaluation de la mesure dans laquelle les activités du projet ont collectivement atteint les objectifs prévus ou planifiés, et tels qu'articulés dans une théorie du changement. Tout effort d'évaluation efficace suppose une bonne compréhension des objectifs du projet, l'élaboration d'indicateurs mesurables et spécifiques, et l'accès à des données fiables et pertinentes. »
(Voir [Source](#))

Sensibilité au genre : Sensibilisation et prise en compte de la dynamique du pouvoir entre les genres, des (in)égalités entre les genres et des besoins, expériences et statuts différents des hommes, des femmes, des filles et des garçons, des minorités sexuelles et de genre en fonction du contexte socioculturel lors de l'élaboration de politiques, de la planification ou de l'exécution d'actions.
(Voir [Source 1](#) et [Source 2](#))

Interventions : Les actions qu'une ville entreprend avec l'intention de produire un changement à un niveau donné de prévention pour relever un défi identifié. Dans ce Guide, le terme « interventions » s'applique à la fois aux initiatives communautaires et aux interventions individuelles. (Voir [Source](#))

Suivi : « La tâche consistant à s'assurer que les activités sont réalisées dans les délais et dans le cadre d'un budget et d'un plan prescrits. Il s'agit de la mesure des progrès réalisés dans la mise en œuvre du projet (l'achèvement des activités clés pour les bénéficiaires, les exécutants et les partenaires prévus) et de la mesure des résultats quantitatifs tels que le nombre de participants engagés dans les activités. » (Voir [Source](#))

Prévention primaire : Programmes et autres mesures visant à renforcer la résilience des communautés face à la haine, à l'extrémisme et à la polarisation, et à améliorer la cohésion sociale pour résister à ces menaces. Ces programmes s'adressent aux communautés, quelles que soient leurs vulnérabilités, et se présentent sous différentes formes. (Voir [Source](#))

Prévention secondaire : Programmes et autres mesures ciblant les individus identifiés comme vulnérables au recrutement ou à la radicalisation en vue d'une violence motivée par la haine ou l'extrémisme, et visant à orienter ces individus vers une voie non violente. Ces interventions peuvent inclure un soutien psychosocial, un mentorat, des conseils familiaux, des activités culturelles ou récréatives, un débat théologique, une éducation et une formation professionnelle et/ou un soutien. (Voir [Source](#))

Prévention tertiaire : Programmes et autres mesures visant à soutenir les délinquants violents motivés par la haine et l'extrémisme dans leurs efforts pour quitter leur milieu, se désengager de la violence, se décriminaliser et se réinsérer dans la société. Il peut également s'agir de familles, ainsi que de personnes qui ne sont pas entrées dans le système pénitentiaire mais qui peuvent manifester un certain niveau de soutien à la violence, y compris celles qui sont revenues d'un territoire autrefois détenu par l'État islamique, par exemple. Ces programmes, qui peuvent se dérouler à l'intérieur ou à l'extérieur d'un établissement pénitentiaire, peuvent offrir une formation éducative et professionnelle, des conseils psychosociaux ou idéologiques, un logement et des possibilités d'emploi. (Voir [Source](#))

La théorie du changement : est une approche qui permet de déterminer comment et pourquoi un ensemble de changements souhaités est censé se produire dans un contexte particulier. Elle se présente généralement sous la forme d'une description narrative accompagnée d'un diagramme illustratif. Elle peut être représentée sous forme narrative, plus simplement comme une déclaration « si, alors, parce que » expliquant l'effet que certaines actions, réalisations et résultats sont censés avoir et la manière dont ils se combineront pour atteindre un objectif donné. Cette description est complétée par un diagramme qui décrit les voies de changement découlant d'une intervention et qui structurera et guidera la manière dont une ville mesure les résultats de ses efforts. (Voir [Source](#))

« Whole of Society » (Approche englobante de la société) : Une approche de la prévention qui envisage un rôle pour de multiples secteurs aux niveaux national et local, ainsi que pour les acteurs de la société civile. (Voir [Source](#))

À Propos De Ce Guide

Depuis sa création en 2015, le Strong Cities Network (Réseau des villes fortes) travaille en étroite collaboration avec les responsables de ses plus de 200 villes membres à travers le monde pour renforcer les contributions que les collectivités locales, en milieu urbain ou rural, peuvent apporter aux approches englobant toute la société et visant à prévenir la haine, l'extrémisme et la polarisation.¹ Au cours de cette période, de nombreux responsables de collectivités locales ont déclaré qu'il leur serait utile de mieux comprendre le rôle que les villes peuvent jouer (et les responsabilités qui leur incombent) dans la lutte contre la haine et l'extrémisme. Ceci implique de tirer parti et de tirer des enseignements des cadres stratégiques et approches existants en matière de prévention de la délinquance et de la violence. De nombreux acteurs ont également estimé qu'avoir un guide de prévention spécialement conçu pour les collectivités locales les aiderait à opérationnaliser ces rôles et assumer ces responsabilités.

Ce Guide tente de rassembler ces expériences et de les présenter de manière claire aux villes. Cela inclut les collectivités locales qui cherchent à améliorer les politiques, programmes et pratiques déjà existants ou à en développer de nouveaux.

À qui ce guide s'adresse-t-il ?

Ce Guide a été rédigé pour s'adresser à la riche diversité des responsables de

collectivités territoriales, dont les personnels administratifs et les praticiens. Il vise à adopter une perspective globale et ne pas limiter l'orientation à un secteur, une région ou un contexte en particulier.

Strong Cities reconnaît que pour certaines villes, l'accès à un soutien, à des conseils et à une base de données probantes pour développer la prévention est relativement facile et qu'il existe de nombreuses ressources qui abordent ces questions, généralement destinées à des publics européens et nord-américains. Nombre d'entre elles apparaissent dans l'annexe Ressources recommandées incluse à la fin de ce Guide.

Ce Guide, qui s'appuie sur l'analyse de Strong Cities à ce jour, y compris la note d'information [Pourquoi les villes sont-elles importantes ? 10 mesures que les villes peuvent prendre pour prévenir et contrer l'extrémisme violent](#), vise à compléter d'autres outils récemment développés. Ceci inclut notamment un Guide sur la prévention destiné aux maires et autres responsables locaux, qui reconnaît le rôle unique que ceux-ci peuvent jouer dans l'élaboration et la conduite des initiatives menées par les villes pour lutter contre la haine, l'extrémisme et la polarisation ; un guide actualisé sur les réponses apportées par les villes aux actes de violence motivés par la haine et l'extrémisme ; et une ressource destinée à faciliter la mise en œuvre des bonnes pratiques du GCTF sur le renforcement de la coopération nationale/locale pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.

¹ « Prévention » est utilisé tout au long de ce guide pour faire référence spécifiquement au rôle des villes dans la prévention de la haine, l'extrémisme et la polarisation.

Comment utiliser ce guide ?

Ce Guide rassemble des exemples de bonnes pratiques et des enseignements sur les principaux aspects de prévention, de l'établissement d'un diagnostic au sein d'une communauté à l'évaluation et au partage des connaissances tirées des interventions à différents niveaux.² Tous les composants de ce guide ne seront pas d'une utilité pratique ou pertinents pour toutes les villes, et ces orientations sont présentées de manière à ce que des thèmes et un contenu spécifique puissent être sélectionnés en fonction des besoins d'une ville en particulier. Au-delà de cette publication, le contenu de ce Guide sera hébergé dans le [Centre de ressources](#) de Strong Cities où il deviendra un document « vivant » où des exemples, des pratiques remarquables et des éléments de connaissance continueront à être ajoutés et mis à jour en ligne pour développer les synthèses introductives présentées dans ce Guide.

Postulats

En tant que réseau mondial diversifié, Strong Cities compte plus de 200 villes membres réparties dans plus de 40 pays. Ce Guide est conçu pour répondre aux besoins des collectivités locales désireuses de renforcer les approches existantes ou d'en développer de nouvelles dans un large éventail d'espaces différents. Il reconnaît, toutefois, que les conditions juridiques, politiques ou pratiques permettant à une ville de contribuer à ces thèmes varient considérablement d'un contexte à l'autre.

Ce Guide est conçu pour être largement applicable. Toutefois, il est plus susceptible

d'être utile aux villes des pays où les trois critères suivants sont remplis.

Premièrement, le gouvernement central reconnaît, au moins dans une certaine mesure, l'importance d'une approche englobante de la société pour lutter contre la haine, l'extrémisme et la polarisation ;

Deuxièmement, le gouvernement central reconnaît le potentiel que les villes ont à offrir en matière de prévention et pour bâtir des communautés pacifiques et solidaires moins enclines à la haine, l'extrémisme et la polarisation ; et

Troisièmement, les collectivités locales disposent d'un espace juridique et politique leur permettant de contribuer à une approche englobante de la société.

Villes

Strong Cities utilise le terme « villes » au sens large pour désigner toutes les formes d'unités de gouvernance locales et infranationales avec lesquelles il est en relation, des capitales aux états, comtés et provinces aux villages, centres urbains régionaux et municipalités de plus petite taille. D'un point de vue linguistique, ce Guide utilise le terme « villes » pour désigner collectivement les personnes travaillant pour les collectivités locales, ou les divers services et agences publics relevant de leur compétence, qu'il s'agisse de fonctionnaires administratifs, de personnel technique ou de praticiens de « première ligne » en contact direct avec les communautés et les individus. C'est pourquoi les pronoms sont utilisés tout au long de ce Guide lorsque les villes sont le sujet (par exemple, « une ville dont la sensibilisation à la stratégie nationale de prévention est limitée »).

² Dans ce guide, le terme « interventions » s'applique à la fois aux initiatives communautaires et aux interventions individuelles. « Interventions » désigne au sens large les actions qu'une ville entreprend dans le but de produire du changement, à tout niveau de prévention, pour relever un défi spécifique.

Prévenir la haine, l'extrémisme et la polarisation

Ce Guide vise à aider les villes à s'attaquer aux problèmes de la haine, de l'extrémisme et de la polarisation, y compris ceux qui se manifestent par la violence. Ce cadre vise à englober un éventail plus large de pratiques que les initiatives « traditionnelles », souvent étroitement encadrées, axées sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Il reflète également la pluralité des approches adoptées par les villes pour traiter ces questions, en reconnaissant les différences de définition et de compréhension de ces concepts dans les différents contextes.

De manière générale, ce Guide vise à permettre aux villes de contribuer à une approche englobante de la société pour relever ces défis. Il cherche à optimiser les efforts déployés par les autorités locales pour s'attaquer aux conditions et catalyseurs de la haine, l'extrémisme et la polarisation au sein

de leurs communautés. Il vise également à favoriser le développement d'approches plus ciblées, menées par les villes, pour répondre à des problèmes spécifiques, à des groupes de population ou des quartiers qui posent ou sont ciblés par un défi particulier ou qui sont considérés d'une manière ou d'une autre comme vulnérables. Il se concentre également sur les interventions qui visent à soutenir des individus en particulier en mettant l'accent sur leur désengagement des « voies » menant à la violence motivée par la haine et l'extrémisme. Il reconnaît que la prévention est destinée à atténuer ces défis, mais qu'on ne peut s'attendre à ce qu'elle les élimine complètement. Le terme « *prévention* » est donc utilisé tout au long de ce Guide spécifiquement en relation avec les initiatives des villes pour aborder les questions de haine, d'extrémisme et de polarisation d'une manière multidisciplinaire, partenariale et, en fin de compte, dans une perspective englobant toute la société. Voir *Décortiquer le terme « prévention »* dans l'introduction de ce guide pour plus d'informations sur la variété des initiatives que cela peut impliquer pour une ville.

Qu'entend-on par haine, extrémisme et polarisation ?

Il n'existe pas de définition universelle pour chacun de ces concepts et l'approche de chaque ville doit être adaptée au contexte juridique local et fondée sur les droits fondamentaux et la législation en vigueur. La haine, l'extrémisme et la polarisation sont, dans leur forme la plus élémentaire, des défis sociaux qui déstabilisent la cohésion sociale, peuvent conduire à la violence et ont des répercussions à long terme sur le tissu socio-économique d'une ville. Qu'il s'agisse d'intolérance intercommunautaire et de rejet de « l'autre », de sentiments de non-appartenance, d'un fossé croissant entre les différentes communautés d'une ville ou, dans sa forme la plus explicite, de violence motivée par la haine ou l'extrémisme, ces menaces ont des manifestations et des causes multiples.

Strong Cities fait référence à ces questions ensemble en reconnaissant qu'elles sont toutes les trois à la fois des causes et des conséquences des disparités sociales, économiques et politiques et de la marginalisation, de l'instabilité et de la violence, et qu'elles nécessitent toutes les trois une réponse localisée qui s'attaque aux griefs propres au contexte qui peuvent les alimenter.

Sommaire

Avant-propos d'Eric Poinot et Mzwakhe Nqavashe	11
Introduction	13
Pourquoi les villes ?	13
Décortiquer le terme « prévention »	14
Chapitre 1 : Établir un diagnostic	16
Prévention informée : un chemin pour les villes	17
Guide en 10 étapes pour établir un diagnostic	18
Chapitre 2 : Stratégie	25
Assurer un mandat	25
Développer un cadre stratégique	28
Institutionnaliser l'approche	31
Identifier les ressources	33

Chapitre 3 : Mise en œuvre	36
Prévention primaire, secondaire et tertiaire	36
Renforcement des capacités et formation	64
Aborder les sujets sensibles	68
Suivi et évaluation	76
Chapitre 4 : Coordination	82
Les avantages d'une plateforme de coordination locale	82
L'importance de la coordination nationale-locale	83
Impliquer le secteur privé	88
Conclusion	90
Annexe I : Ressources recommandées	91
Annexe II : Pratiques des villes	95

Avant-Propos

Par Eric Poinot, Coordonnateur Prévention et lutte contre l'extrémisme violent, Strasbourg, France

et Mzwakhe Nqavashe, Président du portefeuille : Sécurité et sûreté, Le Cap, Afrique du Sud

Nos villes de Strasbourg et du Cap ont rejoint le réseau Strong Cities Network parce qu'elles sont convaincues que notre travail en matière de prévention de la haine, de l'extrémisme et de la polarisation est plus efficace lorsque nous apprenons de nos pairs dans les villes du monde entier. Qu'il s'agisse de nos homologues nationaux ou de nos voisins régionaux, voire de villes beaucoup plus éloignées, nous sommes unis par la reconnaissance commune du fait que les défis mondiaux et transnationaux de ce type exploitent souvent les questions les plus locales dans nos propres quartiers. Quelle que soit la nature des menaces spécifiques qui pèsent sur nos propres communautés et malgré les différences significatives de contexte, de telles plateformes offrent un riche réservoir d'expérience, d'expertise et de soutien d'une ville à l'autre. À leur tour, nos villes partagent leurs connaissances, offrent leurs perspectives et nouent des relations, dans l'espoir qu'aucune ville n'ait à faire face seule à ces menaces.

La ville de Strasbourg a depuis longtemps exprimé le besoin de développer une ressource dédiée aux villes qui offre une vue d'ensemble des aspects clés de la prévention. Les besoins sont clairs : soutenir la myriade de secteurs professionnels et de services qui composent les forces vives d'une administration locale en leur fournissant un guide de référence qui constitue un résumé de base lorsqu'ils sont confrontés aux défis de la haine, de l'extrémisme et de la polarisation au sein de leur communauté. Les villes du monde entier ayant la responsabilité quotidienne de fournir des services essentiels et étant

invariablement contraintes de faire plus avec moins, il devait s'agir d'un guide écrit non pas pour des experts techniques, mais pour des praticiens et des fonctionnaires comme les autres qui devaient faire le lien entre la résolution de ces problèmes et leur « travail de tous les jours ». Quels que soient le contexte et les défis d'une ville, il fallait parvenir à une compréhension commune de la pertinence des villes, de ce qu'elles peuvent faire et de la manière dont la prévention peut faire partie des fonctions existantes et quotidiennes plutôt que d'être une entreprise complexe, distincte et entièrement nouvelle.

Lorsque Strong Cities a ouvert ses centres régionaux en Afrique du Sud et de l'Est l'année dernière, Le Cap a demandé une ressource qui pourrait répondre aux besoins des villes de la région de manière égale et aider les villes à comprendre le rôle qu'elles peuvent avoir pour traiter des questions qui sont, trop souvent, traitées comme des questions de sécurité nationale dépassant les compétences d'une collectivité locale. Il devait s'agir d'un guide conçu en s'appuyant sur l'expérience des autres, qui présente des connaissances clés et des approches méthodologiques adoptées dans des villes aux ressources, conditions politiques et cadres gouvernementaux très différents. Les collectivités locales sont souvent tellement sollicitées pour concilier les priorités quotidiennes concurrentes et servir les objectifs des différents maires et responsables locaux que la première question que se posent nombre d'entre elles lorsqu'elles se réunissent pour parler de haine, d'extrémisme et de polarisation est « quel est mon rôle ? » ou « en quoi suis-je utile ? ».

Nos deux villes ont connu et continuent de connaître, différents défis et menaces liés à la haine, l'extrémisme et la polarisation.

Il s'agit souvent de problèmes complexes, mais qui touchent le cœur des communautés locales, se nourrissent des tensions et des divisions locales et nécessitent des réponses multiformes, coordonnées et proactives afin de faire prévention. Les approches qui négligent cela sont souvent réductrices et insuffisantes.

Les villes ont énormément à offrir si l'on reconnaît que nous n'avons pas uniquement besoin de sécurité, mais aussi la prévention. Les villes sont plus proches des communautés et comprennent souvent mieux les dynamiques et les vulnérabilités locales que les gouvernements centraux. Cela ne signifie pas qu'elles doivent travailler seules ; la prévention est plus efficace lorsque les approches centrales, locales et non gouvernementales sont coordonnées et alignées.

Mais si les villes veulent réaliser leur potentiel et être en mesure d'apporter une contribution positive et durable, elles ont d'abord besoin d'aide pour déterminer comment elles peuvent se servir de ce qu'elles font déjà et des atouts dont elles disposent déjà.

Nous sommes heureux de vous présenter ce Guide précieux de Strong Cities et nous espérons que votre ville y trouvera quelque chose qui correspond aux défis auxquels vous êtes confrontés et aux mesures pratiques que vous devez prendre pour les prévenir et assurer la sécurité de votre communauté. Nous espérons également que vous vous sentirez motivés en temps voulu pour partager les enseignements tirés de vos propres expériences et pour faire prospérer cette communauté de pratique, en aidant les villes du monde entier à répondre à des besoins en constante évolution.



Eric Poinot
Strasbourg, France



Mzwakhe Nqavashe
Le Cap, Afrique du Sud

Introduction

Pourquoi les villes ?

Les collectivités locales, quelle que soit leur taille, sont particulièrement bien placées pour comprendre leurs communautés, s'engager auprès d'elles et leur fournir des services publics essentiels. Non seulement elles sont témoins de la façon dont les tensions et les conflits plus larges se manifestent au niveau local, mais elles subissent également le poids de la violence extrémiste et haineuse qui cible de manière disproportionnée les communautés et les infrastructures dans les zones urbaines. De même, pour les résidents, les principaux points d'engagement avec les acteurs gouvernementaux sont certainement lorsqu'ils accèdent aux services et interagissent au niveau local.



Les ressources locales et les modèles d'administration varient, mais dans le monde entier, les collectivités locales exercent toute une série de fonctions sociales, de santé publique, liées à la jeunesse, orientées vers les entreprises, culturelles et éducatives, qui peuvent contribuer à la prévention de la violence et à la cohésion sociale. Même pour celles qui n'ont pas de fonctions dédiées à la sécurité publique, les collectivités locales peuvent établir des relations de confiance pour renforcer l'inclusion, la participation et la résilience tout en mettant fin à la ségrégation, à la haine et à la polarisation au sein de leurs communautés.

Si ce potentiel se concrétise, cela peut produire une différence immédiate, plus durable et très pratique pour la paix et la sécurité des communautés urbaines dans le monde entier.

Malgré les nombreux avantages que les approches menées par les villes peuvent apporter, de la détection précoce et de l'alerte sur les défis émergents à l'instauration d'un climat de confiance, en passant par la planification participative et la sensibilisation, sans parler des interventions à tous les niveaux que ce guide couvrira, les villes sont encore trop rarement reconnues pour ce qu'elles peuvent apporter pour relever ces défis. Sur des questions qui souffrent souvent d'une sur-sécuritarisation et d'une politique descendante, le leadership et l'action au niveau local offrent un moyen d'empêcher l'aggravation des risques, de s'attaquer aux causes profondes et d'obtenir l'adhésion et le soutien des groupes les plus marginalisés et les plus vulnérables. Il s'agit là de tâches difficiles pour les gouvernements centraux lorsqu'ils agissent seuls et de domaines qui sont mieux traités lorsque les approches locales et nationales sont alignées et coordonnées.

Ceux qui cherchent à diviser les communautés, à attiser la haine, à inciter à l'extrémisme ou à prôner la violence le font souvent en essayant d'exploiter des problèmes hyperlocaux avant d'exploiter des griefs plus larges et de construire des récits polarisants. Si nous reconnaissons que le défi se situe dans nos quartiers, nos rues et nos petites villes, il est évident qu'il est vital d'impliquer les autorités locales dans les initiatives visant à rendre ces lieux forts, résilients et paisibles.

Décortiquer le terme « prévention »

Strong Cities considère que la prévention englobe toutes les mesures et initiatives qui s'attaquent aux facteurs causaux potentiels (ou « moteurs ») contribuant à la montée de la haine, de l'extrémisme et de la polarisation. Cela inclut l'élaboration et l'adoption de stratégies et de politiques, la conception et la mise en œuvre de divers cadres et mécanismes qui fournissent en fin de compte des services clés et la mise en œuvre d'activités visant à traiter un ou plusieurs des risques et facteurs potentiels.

De telles mesures doivent être considérées comme complémentaires des initiatives en matière de sécurité et de justice pénale et sont généralement dirigées par des départements et agences du gouvernement civil, tels que l'éducation, les services sociaux et la santé publique, et peuvent également impliquer la société civile, la jeunesse, le secteur privé et, dans certains cas, la police locale. Les parties prenantes et les services municipaux impliqués dépendront des services et des départements qui relèvent de la compétence d'une ville donnée, en tenant compte des multiples différences contextuelles potentielles d'une ville à l'autre. Cela dépendra également des risques identifiés, du niveau d'intervention nécessaire et de l'approche méthodologique utilisée.

Les mesures de prévention sont traditionnellement mises en œuvre sur trois niveaux :

- **Primair** (renforcement de la résilience et de la cohésion sociale au sein des différentes communautés et entre elles).
- **Secondaire** (ciblage des individus ou des segments de la population identifiés comme particulièrement vulnérables à la radicalisation vers la violence motivée par la haine ou l'extrémisme)
- **Tertiaire** (ciblage des individus qui se sont déjà livrés à la violence, y compris ceux qui sont en prison ou en sortent, ou qui cherchent à se désengager de la violence).

Pour de nombreuses villes, **la prévention primaire** est probablement le domaine dans lequel elles auront le sentiment de pouvoir changer les choses. En effet, la prévention primaire implique de s'attaquer aux problèmes structurels et sociétaux plus larges qui créent un environnement propice à l'enracinement de la haine et de l'extrémisme, ce que les villes peuvent faire en s'appuyant sur les mandats, les programmes et les ressources des services municipaux existants, par exemple ceux liés à l'éducation, au logement, aux soins psychosociaux, aux loisirs, à la culture et à l'engagement de la jeunesse.

S'attaquer à des problèmes tels que la discrimination systémique, la marginalisation, la corruption et les tensions intercommunautaires tout en renforçant la cohésion sociale, la bonne gouvernance, la responsabilité, la confiance, la représentation et la transparence sont considérés key components of prevention. La promotion et la protection des droits fondamentaux, la prise en compte de la dimension de genre et la garantie que les mesures suivent le principe « do no harm » (ne pas nuire) devraient être des principes fondamentaux multiforme de la façon dont la haine, l'extrémisme et la polarisation affectent une communauté, les mesures de prévention devraient également viser à être multidisciplinaires et avoir une approche englobant toute la société.

En fonction des risques identifiés dans une ville, **une prévention secondaire** ciblant des groupes ou des individus particuliers présentant des signes comportementaux de radicalisation vers la violence peut également être envisagée. Dans certains cas, **une prévention tertiaire**, qui implique des interventions individualisées dans les cas les plus graves, peut faire partie des dispositifs de prévention d'une ville, ou une ville peut être amenée à jouer un rôle dans la prévention tertiaire coordonnée par d'autres agences ou niveaux de gouvernement.

Il est peu probable qu'une ville doive créer de nouvelles infrastructures, élaborer de nouvelles politiques ou engager des professionnels externes pour être en mesure d'assurer la prévention. Malgré les différentes sensibilités et, dans certains cas, la spécificité des risques liés à la haine, à l'extrémisme et à la polarisation, les villes ne devraient pas se sentir obligées d'« exceptionnaliser » la prévention et de la distinguer du reste de leurs activités.

En fait, la prévention a souvent plus d'impact, est plus durable et plus participative lorsqu'elle est considérée comme une partie intégrante des services existants, d'une manière qui encourage la contribution et la coopération avec les communautés locales plutôt que la peur et la méfiance. Enfin, la prévention doit également être réaliste et fonctionner dans des villes où les ressources sont limitées et où la fourniture de services essentiels fait quotidiennement l'objet de priorités concurrentes.

Chapitre 1

Établir un Diagnostic

Un processus de diagnostic complet constitue le point de départ de la plupart, voire de la totalité, des initiatives de prévention menées par les villes. Ce chapitre présente une vue d'ensemble des éléments clés de la prévention, en montrant comment chaque aspect de la planification, de la stratégie, de la mise en œuvre et de la coordination dépend de cette première étape cruciale. Il présente ensuite un guide en 10 étapes pour le processus de diagnostic lui-même, couvrant la nécessité de comprendre les défis auxquels une ville est

confrontée et les façons particulières dont ces défis affectent les différentes parties de la communauté, en soulignant que des modèles conçus dès le départ comme inclusifs et participatifs renforceront la coopération et la confiance. Ce chapitre couvre les aspects méthodologiques et les principes clés, la nécessité d'identifier les principales parties prenantes au sein de la ville et d'autres secteurs locaux, ainsi que les avantages d'identifier des mécanismes existants qui peuvent être mis à profit pour la prévention.



Prévention informée : un chemin pour les villes

La réalisation d'un diagnostic inclusif et participatif est le point de départ de tous les aspects de la planification, de la mise en œuvre et de la coordination. Bien que l'élaboration d'approches de prévention au-delà de ce stade ne soit pas un processus strictement linéaire, et qu'elle doive comporter des possibilités d'actualiser et de modifier une approche (par exemple à la lumière de changements institutionnels, de nouvelles menaces ou d'enseignements/résultats), il peut être utile de comprendre quels sont les éléments nécessaires pour alimenter les étapes suivantes d'un cheminement de base.

Comprendre les défis et ressources existantes

Cartographier les défis et identifier les menaces qui pèsent sur une ville ;

Identifier les principales parties prenantes et partenaires, au niveau institutionnel et communautaire ;

Adopter une approche consultative, participative et représentative ; et

Inclure la sensibilisation et les perspectives des groupes et minorités historiquement marginalisés.

Développer/renforcer le mandat local et la CNL

Aligner l'approche locale avec les cadres nationaux ;

Renforcer le mandat des collectivités locales en matière de prévention et les sensibiliser ; et

Identifier les mécanismes de coordination continue.

Réfléchir à l'approche/au cadre stratégique

Se mettre d'accord sur des principes clés et des priorités ;

Identifier la meilleure approche/le meilleur modèle global sur la base du diagnostic ;

Réfléchir à la façon de formaliser le cadre et l'intégrer dans les politiques existantes ou le relier à celles-ci ; et

Adopter une approche consultative et participative... à nouveau.

Identifier, développer et institutionnaliser le mécanisme de coordination locale

Adopter un modèle englobant toute la société, avec les principales parties prenantes identifiées dans le diagnostic ;

S'appuyer sur les infrastructures et les mécanismes existants ; et

Renforcer la durabilité.

Étendre les partenariats et la coordination

Soutenir la participation des communautés et renforcer les partenariats avec les organisations de la société civile (OSC) ;

Instaurer la confiance entre les communautés, en particulier avec les groupes historiquement marginalisés et les autres groupes vulnérables, y compris les femmes, les jeunes et les minorités ; et

Renforcer le partage d'informations, le cas échéant et dans la mesure du possible.

Mettre en œuvre les interventions de prévention

Identifier les niveaux d'intervention et les groupes cibles/bénéficiaires ;

Identifier l'approche méthodologique, les rôles et responsabilités ;

Identifier les ressources ; et

Mettre en œuvre des interventions.

Mise en œuvre des activités de suivi, d'évaluation et d'apprentissage

Élaborer une théorie du changement et identifier des indicateurs et des méthodes de collecte de données ;

Triangler les données ;

Analyser les données et évaluer l'impact ; et

Développer l'apprentissage institutionnel pour alimenter le cadre stratégique, les mécanismes de coordination et la mise en œuvre, et identifier les lacunes qui pourraient nécessiter un diagnostic et une planification plus approfondies pour être traitées.

Partager les connaissances

Adopter une approche transparente et partager les succès, les lacunes et les enseignements avec les communautés et tous les partenaires concernés ;

Promouvoir les bonnes pratiques et soutenir les autres villes ; et

Contribuer à une base de données probantes.

Guide en 10 étapes pour établir un diagnostic

Pour prendre des mesures, les villes doivent d'abord dresser la carte de leur paysage local. Il s'agit notamment de comprendre la nature des défis/menaces auxquels la ville est confrontée, ses besoins en matière de prévention, ainsi que les vulnérabilités et les facteurs de protection de ses communautés. Tout au long du processus, les villes devraient s'interroger sur les infrastructures, les approches ou les initiatives existantes et sur les ressources et l'expertise disponibles qui pourraient être mises à profit pour la prévention. Ce diagnostic, qui devrait être alimentée par la contribution et la participation des communautés locales, y compris des groupes historiquement marginalisés et minoritaires, devrait orienter les questions qu'une ville abordera et, en fait, toutes les actions qu'elle engagera par la suite.

Certaines villes élaborent et mettent déjà à jour des évaluations locales des risques complexes et multifformes, dont certaines bénéficient d'un soutien et d'une contribution importants de la part du gouvernement central et de la police.³ De même, de nombreuses villes abordent cette question pour la première fois ou travaillent sans aucune aide extérieure pour dresser un tableau complet de leur propre paysage.

Les étapes ci-dessous représentent les recommandations clés et les bonnes pratiques relatives à l'élaboration d'un diagnostic qui ont été mises en évidence par les villes consultées pour ce Guide :

³ Dans ce chapitre, le terme « évaluation » est utilisé dans le sens large pour examiner les facteurs communautaires. Pour plus de détails sur les comparaisons de différents outils d'évaluation spécifiques développés pour identifier les risques individuels consultez [ce lien](#) et le chapitre 3 ci-après. Ne pas confondre « évaluation » au sens de l'évaluation d'une situation ou d'un risque (« assessment ») et « évaluation » au sens de l'évaluation de l'impact d'un projet (« evaluation »).

1. Déterminer qui contribue et développe des modèles participatifs, en veillant à ce que les communautés locales aient régulièrement l'occasion de participer.

Recueillir les contributions des différentes agences/départements de la ville et de tous les autres services et acteurs communautaires concernés.

Distinguer les menaces en fonction des quartiers lorsque cela est possible et prendre en compte la diversité des communautés au sein de la ville, en comprenant comment les différents défis affectent de manière spécifique certaines parties de la communauté.

Veiller à ce que les groupes et minorités historiquement marginalisés, pour lesquels la confiance et la compréhension peuvent déjà être faibles, mais dont les points de vue et les contributions peuvent être essentiels, soient impliqués.



Exercice d'Écoute Complet de Londres

Lorsque le [bureau municipal de la police et du crime \(MOPAC, Mayor's Office for Policing and Crime\)](#) de Londres, au Royaume-Uni a développé son plan d'action local pour prévenir l'extrémisme violent, il a [organisé](#) un « exercice d'écoute complet » avec des milliers de membres de la communauté, de parties prenantes et d'experts dans toute la ville. L'exercice, défendu par le maire, visait à « entendre les voix de ceux qui, dans le passé, n'ont pas été entendus mais qu'il est le plus important d'écouter » et a donné la priorité aux contributions des « communautés minoritaires et marginalisées, des femmes et des jeunes ».

Le MOPAC a travaillé en étroite collaboration avec des organisations locales et a organisé des réunions, des tables rondes et des ateliers avec les forces de l'ordre, les autorités locales, les groupes de la société civile, les organisations caritatives, les groupes de réflexion, les organismes de réglementation et les membres des différentes communautés. Ce diagnostic a donné lieu à une série de recommandations, qui ont été compilées dans [un rapport](#) public disponible sur le site Web du MOPAC..



Edmonton, Canada a mené de vastes consultations communautaires pour diagnostiquer les besoins et les préoccupations des personnes de couleurs, ce qui a débouché sur une [stratégie antiracisme dédiée](#). La stratégie prévoit des possibilités de financement pour les projets menés par la société civile pour lutter contre le racisme et la haine systémiques, institutionnels et plus larges, ainsi qu'un bureau dédié au sein de l'administration municipale et un comité consultatif pour partager les perspectives et perceptions de la communauté avec le conseil municipal.

Si la ville n'est pas responsable du maintien de l'ordre à quelque niveau que ce soit, peut-elle se coordonner avec la police de la juridiction concernée et demander une réunion d'information ? Le développement de canaux d'échange d'informations entre une ville et la police profitera à la mise en œuvre, et pas seulement à la planification. Demander des informations et des points de vue sur les principaux défis, étayés par des données non sensibles que la police est en mesure de partager, peut constituer une première étape précieuse.

Le diagnostic devrait aller au-delà des informations et des données que la police peut partager. Vous trouverez ci-dessous un certain nombre de secteurs différents dans lesquels des données pertinentes peuvent potentiellement être exploitées.

Que peut faire la ville pour faciliter la participation du public, en gardant à l'esprit que les données qui alimentent le diagnostic ne doivent pas seulement refléter les problèmes/ mécanismes existants, mais aussi la manière dont ils sont perçus ? Ceci est essentiel pour une prévention efficace, basée sur la communauté, contre des questions souvent complexes, controversées ou sensibles de quelque manière que ce soit.

2. Contextualiser le défi

La haine, l'extrémisme et la polarisation ne se développent pas dans le vide, et les griefs et (fausses) perceptions au niveau local alimentent souvent des récits et des influences idéologiques plus vastes et leur servent de porte d'entrée. Il ne suffit pas de désigner une menace ou un groupe « extérieur » spécifique qui constitue une menace pour une communauté, sans examiner pourquoi il gagne du terrain dans une ville particulière ou même dans un quartier spécifique, et quelles sont les questions locales qui jouent un rôle dans cette dynamique.

Il est également important de ne pas avoir de préjugés ou être trop fortement influencé par la manière dont le gouvernement central analyse les menaces, dans certains contextes, peut se concentrer de manière disproportionnée sur les influences extérieures et négliger les menaces « internes ».

Sans s'attendre à pouvoir établir un lien de causalité, il faut veiller à ce que les conditions sociétales plus larges soient prises en compte dans l'évaluation, dans le but de mieux comprendre l'interaction entre le problème/la menace particulier(e) que la ville veut traiter et l'environnement plus large qui pourrait avoir présenté des facteurs favorables à plus long terme.

Pour ces raisons, les villes ne devraient pas se contenter de prêter attention aux données « concrètes » telles que le nombre d'arrestations ou d'incidents, les infractions ou activités criminelles particulières et les tensions intercommunautaires et sociales évidentes. Elles doivent également examiner plus largement des facteurs tels que les données démographiques, les revenus, la pauvreté et les données relatives à l'emploi, ainsi que la disponibilité de l'éducation, de la formation, de la protection sociale, et de l'aide aux entreprises, de même que les services de logement, de santé, de sport et de culture.



Afin de s'assurer que ses activités de prévention sont fondées sur des données probantes et répondent aux facteurs réels, et non perçus, de la violence motivée par l'extrémisme, **Kumanovo, Macédoine du Nord** a effectué [un diagnostic](#) pour mieux comprendre les dynamiques locales de résilience en enquêtant auprès d'un échantillon impartial et représentatif d'habitants. Lors de ce diagnostic, la sensibilité et les attitudes à l'égard de l'extrémisme violent et de la prévention par les autorités locales ont été mesurées, ainsi que la résilience des communautés face à la radicalisation, sur la base de cinq piliers fondamentaux. Cette étude a non seulement permis d'identifier les vulnérabilités en fonction de l'âge, du sexe, de l'origine ethnique et du quartier, mais elle a également offert à la ville une base de référence pour la résilience de la communauté, à partir de laquelle l'impact des mesures préventives dans la ville peut être évalué.

3. Réfléchir aux influences en ligne

Une ville peut ne pas avoir accès aux données relatives à la quantité/gravité de la haine, de l'incitation à la violence ou de la désinformation en ligne ciblant ou affectant d'une manière ou d'une autre sa communauté. Mais il est possible pour une ville d'acquérir une compréhension de base des types de contenus, des principales plateformes utilisées et des récits conspirationnistes qui sont diffusés.

Que ce soit en consultant directement les communautés ou en demandant conseil à des organisations de la société civile, à des chercheurs et/ou au secteur privé, il devrait être possible d'inclure une évaluation de base de la manière dont les activités en ligne influencent les défis hors ligne de la communauté.



Villes Numériques Sûres

Lancé sous l'égide de [Nordic Safe Cities](#), Safe Digital Cities vise à fournir aux praticiens municipaux une meilleure compréhension de l'environnement des menaces en ligne ainsi que des outils pour renforcer leur travail numérique au niveau local. **Malmö, Sweden**, a utilisé cette initiative pour [cartographier la haine en ligne](#) pertinente pour la ville pour mieux comprendre l'ampleur et la portée du problème en utilisant des algorithmes de traitement de langage naturel. Les résultats ont montré que les conversations haineuses en ligne se reflètent dans les activités hors ligne et s'amplifient chaque fois qu'il y a des tensions ou un incident dans la ville. Les conclusions sont utilisées par l'autorité locale pour améliorer la coordination avec les forces de l'ordre et la société civile et pour alimenter son travail plus large de promotion de la sécurité. **Aalborg, Denmark**, a, de manière similaire, [enquêtésur](#) les conversations démocratiques en ligne, en s'attachant particulièrement à comprendre ce qui crée des communautés en ligne positives ou polarisées. La recherche alimente le travail de prévention de la ville, y compris le lancement d'un réseau numérique de bénévoles et d'une équipe de prévention numérique.

4. Examiner les niveaux de confiance

Le développement de la confiance entre les villes et les communautés est un élément essentiel pour traiter efficacement ces questions. La confiance dans les institutions locales et l'administration de la ville aura une incidence significative sur le succès de la mise en œuvre du cadre par la ville. Les collectivités locales devraient envisager d'organiser des consultations publiques, des discussions de groupe ou des enquêtes de terrain afin de comprendre dans quelle mesure les communautés font confiance aux collectivités locales sur des questions particulières et pourquoi. Les villes devraient également solliciter l'avis de la communauté sur ce qui peut être fait pour renforcer la confiance.

5. Travailler avec des données représentatives et impartiales

La ville devrait s'efforcer de collecter des données et des opinions offrant une véritable représentation d'une communauté particulière. À cette fin, elle devrait collaborer avec des experts en évaluation et en enquêtes pour s'assurer que les méthodes de collecte de données sont statistiquement représentatives d'une ville en particulier. De même, il est essentiel de s'interroger sur les biais potentiels des données ou sur la manière dont elles sont interprétées, inconsciemment ou non. S'il n'est pas possible d'éliminer ces biais, il convient de les reconnaître dans la manière dont elles sont présentées et dans le potentiel qu'elles ont d'influencer l'action d'une ville.

6. Exploiter les données existantes

Le premier réflexe de nombreuses villes est de penser que, puisque la résolution de ces problèmes n'est pas leur fonction première en tant qu'administration locale, il est nécessaire de collecter de nouvelles données. Il est risqué de supposer que la richesse des données (tant quantitatives que qualitatives) que les villes génèrent déjà ou auxquelles elles ont accès n'est pas pertinente.

Bien que ce soit souvent le cas, qu'il s'agisse de statistiques sur les taux de décrochage scolaire, de litiges en matière d'urbanisme, de problèmes de licences ou d'aide à l'emploi, les villes toujours ont la possibilité de recueillir les avis et les réactions des forums d'engagement communautaire existants et des réunions de conseils locaux, qui fourniront probablement des informations précieuses sur la manière dont la haine, l'extrémisme et la polarisation affectent la communauté. Toutes les formes de données ne seront pas pertinentes d'une ville à l'autre, mais il s'agit d'examiner ce dont la ville dispose déjà et comment une nouvelle interprétation de ces données pourrait permettre de relever ces défis.

7. Adopter une approche proactive et tenir le diagnostic à jour

Les collectivités locales devraient élaborer des diagnostics de manière proactive pour atténuer les inquiétudes dès qu'elles se manifestent, afin de réduire à la fois l'impact de ces inquiétudes sur les communautés et leur potentiel d'escalade vers la violence. Les villes ne peuvent pas s'attendre à réaliser un diagnostic à un moment donné et à continuer à travailler sur la base de ce même diagnostic année après année. En effet, les circonstances changeront, les risques et les vulnérabilités évolueront, de nouveaux défis apparaîtront et la ville sera différemment positionnée pour les relever. Par conséquent, si cela est possible, les villes devraient s'efforcer de revoir et de mettre à jour leur diagnostic sur une base annuelle.

8. Normaliser la méthodologie

Les villes devront identifier et définir l'approche méthodologique qu'elles adopteront pour leur diagnostic. Si la ville souhaite observer l'évolution de la situation par rapport à l'année précédente, en particulier si les menaces, les besoins et les vulnérabilités identifiés ont augmenté ou diminué, elle devra être cohérente dans les méthodes utilisées et répéter les mêmes exercices pour voir comment les données évoluent, si elles évoluent.

Si l'on s'en écarte de manière significative, l'évaluation n'est plus comparable, en termes de données, à l'évaluation précédente. Cela ne signifie pas que la méthodologie ne doit pas être périodiquement mise à jour pour améliorer la collecte, le filtrage et l'évaluation des données en fonction de l'évolution du profil de risque de chaque ville et de son contexte social plus large. Chaque fois que des changements sont apportés, ils doivent être intentionnels et intégrer les leçons tirées de la mise en œuvre précédente et de tout suivi, évaluation et apprentissage.

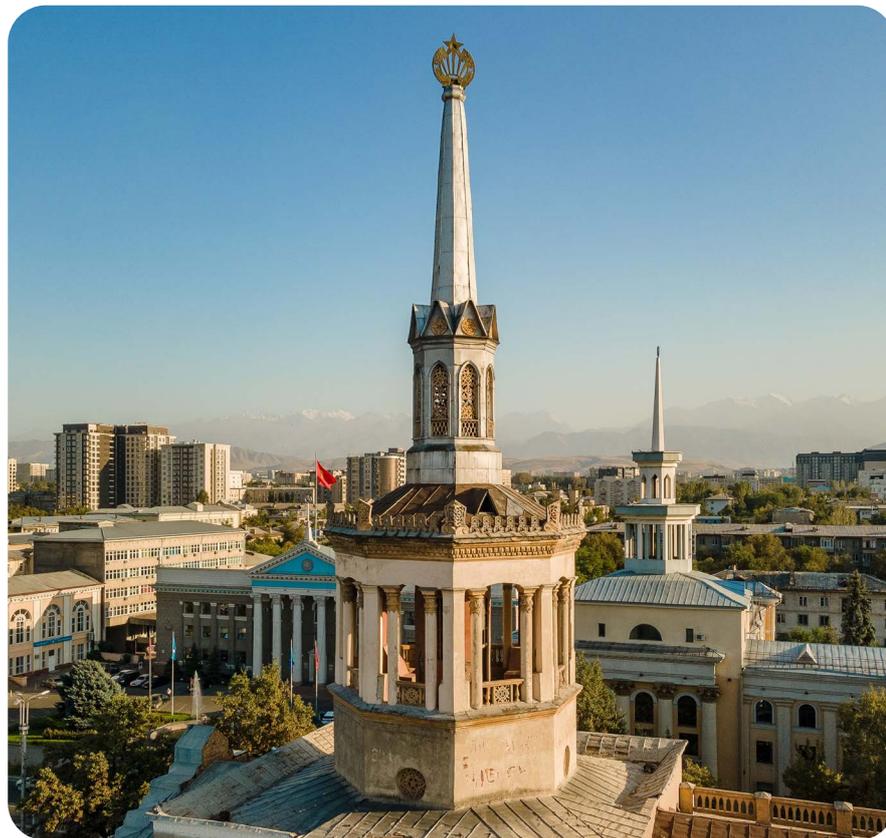
9. Identifier les mécanismes existants

Le diagnostic devrait identifier les infrastructures, les mécanismes et les initiatives existants qui pourraient être mis à profit pour faire face à une ou plusieurs des menaces identifiées.

Par exemple, si une ville identifie un défi spécifique autour des tensions ethniques les plus visibles entre les jeunes de certaines communautés, quelles sont les activités éducatives, sportives ou culturelles, les sociétés ou les forums informels déjà en place par lesquels la ville pourrait être en mesure de faciliter une meilleure compréhension et une meilleure coopération ? Il peut s'agir de mécanismes formels, tels qu'un comité local pour la paix ou une association d'aide sociale aux résidents, ou informels, tels qu'un événement sportif ou un réseau de parents, par exemple.

10. Définir les principales parties prenantes et les partenaires de mise en œuvre potentiels

Réfléchissez non seulement aux agences/départements municipaux ou autres services locaux compétents qui doivent être impliqués pour relever des défis particuliers, mais aussi aux principales parties prenantes de la communauté ou autres partenaires dont la coopération et le soutien seront bénéfiques.



Chapitre 2

Stratégie

Ce chapitre examine la manière dont les villes peuvent développer ou étendre leur mandat en matière de prévention, puis analyse les différentes approches stratégiques qui peuvent être adoptées et institutionnalisées pour favoriser l'appropriation locale et la durabilité. Enfin, il aborde la question de la mobilisation des ressources, y compris les ressources humaines, financières et autres qui doivent être prises en compte par les collectivités locales, en reconnaissant les limites existantes, les autres priorités auxquelles les villes sont confrontées et l'efficacité potentielle ainsi que les avantages plus larges qu'il y a à s'appuyer sur des approches existantes.

Assurer un mandat

Pour de nombreuses villes, l'obtention d'un mandat de prévention (c'est-à-dire l'autorité, l'exigence et/ou la responsabilité fonctionnelle de s'engager dans ce travail) est le premier obstacle. Cela peut sembler évident, mais la force, l'étendue et l'opacité potentielle d'un tel mandat auront des implications réelles sur ce qu'une ville peut réellement faire.

L'obtention d'un mandat de la collectivité locale dépendra de la connaissance et de la compréhension des défis et de la volonté politique de s'attaquer aux menaces de haine, d'extrémisme et de polarisation qui se manifestent dans la ville. Il peut s'agir d'un engagement à donner la priorité à la prévention parallèlement aux priorités plus traditionnelles des collectivités locales (ou dans le cadre de celles-ci), par exemple celles liées à la tranquillité publique, à la prévention de la violence et au bien-être social.

Pour obtenir un mandat, il faut également que les autorités nationales et locales reconnaissent que les villes ont un rôle à jouer dans une approche englobante de la société pour faire face à ces menaces, et qu'elles disposent de l'espace politique et juridique nécessaire pour assumer ce rôle. Cela peut généralement nécessiter un minimum de coopération entre les parties prenantes nationales et locales (coopération nationale-locale) dans un contexte particulier. La CNL sera abordée dans le Chapitre 4.

Le mandat dont dispose une ville peut prendre différentes formes et ses contours dépendront des cadres juridiques et de gouvernance existants, du degré de décentralisation et de la priorité accordée à la prévention par rapport à la menace perçue, pour ne citer que quelques-unes des variables.

Vous trouverez ci-dessous des exemples de la manière dont le mandat des collectivités locales en matière de prévention se présente dans différents pays :

- Au **Bangladesh** les villes sont mandatées par le gouvernement central pour participer à la gouvernance locale et à l'engagement des citoyens par la formation d'un comité de coordination au niveau de la ville (TLCC), d'un comité de coordination au niveau du quartier (WLCC) et par la formation obligatoire d'un comité de genre présidé par une conseillère municipale. Ces structures sont ensuite chargées d'impliquer activement les citoyens en élaborant un carnet de notes, en organisant des réunions municipales régulières et en mettant en place une cellule de plainte et une cellule de communication globale. Ces structures contribuent à l'élaboration d'un plan de développement de la ville comprenant un plan d'action sur l'égalité de genre et la pauvreté.
- En **France**, les collectivités locales n'ont pas de mandat légal pour s'impliquer dans la prévention de la violence motivée par la haine ou l'extrémisme, mais elles ont un mandat de prévention de la délinquance et ont le droit de développer leurs propres politiques en matière de prévention de la haine et de l'extrémisme.
- En **Indonésie**, le plan d'action national de P/CVE encourage les collectivités locales à s'impliquer dans la lutte contre l'extrémisme violent et leur demande de rendre compte au gouvernement national, deux fois par an, des initiatives qu'elles déploient pour mettre en œuvre le plan national.
- En **Irak**, le gouvernement central a donné aux districts un mandat clair pour développer des approches de prévention dans le cadre de leurs initiatives pour permettre la mise en œuvre de la stratégie nationale ; sept districts ont jusqu'à présent développé des plans localisés en coordination avec le Comité national de lutte contre l'extrémisme violent Comité national de lutte contre l'extrémisme violent.
- Au **Kenya**, les gouvernements des comtés sont tenus d'élaborer des plans d'action de comté définissant les approches et les activités menées par les autorités locales conformément à la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent et en coordination avec le Centre national de lutte contre le terrorisme.
- En **Malaisie**, bien qu'il n'y ait pas de mandat explicite pour les villes en matière de prévention de la haine et de l'extrémisme, les villes remplissent une fonction de sécurité publique avec une ligne budgétaire associée et une CNL en continu qui permet d'envisager la contribution potentielle des collectivités locales au travail de prévention de la haine et de l'extrémisme.
- La stratégie nationale en matière de P/CVE de la **Macédoine du Nord** mentionne le rôle que les collectivités locales peuvent jouer dans la mise en œuvre et le gouvernement central implique directement les municipalités sur ce point.
- En **Norvège**, toutes les villes ont été chargées d'élaborer des plans locaux pour soutenir la mise en œuvre du Plan d'action national contre la radicalisation et l'extrémisme violent, mais ont été encouragées pour ce faire à s'appuyer sur les cadres et structures locaux existants en matière de prévention de la délinquance.
- En **Pologne**, bien qu'il n'existe pas de cadre national de prévention, la ville de Dąbrowa Górnicza, tirant parti de son mandat de sécurité publique, a mis en place une équipe locale, en coopération avec la société civile, pour lutter contre la radicalisation menant à la violence dans la ville.
- En **Serbie**, à la suite de la fusillade dans une école, le ministère de l'autonomie locale a demandé à toutes les villes/municipalités de former des conseils locaux de sécurité, qui s'occuperaient spécifiquement de la prévention.
- Au **Royaume-Uni**, dans le cadre de la stratégie nationale Prevent, certaines collectivités locales ont une obligation légale d'animer des comités locaux Channel axés sur des interventions individuelles auprès de personnes considérées « à risque », ainsi que des obligations plus larges de développer ou de soutenir des initiatives de prévention à l'échelle de la communauté.

Questions et considérations clés

- La ville a-t-elle un mandat explicite pour contribuer à une approche englobante de la société visant à lutter contre la haine, l'extrémisme et la polarisation ? D'où vient ce mandat, par exemple d'un cadre ou d'une législation nationale, d'une résolution ou d'une décision du conseil municipal ?
- La ville est-elle habilitée à le faire dans le cadre d'un mandat plus large et existant lié, par exemple, à la tranquillité publique, à la prévention de la violence ou de la délinquance ou au bien-être social ?
- La ville a-t-elle la possibilité d'adopter son propre mandat, par exemple sur la base d'une décision du conseil municipal ? Il ne s'agit pas nécessairement d'une action unilatérale prise en l'absence de toute autre option, mais d'une action visant à renforcer ou à assurer un certain degré d'appropriation locale parallèlement à un mandat existant accordé par le gouvernement national.
- Le mandat s'applique-t-il uniquement à des menaces spécifiques, par exemple une forme unique de haine ou d'extrémisme, ou est-il plus large et inclut toutes les formes ou au moins différentes formes de menaces ?

Sensibilisation

Il existe un certain nombre d'autres considérations au-delà de l'« octroi » formel du mandat lui-même. L'un des défis fréquemment cités, même s'il semble simple, est de s'assurer que les équipes municipales et les services locaux concernés sont au courant du mandat. De nombreux fonctionnaires locaux consultés pour ce Guide ont exprimé leur frustration lorsqu'il existe une stratégie nationale qui reconnaît ou définit un rôle pour les collectivités locales, mais que cette stratégie n'a pas été partagée avec les villes, et qu'elle n'a pas bénéficié de leur contribution.

Par exemple, l'**Ouganda** a développé une stratégie P/CVE nationale, mais les villes ont souligné lors d'un atelier Strong Cities en avril 2023 qu'elles n'étaient pas au courant de son existence parce qu'elle n'avait pas été rendue public ni partagée avec elles, et que les villes n'avaient pas été invitées à faire part de leurs perspectives et de leurs besoins locaux au moment de son élaboration. Cela a entraîné une certaine confusion quant au mandat des villes et un manque de structures, de capacités, de compétences et de ressources pour pouvoir mettre en œuvre la stratégie au niveau local.

Le partage des cadres nationaux pertinents avec les villes est ainsi une condition préalable à l'implication significative et durable des collectivités locales dans une approche englobante de la prévention de la haine et de l'extrémisme dans leur pays. Pour leur part, les collectivités locales doivent veiller à ce que la connaissance de ces cadres ne se limite pas à une ou deux personnes dans la ville, mais qu'elle soit bien intégrée dans les différents services et parmi les responsables politiques de la ville.

Est-ce suffisant ?

Ensuite, les villes doivent se demander si le mandat dont elles disposent est suffisant. S'agit-il uniquement d'alerter les agences de sécurité en cas de problème ou d'incident immédiat ou comprend-il également un mandat pour intervenir plus tôt et développer des programmes et des activités de prévention au niveau de la communauté ? De même, si la ville joue un rôle en matière de tranquillité publique, quelle est l'étendue de ce rôle ? Se limite-t-il à des considérations pratiques de sécurité, telles que la protection des lieux de rassemblement public et d'autres cibles « faciles », la sécurité routière et/ou l'installation de systèmes de vidéosurveillance ? Si c'est le cas, il faut encore faire comprendre que la sécurité publique va au-delà de l'infrastructure de sécurité physique et s'étend à des questions plus larges de cohésion sociale et de résilience. Si la ville dispose d'un mandat qui reconnaît cet aspect, couvre-t-il les

trois niveaux de prévention communément acceptés (voir *Prévention primaire, secondaire et tertiaire* dans le Chapitre 2) ? S'attaque-t-elle à toutes les formes de haine et d'extrémisme ou se limite-t-elle à une menace ou à une idéologie spécifique ? Permet-il une approche partenariale et une collaboration avec la société civile, les communautés et le secteur privé ?

Développer un cadre stratégique

Toute ville doit tenir compte d'un certain nombre de considérations stratégiques avant de mettre en œuvre des programmes ou des initiatives de prévention au sein de ses communautés. Le fait que ces stratégies se traduisent par un document stratégique officiel explicitement associé à la prévention et à la réponse à la haine, à l'extrémisme et à la polarisation, par un autre cadre officiel (par exemple, lié à la tranquillité publique, à la prévention de la violence ou au bien-être social), ou qu'aucune stratégie publiée n'y soit liée, variera d'une ville à l'autre.

Certaines villes peuvent élaborer une nouvelle stratégie pour la première fois, tandis que d'autres peuvent chercher à mettre à jour, à améliorer ou à modifier une stratégie ou une approche existante. Quel qu'il soit, un cadre stratégique ne doit pas se contenter d'exposer les grandes lignes de ce qu'une ville s'engage à faire ; il doit en fin de compte servir de cadre conceptuel à la manière dont une ville choisit d'agir dans le domaine de la

prévention. Les villes devraient examiner ce qui fonctionne le mieux en fonction des défis et des circonstances qui se présentent à elles, en reconnaissant que le cadre proposé devra être pratique et réalisable avec les ressources existantes et les services locaux.

Les responsables locaux et les parties prenantes devront également être conscients de la nécessité, dans de nombreux cas, d'obtenir l'approbation d'un maire, d'un conseil ou d'un autre organe politique pour leur stratégie de prévention. Il convient donc de garder à l'esprit le message politique qui pourrait être envoyé en adoptant une approche particulière. Si les initiatives de prévention et les stratégies qui les encadrent doivent être dépolitisés autant que possible, ils n'existent pas dans un vide politique et, dans la plupart des cas, sinon dans tous, ils abordent des questions qui sont au moins litigieuses, sinon intrinsèquement politiques. L'important est d'être conscient du contexte politique et stratégique au cours de leur élaboration et d'apprécier la manière dont l'implication des responsables politiques locaux ou d'autres responsables politiques est susceptible d'être accueillie différemment au sein de la communauté. Il va sans dire que si ces cadres s'inscrivent inévitablement dans un contexte politique, ils ne doivent pas être utilisés comme des outils pour attaquer ou affaiblir les opposants politiques.

De nombreuses villes s'inspirent non seulement de ce que font d'autres villes, mais aussi d'approches adoptées par les Nations unies ou d'autres organisations internationales.

Voici quelques exemples de cadres communs, qui sont souvent liés les uns aux autres :



Santé publique : un domaine interdisciplinaire qui implique les efforts organisés et les choix éclairés de la société, des organisations, tant publiques que privées, des communautés et des individus. Cette approche vise à s'attaquer aux causes de la haine, de l'extrémisme et de la polarisation en les traitant au niveau de la société, comme nous le ferions pour des pathologies dans un cadre médical. Pour en savoir plus sur la façon dont les modèles de santé publique peuvent être appliqués à la prévention de la haine et de l'extrémisme, [consultez ce lien](#).



Prévention de la violence : spécifique, visant à cibler les manifestations de violence et à prévenir la délinquance par l'éducation, la médiation et d'autres moyens sociaux. Il existe de nombreux exemples de modèles de prévention de la violence adoptés dans le monde entier. L'un des plus connus est le [modèle Cardiff](#), développé au Royaume-Uni en tant qu'approche de santé publique et appliqué depuis dans de nombreuses autres villes.



Protection de la communauté et sécurité publique : protection du droit de vivre en sécurité, à l'abri des mauvais traitements et de la négligence. Il peut s'agir d'un large éventail d'approches différentes, y compris celles développées pour la protection des enfants et des adultes, ainsi que d'approches plus larges de tranquillité publique. Pour en savoir plus sur une approche globale, consultez le programme [Safer Cities](#) de UN Habitat et le [New Urban Agenda \(Nouvel agenda urbain\)](#).



P/CVE : un cadre dédié qui s'attaque aux facteurs qui radicalisent les individus vers l'extrémisme violent et le terrorisme et renforce la résilience des communautés. Ces stratégies sont souvent liées ou chapeautées par des stratégies nationales de lutte contre le terrorisme. Par exemple, le district de Brčko, en Bosnie-Herzégovine, [a adopté un plan d'action dédié](#) pour mettre en œuvre la stratégie nationale de prévention et lutte contre le terrorisme.

Ces approches ne s'excluent pas nécessairement l'une l'autre et peuvent être combinées. Quelle que soit l'approche adoptée par une ville, le cadre devrait mettre l'accent sur les principes suivants. **Les principes suivants devraient être observés dans tous les cas :**

- « **Do no harm** » : principe issu des secteurs de l'humanitaire et du développement. [Cette notion](#) indique qu'une intervention doit être attentive aux conséquences involontaires et toujours améliorer, jamais détériorer, une situation ou porter préjudice à des individus ou à des communautés.
- **Sensibilité au genre** : prise de conscience et prise en compte de la dynamique du pouvoir entre les genres et des (in)égalités entre les genres, ainsi que des besoins, expériences et statuts différents des hommes, des femmes, des filles et des garçons, des minorités sexuelles et de genre, en fonction du contexte socioculturel, lors de l'élaboration d'une politique, d'une planification ou d'une action. (Définition provenant des sources de [OSCE](#) et de [UN Women](#))
- **Droits fondamentaux** : La prévention et l'intervention doivent protéger et promouvoir les droits fondamentaux inscrits dans les [instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme](#). Il ne s'agit pas d'une simple déclaration, mais d'un élément à prendre en compte à chaque étape de la mise en œuvre et de l'engagement.
- **Approche englobante de la société** : une prévention efficace requiert [la participation d'une diversité de parties prenantes institutionnelles et non institutionnelles](#), y compris des agences gouvernementales et des services publics couvrant tous les secteurs et disciplines concernés, ainsi que la société civile, le secteur privé et les membres de la communauté. Elle ne doit pas non plus être limitée à une seule agence spécifique sans la coopération d'autres agences.

Considérations supplémentaires

Les points suivants s'appliquent tout au long de la planification et du développement stratégique de l'approche d'une ville en matière de prévention. Nombre d'entre eux, si ce n'est tous, seront pertinents pour les diagnostics initiaux ainsi que pour les étapes de mise en œuvre ultérieures. À leur tour, les étapes initiales du diagnostic (et en particulier les consultations des communautés et des parties prenantes) aideront les villes à gérer ces risques en fonction des besoins et des sensibilités spécifiques de leur communauté.

Éviter la sécuritarisation

Les villes doivent veiller à éviter le « piège » de la sécuritarisation qui est souvent associé à la lutte contre l'extrémisme et la haine, et plus encore aux politiques qui sont explicitement formulées à l'aide du concept de « P/CVE ». Ces concepts sont fréquemment associés à la lutte contre le terrorisme et donc souvent, à juste titre ou non, à la sécurité « dure ». En particulier au niveau local, une association trop étroite avec ces concepts souvent controversés, qui ont parfois été appliqués à tort contre des opposants politiques ou des communautés historiquement marginalisées, conduisant à des [violations des droits fondamentaux](#), n'est pas de nature à susciter le soutien des parties d'une ville où les initiatives de prévention sont le plus probablement nécessaires. Dans l'ensemble, une telle approche risque d'accroître plutôt que d'atténuer les tensions sociales qui peuvent exister dans une ville.

Défis en matière de définition

Quelle que soit l'approche choisie, il est essentiel que chaque ville parvienne à un consensus entre les différentes parties prenantes sur les définitions clés et les questions conceptuelles. Le terme « radicalisation » est un exemple de notion controversée, car il renvoie à des conceptions idéologiques, cognitives et/ou comportementales qui risquent de traiter

l'individu dans un vide social et donc de ne s'intéresser qu'aux effets plutôt qu'à la causalité. Il peut également être contesté sur le plan politique, car visant à identifier les « radicaux » et donc inspirant la méfiance, la suspicion et la peur au sein des communautés, et ouvrant potentiellement le cadre à une utilisation politique erronée ou abusive.

Participation et instauration de la confiance

La consultation et la contribution des communautés, qui pourraient être considérées comme les « utilisateurs finaux » ou les « bénéficiaires » du cadre stratégique, devraient être recherchées tout au long de l'élaboration du cadre, notamment en ce qui concerne l'approche conceptuelle adoptée et la terminologie essentielle. Plus largement, la stratégie d'une ville sera probablement plus efficace et mieux soutenue si elle reflète véritablement les préoccupations, les valeurs et les priorités des communautés. Pour cette raison, et bien d'autres encore, l'instauration d'un climat de confiance entre les villes et les communautés locales, ainsi qu'avec des organismes clés tels que la police, qui peuvent ne pas relever de la compétence de la ville mais qui sont des partenaires indispensables, est un ingrédient essentiel à chaque étape de la planification et de la mise en œuvre de la stratégie.

Exploiter les approches existantes

Un autre défi pour les approches fortement axées sur la « radicalisation » et la lutte contre le terrorisme tient au fait que ces menaces sont souvent perçues comme « exceptionnelles » ou intrinsèquement spécifiques et requièrent donc une approche et une méthodologie distinctes. En fait, les villes tendent à obtenir de meilleurs résultats lorsque les stratégies de lutte contre ces problèmes s'inscrivent dans le cadre de mécanismes et d'approches plus larges et existants et qu'elles sont mieux placées pour adopter une approche intégrée et « mainstreaming » de la prévention. Cela encourage également les villes à éviter le travail en silo et à développer une meilleure collaboration entre les différentes parties prenantes. Cela ne signifie pas que les cas et

les défis liés au terrorisme et à l'extrémisme ne nécessiteront pas d'interventions spécifiques, mais plutôt qu'ils devraient être envisagés et déployés de manière intégrée. Il s'agit d'un domaine clé dans lequel de nombreuses villes ont exprimé le besoin d'un soutien accru, notamment en matière de formation et de renforcement des capacités (voir Chapitre 3).

Institutionnaliser l'approche

Même si la prévention menée par la ville repose sur une coopération entre plusieurs parties prenantes, la première tâche consiste à identifier une entité, un bureau, une personne ou un groupe de personnes (par exemple, un groupe de travail ou une unité de coordination) chargé de superviser la mise en œuvre du cadre. Il est important de disposer d'un bureau ou d'une ou plusieurs personnes qui défendent la prévention (en tant qu'approche et philosophie) dans toute la ville. Lors de l'élaboration de ce Guide, les représentants des autorités locales ont indiqué que des personnes clés avaient joué un rôle particulièrement important dans le développement de la prévention dans leur ville, en influençant l'approche d'autres agences et en obtenant le soutien de leur maire ou de leurs dirigeants politiques locaux.

Comme pour une grande partie de la prévention, il n'existe pas d'approche unique sur la manière dont une ville devrait s'organiser pour s'emparer de ces questions. Vous trouverez ci-dessous quelques options et considérations pour chacune d'entre elles.

- **Agence/département individuel chef de file**

+ Avantages : Permet d'établir une ligne de responsabilité et d'obligation de rendre des comptes claire et sans ambiguïté.

- Inconvénients : D'autres agences peuvent se sentir moins impliquées et l'attribution de la responsabilité finale peut ne pas apparaître clairement.

Considerations :

- Un autre élément à prendre en compte est la question de savoir si la ville désigne une agence ou un service existant comme chef de file ou si elle crée une nouvelle unité, soit sous la forme d'un bureau autonome, soit intégrée à une agence ou un service existant. Les contraintes en matière de ressources joueront également un rôle dans la détermination de la marche à suivre.
- Le choix de l'agence ou du département responsable peut également indiquer une orientation politique particulière et les villes doivent être attentives à la manière dont ces choix seront perçus dans leurs communautés et affecteront la confiance et la coopération des groupes cibles potentiels en raison des préjugés perçus et/ou des expériences passées.

- **Responsabilité partagée entre différentes agences/départements**

+ Avantages : Une plus grande appropriation collective et une attente claire que la prévention soit prise en compte et faire l'objet d'une contribution de la part de multiples agences reflétant les différentes fonctions et services fournis par une ville.

- Inconvénients : Risque de chevauchement des responsabilités, d'incohérences ou de concurrence entre les différentes agences. La multiplicité des agences n'est probablement pas un problème en soi, mais les villes consultées à ce sujet ont estimé que les difficultés survenaient lorsqu'il y avait des ruptures de communication et de coopération (y compris en ce qui concerne le partage d'informations), pour quelque raison que ce soit, entre les différentes agences.

Une autre option consiste à confier la responsabilité à un **réseau à l'échelle de la ville** qui rassemble les agences/départements concernés ainsi que les OSC et les principales parties prenantes de la communauté. Si le processus de diagnostic d'une ville a été complet dès le départ et a impliqué la

participation de l'ensemble de la communauté ainsi que de différents départements et services, ce réseau peut déjà être en grande partie en place. L'option du réseau soulève également d'autres considérations :

- **Utiliser un réseau existant :** de nombreuses villes ont déjà mis en place des réseaux thématiques, notamment lorsque la participation de la société civile est particulièrement nécessaire (par exemple, pour lutter contre la discrimination ethnique/religieuse, les questions d'intégration ou l'égalité entre les hommes et les femmes). Une commission locale pour la paix, un comité pour l'ordre public ou un conseil de sécurité publique sont autant d'exemples fournis par les villes consultées pour ce Guide.
- **Créer un nouveau réseau :** La formulation de la question sera cruciale et devra refléter pleinement les aspirations des partenaires extérieurs, y compris les parties prenantes de la communauté. En outre, ce type de réseau peut manquer de durabilité à long terme si le sujet est considéré comme trop spécifique ou trop étroit.
- **Former un groupe d'expert :** En particulier sur les sujets complexes où l'expertise externe apporte une valeur ajoutée, une ville peut envisager d'inclure des personnes ayant une expertise technique, professionnelle ou académique spécifique aux côtés des services locaux et des parties prenantes de la communauté. Cela pourrait se faire en les incluant dans un réseau de prévention avec d'autres parties prenantes, ou en créant un groupe d'experts ou un comité consultatif distinct.

Pour en savoir plus sur les réseaux locaux de prévention et les autres modèles de coordination partenariale qui peuvent soutenir ou diriger les initiatives de prévention au niveau de la ville, voir le chapitre 4.

Quel que soit le modèle, le fait de confier la prévention à un réseau ne doit pas exonérer la ville (au niveau politique ou administratif) de toute responsabilité ou implication. Non seulement il est nécessaire de sensibiliser

les différentes parties de l'administration locale aux priorités et aux approches en matière de prévention, mais la ville devrait également avoir une relation directe avec un réseau de prévention, ne serait-ce que pour organiser les réunions, coordonner les différentes agences ou adopter des recommandations. L'administration municipale au sens large devrait également soutenir un réseau de prévention en fournissant des infrastructures, des ressources humaines et des financements, et en identifiant les mécanismes existants qui pourraient être mis à profit pour participer à la prévention.

Durabilité

Il convient de garder à l'esprit quelques points concernant la durabilité institutionnelle :

- Gérer les changements politiques**
L'obtention de résultats dans le cadre de l'approche préventive d'une ville nécessite des initiatives et des investissements à long terme, probablement plus longs qu'un seul mandat de maire ou de conseiller municipal. Pour protéger l'approche stratégique des changements politiques, qu'il s'agisse d'élections, de nouvelles nominations ou de changements dans les responsabilités ministérielles, il faut s'efforcer d'obtenir un consensus et l'adhésion des principaux membres du personnel administratif. Cela peut se faire en donnant la priorité aux responsables de départements ou d'agences qui (a) pourraient rester en poste malgré des changements au niveau politique ou exécutif et (b) sont bien placés pour intégrer la prévention dans les orientations, les approches et les mécanismes existants ou renouvelés pour la fourniture de services plus larges dans la ville. Si la présentation du cadre stratégique de la ville ne fait pas déjà partie des procédures de transition/transfert, alors il faudrait prévoir d'informer les nouveaux dirigeants politiques et administratifs.
- Garantir une base juridique pour le cadre de la ville**
Cela permet non seulement de prémunir davantage l'approche d'une ville des changements politiques à court terme, mais

aussi de donner au cadre une base juridique qui améliorera probablement son potentiel d'intégration dans les responsabilités légales plus larges d'une ville et soutiendra potentiellement les efforts visant à obtenir des ressources financières et autres, par exemple en exigeant qu'il soit inclus dans les budgets annuels. L'adoption d'une motion de l'assemblée délibérative ou la modification de la législation existante afin de prévoir un cadre de prévention est abordée plus haut dans ce chapitre en relation avec le renforcement du mandat d'une ville, mais il s'agit également d'un élément important de la stratégie de durabilité d'une ville.

Identifier les ressources

Il n'est pas rare qu'une stratégie de prévention bien conçue ne tienne pas ses promesses en raison d'un manque de ressources adéquates. Étant donné que les ressources seront toujours limitées et que les villes sont souvent soumises à des contraintes financières pour fournir les services publics existants, la question est souvent de savoir comment tirer parti des ressources existantes pour obtenir des résultats. Si d'autres ressources sont nécessaires, le défi est alors de savoir comment les mobiliser sans alourdir la charge financière.

Il existe plusieurs types de ressources, toutes nécessaires au succès des initiatives de prévention, des ressources humaines et financières aux ressources matérielles telles que les infrastructures et les installations, en passant par des ressources moins tangibles telles que des compétences particulières, la formation et l'expertise.

Les aspects les plus fondamentaux des ressources ne doivent pas être négligés, car les conditions de travail en dépendent parfois. Tous les types de ressources ont en fin de compte des implications financières (par exemple, l'expertise nécessite une formation, qui à son tour nécessite un budget), mais l'impact peut être limité en répartissant la charge entre différentes agences. Étant donné

que les villes disposent déjà de politiques et d'infrastructures, certaines ressources peuvent être mobilisées (du moins en partie) en s'intégrant à ce qui existe déjà. Les exemples suivants, tirés de différents contextes mondiaux, recensent les services municipaux qui peuvent être appelés à contribuer aux initiatives de prévention :

- Prévention de la délinquance / tranquillité publique
- Démocratie locale / participation citoyenne
- Planification et développement urbains
- Jeunesse et éducation
- Santé et action sociale
- Sports
- Culture
- Égalité des genres
- Intégration/réinstallation des migrants
- Dialogue interreligieux et interculturel
- Bien-être
- Logement

Cela signifie que la prévention de la haine, de l'extrémisme et de la polarisation n'aura pas nécessairement besoin d'une infrastructure, d'un bureau ou d'un budget de personnel propre (voir *institutionnaliser l'approche*, ci-dessus), mais qu'à un niveau essentiel, elle nécessite les mêmes types de ressources que celles auxquelles les autres départements ont accès.

Si de nouvelles ressources sont nécessaires, une ville peut envisager les options suivantes (séparément ou en combinaison) :

- **Subventions, allocations, et autres mécanismes nationaux de financement** du gouvernement central Les villes dont les gouvernements nationaux ont adopté une stratégie nationale de prévention pourraient ainsi bénéficier d'opportunités particulières. Plusieurs pays lancent régulièrement des appels à propositions pour des initiatives de prévention, mais il faut garder à l'esprit que le fait de faire dépendre toute une infrastructure de prévention de subventions, en particulier si elles sont exclusivement

liées au gouvernement national et à ses priorités, peut poser des problèmes de viabilité à long terme.

- **Ligne dédiée dans le budget de la ville**

Cela crée une attente et un précédent pour une allocation annuelle, mais c'est aussi une marque d'un engagement plus large et un élément important de l'institutionnalisation (voir *Institutionnalisation de l'approche* ci-dessus).

- **Donateurs internationaux** De telles opportunités varient considérablement d'un pays à l'autre et d'une ville à l'autre. Les procédures de financement et de présentation des projets peuvent être inaccessibles aux petites villes qui ne disposent pas du personnel ou des compétences nécessaires pour formaliser leurs projets. Dans de nombreux cas, un partenaire qui ne soit pas un organisme public ou une agence gouvernementale devra être identifié pour la mise en œuvre. Il peut être important de s'assurer à la fois que les priorités des donateurs internationaux et celles de la communauté locale concordent, et que le fait de recevoir le soutien d'un donateur particulier n'affectera pas la perception qu'a la communauté des efforts de prévention d'une ville.

Excepté pour Strong Cities, il existe peu d'exemples de financements disponibles pour des formations ou des renforcements des capacités sur l'extrémisme et la haine destinés spécifiquement aux collectivités locales. La plupart de ces aides sont destinées aux gouvernements centraux et/ou aux organisations de la société civile.

- **Partenariats public-privé** Certaines villes ont réussi à obtenir des ressources du secteur privé, qu'il s'agisse de propriétaires d'entreprises locales et de chambres de commerce, ou de multinationales présentes dans leur ville. Souvent conçues comme des partenariats public-privé, les ressources peuvent souvent consister en des compétences, de l'expertise et des installations, en plus des contributions financières. Cela est abordé plus en détails dans le Chapitre 4 *Impliquer le secteur privé*.



Londres, Royaume-Uni : En 2019, le maire de Londres et le MOPAC ont lancé le premier [Shared Endeavour Fund](#), une initiative de financement de terrain destinée à soutenir les réponses hyperlocales aux crimes de haine, à l'extrémisme violent et aux menaces connexes à Londres. Pour augmenter l'aide disponible, le MOPAC a recherché un partenaire du secteur privé capable de fournir des fonds équivalents à ceux fournis par la municipalité. Après avoir contacté de nombreux partenaires potentiels du secteur privé, le MOPAC s'est associé à [Google.org](#), ce qui a donné lieu à un investissement conjoint de £800 000 qui a permis à plus de 30 organisations locales de toute la ville de renforcer la résilience de leurs communautés.

Chapitre 3

Mise en Œuvre

Ce chapitre décrit comment les villes peuvent rendre leur approche opérationnelle, ainsi que la manière dont elles peuvent doter les principales parties prenantes des outils et des capacités nécessaires pour jouer un rôle. Il fournit des exemples de prévention primaire, secondaire et tertiaire menée par les villes et examine également la façon dont les collectivités locales peuvent aborder des questions potentiellement délicates, notamment l'engagement avec des groupes historiquement marginalisés ou minoritaires ou l'équilibre entre les besoins de sécurité publique et la liberté d'expression, par exemple.

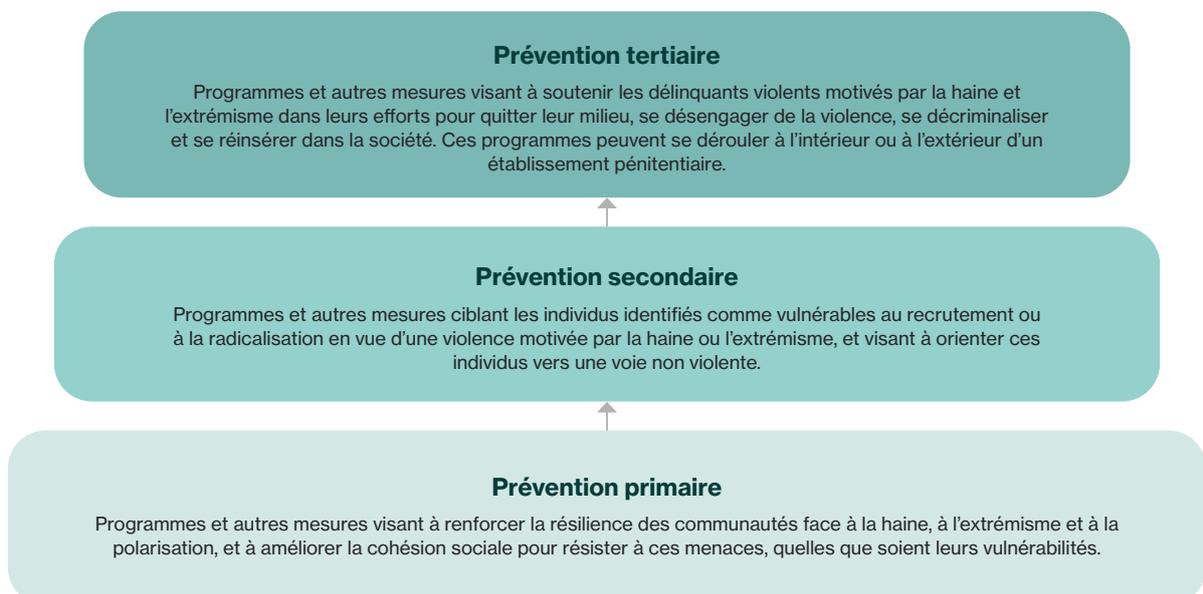
Prévention primaire, secondaire et tertiaire

Les concepts d'intervention primaire, secondaire et tertiaire proviennent à l'origine du domaine de la santé publique et font

référence aux initiatives de prévention des maladies et destinés à augmenter l'espérance de vie.

Cette approche est de plus en plus appliquée à la prévention de la violence, à la protection et à la conservation de la vie privée, à la construction de la paix et à d'autres domaines connexes, car elle reconnaît que ces domaines requièrent les mêmes trois niveaux d'effort (mesures générales à l'échelle de la population, initiatives de détection et d'atténuation des risques, et initiatives de réduction des risques là où ils existent déjà).

De nombreuses ressources sont disponibles sur les trois niveaux de prévention et sur la manière dont ils sont appliqués dans différents domaines. Pour les besoins de ce guide, nous adopterons les interprétations suivantes :



Tout ceci ne doit pas se limiter à la prévention communautaire ou hors ligne, mais prendre en compte les risques et les interventions en ligne de manière à peindre un tableau des menaces intégré et à multiples facettes.

À chaque niveau, ce Guide fera référence à des « interventions », qui doivent être comprises comme des actions qu'une ville entreprend avec l'intention de produire des résultats à un niveau donné, plutôt que dans un sens technique comme s'appliquant spécifiquement à des interventions individuelles par le biais, par exemple, de programmes de mentorat individuel.

Prévention primaire

La prévention primaire sera probablement la plus pertinente pour la plupart des villes dans différents contextes, en raison de leur rôle dans la fourniture de services publics de base et, dans certains cas, dans des domaines tels que la santé et l'éducation. La prévention primaire peut également constituer une première étape, par exemple lorsqu'une ville n'a pas de mandat pour des interventions plus ciblées ou qu'elle n'est pas en mesure de les mettre en œuvre. L'objectif de la prévention primaire est de prendre des mesures qui rendent une ville plus résiliente, plus solidaire et moins susceptible de développer des vulnérabilités associées à des menaces tels que la haine, l'extrémisme et la polarisation. Il s'agit d'actions qu'une ville pourrait vouloir entreprendre de toute façon dans le cadre de ses initiatives pour soutenir des communautés prospères, intégrées et pacifiques, indépendamment de toute menace spécifique.

Il est important de noter que le rôle joué par l'administration municipale peut varier non seulement en fonction du contexte ou des capacités, mais aussi d'un domaine de programmation de la prévention à l'autre.

Dans certains cas, une ville sera le seul ou le principal acteur à l'origine d'un programme particulier ou à le mettre en œuvre. Dans d'autres cas, la ville peut jouer un rôle de coordination ou de facilitation pour amener d'autres parties prenantes à la table des négociations. Le rôle et la visibilité d'une ville doivent être déterminés lors des phases de planification sur la base des résultats diagnostique et, le cas échéant, intégrés dans le cadre ou la stratégie locale de la ville.

Exemples de mesures de prévention primaire que les villes peuvent envisager de prendre :

Mobilisation communautaire : Des institutions locales transparentes, accessibles et fiables offrent une meilleure base pour la sécurité, l'inclusion et d'autres couches potentielles d'intervention. L'engagement communautaire est considéré comme une intervention primaire s'il se concentre sur la promotion de ces liens entre l'administration d'une ville et les communautés qu'elle dessert, sans se limiter à un type de risque ou à un groupe cible spécifique. Il s'agit notamment de faire participer les différents groupes religieux, culturels et ethniques, ainsi que d'autres communautés qui peuvent se sentir moins représentées ou moins liées à l'administration de la ville, y compris les minorités et les personnes historiquement marginalisées. L'engagement communautaire peut prendre n'importe quelle forme, de l'organisation de réunions de quartier et de dialogues interculturels à la mise en place d'un bureau d'information dans un hôpital local ou un autre service. Il peut s'agir d'une action autonome en soi, mais aussi d'une approche méthodologique, comme le montrent les interventions ci-dessous.



Aurora, Colorado, États-Unis a donné à ses résidents l'occasion de s'impliquer directement pour assurer la sécurité de la ville. Les membres de l'équipe d'intervention Aurora Key Community Response Team (AKCRT) travaillent aux côtés des autorités municipales en cas de troubles civils pour s'engager auprès des communautés et des organisations partenaires. L'AKCRT se rassemble une fois par mois lors d'une réunion publique ouverte à tous pour discuter des problèmes de sécurité dans la communauté et organiser les événements à venir.



Le Cap, Afrique du Sud met en œuvre le programme Safer and Healthier Places of Worship par lequel la ville s'efforce d'améliorer les relations entre les communautés religieuses et entre celles-ci et la collectivité locale. La ville a d'abord réuni ces groupes afin de leur offrir un forum pour partager leurs préoccupations et ce qu'ils perçoivent comme des lacunes dans leur capacité à y répondre, ainsi que pour établir un canal de communication régulier entre la ville et ses diverses communautés religieuses. Après la réunion initiale, la ville a organisé un atelier de trois jours qui incluait des acteurs de la sécurité et se concentrait sur la formation à la planification de scénarios d'urgence, y compris pour les intervenants de première ligne. Le service en charge de la gestion des risques et d'autres partenaires ont identifié la nécessité d'être proactif pour s'assurer que les lieux de culte sont préparés et disposent d'une réponse d'urgence appropriée en cas d'incident. Dans l'ensemble, le programme contribue à instaurer la confiance et à améliorer les relations entre les autorités locales et les différents groupes confessionnels, ainsi qu'à doter ces derniers des connaissances et des informations nécessaires pour participer de manière proactive à la prévention.



Mardan, Pakistan possède un comité de paix qui sert de [plateforme municipale permettant aux](#) autorités locales et aux dirigeants communautaires de se réunir et d'aborder des questions sociales sensibles et complexes, notamment les tensions religieuses et ethniques, ainsi que les défis résultant de la réinstallation de 1,5 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) fuyant la violence dans des régions proches de l'Afghanistan. Récemment, la ville a organisé une réunion pour les parties prenantes locales concernées afin de discuter des possibilités et des défis liés au renforcement de la cohésion sociale et à la lutte contre la polarisation dans la ville. L'une des mesures proposées consistait à allouer un budget distinct pour lutter contre la marginalisation des jeunes et renforcer leur participation à la prise de décision et à d'autres questions civiques.

Éducation : De nombreuses villes ont une certaine compétence sur les écoles qui accueillent des groupes d'âge plus jeunes et certaines le sont également pour les établissements d'enseignement secondaire. Il existe aussi souvent un mélange d'écoles publiques et privées ainsi que, dans certains cas, des structures d'enseignement plus informelles ou traditionnelles. Des écoles religieuses peuvent également exister dans une ville, avec divers degrés de réglementation et de contrôle de la part de l'administration municipale. Quel que soit le contrôle exercé sur les établissements d'enseignement d'une ville, les interventions à ce niveau peuvent consister, par exemple, à ajouter l'inclusion,

la tolérance, l'esprit critique, la citoyenneté ou la culture numérique au programme, ou à veiller à ce que les écoles contribuent à la sensibilisation à l'exclusion sociale, à l'isolement et à la haine, voire à ce qu'elles fassent mieux connaître aux enfants et aux familles les services d'aide existants dans leur communauté. Les villes consultées pour ce Guide ont estimé que la prévention dans les écoles devrait se concentrer sur l'inculcation de valeurs et d'attitudes positives, plutôt que de formuler les problèmes de manière négative autour des risques et des menaces.



Novi Pazar, Serbie, une ville qui fait face à des défis significatifs en matière de radicalisation des jeunes menant à l'extrémisme violent, a lancé [des programmes de prévention par le biais de l'éducation](#). Elle a notamment organisé une conférence sur les moyens les plus efficaces d'inclure des aspects de prévention dans les programmes scolaires et de sensibiliser les élèves aux effets néfastes de la haine, de l'extrémisme et de la polarisation sur les moyens de subsistance. Cet initiative de collaboration a donné lieu à des consultations approfondies avec les OSC, le gouvernement national et les institutions locales. L'événement a également inspiré un dialogue plus large sur l'intégration de la prévention dans les écoles et le renforcement de la résilience des jeunes par l'alerte précoce, le dialogue et l'instauration d'un climat de confiance avec les forces de l'ordre locales et les institutions municipales, y compris les organismes qui mènent des initiatives de prévention et d'engagement des jeunes.



Rio de Janeiro, Brazil travaille avec les écoles afin de protéger l'environnement éducatif. Grâce à l'application [Safe School](#), le secrétariat municipal à l'éducation soutient les enseignants et les élèves en identifiant les cas de violence, d'automutilation et d'autres menaces et crises, y compris les attaques contre les écoles. Il vise à permettre aux direction de réagir rapidement et à relier les écoles au Secrétariat et à d'autres organismes publics, simplifiant ainsi la coordination.

Engagement et autonomisation des jeunes :

Les jeunes sont souvent considérés comme des cibles passives ou des bénéficiaires des programmes de prévention, plutôt que comme des participants actifs. Les villes devraient offrir aux jeunes un rôle actif dans les activités de prévention et leur permettre de participer véritablement, et non de manière symbolique, à l'identification des défis et à la formulation de solutions pour y faire face. Il est essentiel de veiller à ce que les jeunes aient les compétences et les capacités nécessaires pour exprimer leurs préoccupations et leurs besoins. La réduction des obstacles à l'accessibilité et à la participation à la prise de décision et à l'élaboration des politiques de la ville peut avoir un impact positif sur la résilience des générations futures et permettre aux initiatives de la ville de mieux servir sa communauté. Ces initiatives peuvent

être réalisées en soutenant un conseil de la jeunesse actif et représentatif, en organisant un dialogue entre les dirigeants municipaux et les groupes de jeunes, ou en s'engageant auprès des clubs de jeunes, des associations et des organisations de terrain pour promouvoir le débat et la discussion sur des questions sensibles dans un environnement sécurisé. Une attention particulière peut être accordée à des questions clés telles que la confiance dans la police ou d'autres institutions et services. Il convient de veiller à accueillir des personnes d'origines différentes et d'éviter d'exclure certains groupes ou de renforcer la stigmatisation. Fondamentalement, les questions abordées doivent être soulevées par les jeunes eux-mêmes et non imposées.



Maputo, Mozambique dispose d'un conseiller pour la jeunesse et la citoyenneté, qui est chargé de développer et de superviser les programmes d'autonomisation des jeunes menés par la ville. Lors d'un [atelier régional](#) Strong Cities organisé à Johannesburg pour les villes d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, le conseiller a indiqué que, dans le cadre de ses fonctions, la ville avait lancé un certain nombre d'initiatives axées sur la jeunesse, notamment en impliquant les jeunes dans l'aménagement urbain afin de garantir l'existence d'espaces publics adéquats et sûrs où les jeunes peuvent se rencontrer et s'adonner à des activités récréatives saines. La ville gère également un programme d'innovation pour la jeunesse dans le cadre duquel les jeunes bénéficient d'un soutien financier et d'une formation pour déployer des projets visant à promouvoir la cohésion sociale, l'esprit d'entreprise chez les jeunes et plus encore, qui sont diffusés à la télévision locale et sur les médias sociaux afin d'encourager ensuite d'autres jeunes à s'impliquer.



Toronto, Canada : Reconnaissant que les jeunes ont souvent été oubliés dans les processus de planification et d'élaboration des stratégies de la ville dans le passé, Toronto a mis en place une équipe de recherche composée de dix jeunes âgés de 18 à 29 ans qui ont été chargés d'entrer en contact avec d'autres jeunes pour comprendre les questions qui, selon eux, doivent être considérées comme prioritaires par les autorités locales au cours des années à venir. Ces efforts ont donné lieu au développement d'une Stratégie d'engagement de la jeunesse, qui a été « conçue pour les jeunes par les jeunes » et qui fournit une liste de questions que les jeunes considèrent comme prioritaires (par exemple, la violence chez les jeunes, la sécurité et les relations avec les forces de l'ordre, l'emploi, le logement à prix abordable). La stratégie prévoit également des actions à mener par la ville pour aborder ces domaines tout en continuant à s'engager de manière significative auprès des jeunes.



Čair, Macédoine du Nord : Pour réagir face au problème de radicalisation dans ses communautés, la ville a construit et gère un centre communautaire pour la jeunesse. Il offre aux jeunes un espace leur permettant d'accéder à des ressources et à des réseaux, de renforcer leurs compétences et leurs connaissances en matière d'engagement civique et de citoyenneté active et de travailler sur des initiatives locales à impact social. La ville gère le centre en coopération avec diverses organisations locales de la société civile et à base communautaire qui organisent différents types d'événements.

Santé publique, y compris les services

sociaux et de santé mentale : De nombreuses villes collaborent régulièrement avec les services de santé publique, même si elles ne les contrôlent pas directement, par exemple en matière de prévention des maladies ou de lutte contre les infections. Pour beaucoup, la pandémie de COVID-19 a ouvert de nouvelles voies de coopération et de communication. Une première étape consisterait à sensibiliser les professionnels de la santé à l'approche de la ville en matière de prévention et à la manière de répondre aux préoccupations concernant la vulnérabilité d'un individu ou d'un groupe. Dans ce cas, la participation et les besoins du secteur de la santé au sens large devraient être pris en compte dans le cadre du processus de diagnostic d'une ville, en incluant des professionnels de la santé dans

un cadre partenarial. La poursuite de l'action en faveur d'une population en meilleure santé devrait aller au-delà de la santé physiologique et s'étendre aux services de santé mentale et aux services sociaux. Si ces services peuvent également participer à des interventions plus ciblées, leur rôle dans les interventions primaires devrait être reconnu comme étant de soutenir des communautés saines, actives, connectées et capables d'agir. Au niveau de la prévention primaire, leur implication n'est pas motivée par un défi particulier lié à l'extrémisme, à la polarisation ou à la haine, mais parce qu'elle favorise une ville plus résiliente et solidaire en général, qui est à son tour moins vulnérable à la division et à la haine.



Manchester, Royaume-Uni : Par le biais de l'accord [Greater Manchester Voluntary, Community and Social Enterprise Accord](#), la Greater Manchester Combined Authority a formalisé une collaboration tripartite entre elle-même, le Greater Manchester Health and Social Care Partnership et le secteur du bénévolat et de la société civile de la ville afin d'ancrer le rôle des organisations bénévoles et des groupes communautaires dans la mise en œuvre de la [Greater Manchester Strategy](#). Par le biais de cet accord, le Grand Manchester s'engage à veiller à ce que les organisations bénévoles et les groupes communautaires contribuent à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes visant à résoudre des problèmes allant des troubles de santé mentale (en partenariat avec le Service national de santé et les fournisseurs de soins de la ville) à la pauvreté alimentaire, l'addiction, les personnes sans-abri, etc. L'accord prévoit également que la société civile soit représentée dans les groupes municipaux concernés, tels que le conseil sur les violences sexuelles et sexistes et le conseil consultatif sur l'emploi et les compétences. Bien que l'accord ne soit pas spécifique à la prévention de la haine et de l'extrémisme, il offre un exemple important de la façon dont les gouvernements locaux peuvent favoriser les partenariats entre les acteurs clés (dans ce cas, la santé et l'action sociale et le secteur du bénévolat et de la société civile) dans un effort conjoint pour s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité à travers la ville.

Soutien à la parentalité : Les familles peuvent compter parmi les acteurs de prévention les plus influents et de nombreuses villes leur propose déjà un accompagnement sur différentes thématiques. Il existe également un certain nombre de facteurs de risque au sein des familles où la violence domestique, le contrôle coercitif, les problèmes de dépendance, la toxicomanie ou l'exposition à des réseaux et activités criminels, entre autres, peuvent rendre un individu plus vulnérable. Une ville peut créer des groupes de discussion, des réseaux de soutien par les pairs, ou proposer des cours et des conseils sur les besoins spécifiques des parents, ainsi

que sensibiliser les habitants aux risques, à la manière de signaler les inquiétudes et de rechercher un soutien supplémentaire dans un environnement sûr. Dans la mesure du possible, toutes les interventions devraient s'appuyer sur les activités et infrastructures de soutien aux familles existantes, ce qui permettrait non seulement de limiter les coûts, mais aussi de simplifier la manière dont les familles accèdent au soutien et traitent les problèmes de prévention comme s'il s'agissait d'autres aspects de leur vie.

MotherSchools : Développé et lancé par [Femmes sans frontières](#), ce programme soutient les mères en tant que première ligne de défense dans les communautés historiquement marginalisées ou vulnérables en renforçant leurs capacités individuelles, leurs aptitudes, leurs connaissances émotionnelles et leur sensibilité aux influences radicales. Il est géré en étroite collaboration avec les autorités locales de plus de 15 pays à travers le monde. Des villes en Asie centrale, dans les Balkans et d'autres régions reçoivent une formation afin d'améliorer leurs services sociaux et de mieux comprendre et de créer des stratégies de prévention contre l'extrémisme, tout en apportant un soutien en nature aux activités du programme.

Engagement des entreprises, formation professionnelle et soutien à l'emploi : De nombreuses villes consultées dans le cadre de ce Guide ont indiqué que le chômage et le manque d'opportunités constituaient des facteurs de vulnérabilité importants pour la haine, l'extrémisme et la polarisation dans leur ville. Une ville peut décider de s'engager avec le secteur privé dans des actions de sensibilisation et des mécanismes d'aide aux employés, mais aussi de développer ou

d'étendre l'aide à la formation professionnelle, les programmes de développement de carrière et d'autres formes d'aide. Au niveau primaire, tout cela permet de réduire les vulnérabilités et d'accroître la résilience pour l'ensemble de la population, plutôt que de répondre à une menace ou à un défi spécifique de manière ciblée ou avec des groupes particuliers.



Masaka, Ouganda : En Ouganda, la pauvreté, le chômage et le manque d'opportunités économiques font partie des vulnérabilités les plus pressantes exploitées par les groupes extrémistes pour recruter et mobiliser les jeunes. Pour relever ce défi, Masaka a utilisé ses fonds de développement de circonscription pour [soutenir les programmes d'autonomisation économique de la jeunesse](#), et a favorisé les entreprises dirigées par des jeunes pour les contrats et les appels d'offres municipaux (tels que pour les marchés publics, les parcs de taxis de banlieue, les parkings de rue, les services de chargement et de déchargement, les toilettes publiques, les abattoirs publics pour les personnes à mobilité réduite, etc.). En termes de prévention tertiaire, la ville soutient également les jeunes qui ont été libérés de prison en établissant des partenariats avec des organisations locales qui embauchent ces jeunes pour nettoyer la ville (entre autres activités), en veillant à ce qu'ils aient un salaire et en les aidant à devenir des membres plus productifs de la société. Ces jeunes bénéficient en outre d'une formation professionnelle et de conseils dans des centres de réadaptation spécialisés.

Sports : De nombreuses villes s'appuient sur les clubs sportifs et les activités sportives pour soutenir les initiatives de prévention primaire. Dans de nombreux cas, les sports ont le potentiel d'unir des personnes issues de différentes composantes de la communauté tout en démontrant des valeurs de respect et une position de « tolérance zéro » à l'égard de problèmes tels que le harcèlement, le racisme et d'autres formes de discrimination. Les

campagnes sportives et les associations avec des clubs ou des athlètes peuvent contribuer à diffuser des messages clés et à élargir le public touché. Certaines villes ont également constaté que le sport peut contribuer à créer un terrain d'entente et un sentiment d'appartenance partagé entre des parties de la communauté qui seraient autrement restées divisées ou cloisonnées.



Gostivar, en Macédoine du Nord, avec le soutien de Strong Cities et en accord avec sa stratégie locale de prévention, un programme de formation de formateur pour le « développement de la jeunesse par le sport ». L'objectif était de permettre aux professeurs d'éducation physique de toutes les écoles et aux entraîneurs locaux de la ville de concevoir et de mettre en œuvre des activités scolaires et extrascolaires qui aideraient les jeunes à améliorer leurs compétences en matière de leadership et de communication et à faire preuve d'empathie. En outre, cela a permis aux enseignants et aux entraîneurs de promouvoir la cohésion sociale parmi les jeunes dans cette ville multiculturelle.

A titre de bonne pratique, et toujours avec le soutien de Strong Cities, le même modèle a été utilisé dans trois comtés du Kenya (Isiolo, Kwale et Nakuru) où des entraîneurs et des enseignants locaux ont été formés à l'engagement et à l'inclusion des jeunes, puis soutenus pour développer et mettre en œuvre des programmes rassemblant des jeunes de différents milieux et communautés pour qu'ils se rencontrent, interagissent et travaillent ensemble par le biais du sport.

Culture : Tout comme les sports, les activités et engagements culturels sont souvent considérés comme des vecteurs utiles pour atteindre les communautés, élargir les publics, diffuser des messages clés et favoriser un sentiment d'appartenance. Une ville peut également mettre en place un dialogue culturel destiné à aider les différentes parties de sa communauté à interagir, à mieux comprendre « l'autre », à apaiser les tensions, à discuter de sujets sensibles et à faire la lumière sur des problèmes qu'il serait autrement difficile de soulever.

Les interventions culturelles au niveau primaire peuvent également englober, par exemple, des initiatives pour ouvrir de nouvelles bibliothèques donnant la priorité aux groupes défavorisés ou isolés. Là encore, ces interventions relèveraient du niveau primaire si elles étaient conçues pour offrir un accès à différentes communautés en raison des avantages multiples qu'elles pourraient apporter, plutôt que parce qu'il s'agirait de communautés présentant nécessairement des vulnérabilités spécifiques liées à la haine, à l'extrémisme et à la polarisation.



Monrovia, Libéria : Pour éviter que les violences entre les différentes communautés religieuses de la ville ne se reproduisent, Monrovia a contribué à la création d'un [Conseil interconfessionnel de Monrovia](#) chargé de mettre en relation les groupes religieux afin qu'ils contribuent ensemble à faire de Monrovia un espace sûr pour tous les groupes confessionnels qui s'y trouvent. Depuis son lancement, le conseil a réuni des groupes religieux et leurs dirigeants pour rompre le pain, célébrer ensemble leurs religions respectives (par exemple, lors des célébrations interconfessionnelles de Pâques et du Ramadan), discuter des préoccupations émergentes et réfléchir ensemble à des solutions pouvant ensuite être mises en œuvre avec le soutien des autorités locales.

Espace public et urbanisme : Pour de nombreuses villes, les décisions de planification relatives aux terrains et propriétés publics, commerciaux et privés constituent un domaine de responsabilité primordial. L'urbanisme offre donc un moyen essentiel d'intégrer la prévention primaire dans les mécanismes et les outils dont disposent les villes. En incluant des considérations liées à la tranquillité publique et plus particulièrement à la prévention, les collectivités locales peuvent souvent faire une réelle différence pour la sécurité et le bien-être des communautés, ainsi que pour leurs perceptions ou sentiments de sécurité, qui sont tout aussi importants. Cela ne se limite pas à la sécurité publique ; une ville pourrait également intégrer des valeurs telles que l'ouverture, l'accessibilité, la transparence, l'interaction et l'égalité des chances dans la conception et la planification urbaine.

Une ville peut intervenir dans ce domaine de différentes manières. Il peut s'agir, par exemple, d'initiatives de planification développées par les villes elles-mêmes, mais aussi de l'adaptation de règlements, de l'application de réglementations ou de la prise de décisions visant à faire de ces considérations une exigence pour les nouvelles demandes et les nouveaux projets.



Helsinki, Finlande a affirmé son identité de ville inclusive par le biais de sa politique de logement inclusif, [Home Town Helsinki](#). Cette approche aide les personnes dans le besoin à obtenir un logement et vise à prévenir la ségrégation et l'isolement en adoptant des modèles de propriété et d'occupation mixtes, en tirant le meilleur parti de la propriété foncière publique pour fournir un service de base et en encourageant un marché du logement mixte qui favorise l'inclusion et fait tomber les barrières. Pour plus d'informations sur l'approche de Helsinki, consultez le site Web [Housing 2030](#).



Rabat, Maroc s'est associée à des organisations locales pour lutter contre les inégalités de genre et améliorer la sécurité des femmes dans les espaces publics. Par exemple, la ville s'est associée à une organisation féministe locale, [Jossour Forum des Femmes Marocaines](#), ainsi qu'à des architectes, d'autres organisations de terrain et des volontaires communautaires dans le cadre d'un effort partenarial visant à construire une ville de Rabat plus inclusive sur le plan du genre. Dans le cadre de ce projet, la ville et le Forum Jossour ont organisé et participé à des ateliers de renforcement des capacités sur [l'urbanisme sensible au genre](#), et ont organisé des hackathons pour les étudiants en architecture et en ingénierie urbaine, incluant ainsi les jeunes dans son approche de la construction d'espaces publics plus inclusifs et plus sûrs. Grâce à ces partenariats, la ville a également lancé des campagnes de communication ciblées pour aborder la nature croisée du harcèlement sexuel et d'autres formes de violence, y compris celles motivées par l'extrémisme et la haine. Cette initiative offre en fin de compte un modèle de gouvernance participative et de collaboration entre partenaires sous l'égide des autorités locales, où la ville convoque divers acteurs communautaires, en tirant parti de leurs avantages comparatifs et de leurs différents types d'expertise (par exemple, en matière de genre, d'urbanisme) pour créer un Rabat plus sûr et plus sécurisé pour tous ses citoyens.



L'État de Victoria, Australie, possède une plateforme locale dédiée pour l'aménagement urbain et la prévention de la délinquance, avec de nombreuses études de cas locales, des documents de référence et des informations pour les urbanistes, les praticiens de la prévention de la délinquance et l'ensemble de la communauté.

Communications et messages : De nombreuses villes disposent de plates-formes d'information publique clés, qu'il s'agisse de panneaux d'affichage, de magazines municipaux, de bulletins d'information ou de médias sociaux, qui peuvent être utilisés pour diffuser des messages positifs et sensibiliser la population en général. Qu'il s'agisse de développer des campagnes de discours alternatif, qui offrent une alternative positive aux récits négatifs des contenus extrémistes, haineux ou encore polarisants, de répondre à la désinformation ou simplement de faire savoir aux gens quelles sont les priorités de la ville et pourquoi, une ville peut faire beaucoup à cet égard. Les villes doivent réfléchir à la meilleure façon de communiquer ces messages, tant en termes de format que d'identité du « messenger » ou du visage de la campagne. Dans certains cas, il est préférable que la collectivité locale ou ses principaux dirigeants soient eux-mêmes ce visage. Dans d'autres cas, il peut s'agir de membres de confiance de la communauté, d'une organisation de la société civile ou d'une autre entité qui jouit d'une certaine crédibilité et qui peut trouver un écho auprès du public visé. Les villes doivent aussi :

- Consulter leurs communautés de manière représentative dans le cadre de l'élaboration et de la planification d'une campagne. Cela pourrait s'inscrire dans le cadre d'une coopération plus large avec une OSC et/ou une entreprise locale ayant une expertise,

une expérience ou des connaissances particulières à offrir ;

- Traduire les messages clés (dans la mesure du possible) dans les langues les plus parlées de la ville afin de s'assurer qu'ils atteignent toutes les communautés concernées ;
- Être attentives au vocabulaire et à l'imagerie utilisés afin d'éviter de susciter la peur et/ou d'isoler implicitement certains groupes communautaires ;
- Utiliser différentes plateformes. Par exemple, les réseaux sociaux peuvent permettre un engagement plus informel avec le public et pourraient constituer une bonne plateforme pour recueillir les contributions/les points de vue des communautés locales. Les villes doivent être conscientes des personnes qu'elles souhaitent atteindre et des plateformes utilisées par ces groupes démographiques (par exemple, les jeunes) ; et
- Considérer la communication comme un moyen non seulement de prévention, mais aussi de réponse. La communication avec le public, qu'il s'agisse de rassurer, de sensibiliser les communautés, d'annoncer des mesures de sécurité ou de diffuser des informations vitales, est considérée comme un élément essentiel de la planification de la réponse à une crise.



Christchurch, Nouvelle-Zélande : En 2022, Christchurch a lancé sa nouvelle stratégie [Te Haumako Te Whitingia Strengthening Communities Together Strategy](#), qui décrit la stratégie de la ville pour « travailler avec d'autres pour construire une Christchurch et une péninsule de Banks saines, heureuses et résilientes » en s'appuyant sur quatre piliers : Personnes, Lieux, Participations et Préparation. Afin de garantir que la stratégie soit accessible à la population multiculturelle de la ville et qu'elle la reflète, elle est disponible dans treize langues en plus de l'anglais. La version anglaise intègre également le maori tout au long du texte, en reconnaissance du riche héritage maori de la Nouvelle-Zélande. La stratégie est également disponible en format vidéo, où un interprète en langue des signes parcourt le document, garantissant ainsi que les résidents malentendants de la ville soient également informés. Dans l'ensemble, il s'agit d'un modèle de communication accessible.

Pour en savoir plus sur la communication de crise, consultez notre **Boîte à outils d'actions**, où ce sujet est abordé en détail. Pour un éclairage particulier sur le rôle des maires et des responsables locaux en matière de communication stratégique, voir notre **Guide du maire**.

Partenariats avec la société civile :

Comme pour les initiatives d'engagement communautaire et de communication, la collaboration avec la société civile doit être considérée comme un moyen d'aborder tous les domaines d'intervention susmentionnés, ainsi que comme une initiative à part entière. Sur ce dernier point, reconnaître les problèmes de confiance, d'accès, de marginalisation ou de cloisonnement des communautés est une étape clé pour comprendre comment une ville peut faire plus pour atteindre l'ensemble du public et développer les liens et la compréhension entre les communautés et les services/institutions locaux. Mais elle peut aussi démontrer qu'une ville n'est parfois pas la mieux placée pour établir seule de tels liens et qu'intervenir en tant que ville peut même

nuire à la situation au lieu de l'améliorer. Dans de tels cas, le développement de contacts et de partenariats avec les OSC sur toute une série de questions locales est un bon moyen d'établir de meilleures relations et de mettre en place des partenariats lorsque des besoins plus spécifiques se font sentir avec un groupe particulier. L'élaboration de programmes de financement visant à soutenir l'engagement de la société civile et les partenariats dans un domaine prioritaire particulier est un moyen de favoriser ces relations.

Pour en savoir plus sur ces programmes, consultez notre feuille de route en 10 étapes [10-Step Roadmap for Enhancing City-Led Support for Community-Based Programmes to Address Hate and Extremism](#). Les villes peuvent également soutenir les OSC en mettant d'autres ressources à leur disposition, par exemple en offrant un soutien technique, une expertise, une formation, un accès à l'information ou en partageant des contacts et des bonnes pratiques.



New York Soutient ses Communautés

Le [bureau de New York pour la prévention e la criminalité \(OPHC\)](#) s'engage auprès des communautés de toute la ville en soutenant une série d'acteurs de terrain. Il coordonne 25 agences municipales impliquées dans la fourniture de services à travers la ville (par exemple, le logement, la police, l'éducation, les parcs, la santé et l'assainissement) afin de mieux comprendre les menaces, d'identifier les lacunes dans la réponse et de développer les initiatives existantes en matière de sécurité et de bien-être de la communauté.

L'OPHC assure également le renforcement des capacités de ses partenaires communautaires, en améliorant les compétences des organisations avec lesquelles elle travaille pour « rencontrer les communautés là où elles se trouvent » et aider à professionnaliser et à soutenir les réponses de terrain à la haine et à la polarisation.



Community Safety Forums (CSFs) de l'Afrique du Sud : Pilotés pour la première fois dans la province du Cap-Ouest, les CSF sont des collaborations locales multipartites qui rassemblent des services municipaux, des ONG et d'autres partenaires « afin de fournir un moyen de partager des informations et d'encourager et de coordonner des approches interdisciplinaires et partenariales de la prévention de la violence et de la délinquance. » Ils ont notamment pour fonction de développer les capacités locales de prévention de la criminalité sociale, d'évaluer les besoins des communautés en matière de sécurité afin d'orienter les programmes, de renforcer les capacités et de faciliter la coordination entre les services municipaux et les acteurs de la société civile.

Prévention secondaire

La prévention secondaire se concentre sur la façon dont une ville peut répondre à un risque ou à un défi plus spécifique, identifié soit à un groupe particulier, soit à un ou plusieurs individus au sein de sa communauté. Contrairement à la prévention primaire, elle ne s'adresse pas à l'ensemble de la population et est élaborée et mise en œuvre pour s'attaquer à un problème particulier lié à la haine, à l'extrémisme et à la polarisation. C'est pourquoi la prévention secondaire est encore plus tributaire d'un diagnostic local complet et doit être étroitement liée aux principales vulnérabilités et aux besoins identifiés (voir chapitre 1).

Groupes vulnérables

Pour les principales vulnérabilités identifiées pour des groupes spécifiques au sein d'une communauté (par exemple, un manque d'esprit critique associé à une exposition particulière à la diffusion de la haine ; une préoccupation concernant la discrimination raciale ou ethnique ; ou un défi concernant la marginalisation et les sentiments de méfiance, d'isolement et de privation de droits), tous les domaines d'intervention utilisés pour la prévention primaire s'appliquent toujours et sont pertinents. Toutefois, les méthodologies spécifiques suivies, les objectifs identifiés et les messages transmis seront plus ciblés. Les interventions peuvent également se dérouler sur une période plus longue et suivre un programme particulier ou d'autres séquences. Il convient de noter que les besoins en formation d'une ville seront probablement plus importants et/ou spécialisés, en fonction du contexte, de la vulnérabilité particulière à laquelle elle s'attaque, ainsi que des antécédents professionnels et des compétences des bureaux ou praticiens de l'administration locale concernés.

Individus

En ce qui concerne la prévention secondaire auprès des individus, ce Guide se concentrera principalement sur les mécanismes de signalement de différents types, conformément aux priorités exprimées

par les villes consultées dans le cadre de ce Guide. Des mécanismes de signalement sont apparus dans un certain nombre de domaines, notamment la traite des êtres humains, la toxicomanie, la violence sexuelle et sexiste, la réduction de la violence et la P/CVE. Il s'agit généralement d'un processus formel ou informel par lequel les praticiens de première ligne, les membres de la communauté, les membres de la famille ou les pairs peuvent signaler les personnes présentant certains comportements préoccupants ou certaines vulnérabilités vers un groupe de praticiens et de professionnels issus de différentes disciplines et/ou agences et organisations afin d'identifier, d'évaluer, d'aider et de traiter ces personnes.

La valeur ajoutée des mécanismes locaux de signalement dans le domaine de la prévention de la haine et de l'extrémisme est de plus en plus reconnue, car les décideurs politiques, les travailleurs de première ligne et même les professionnels de la sécurité accordent de plus en plus d'importance à la nécessité d'identifier les personnes les plus vulnérables ou déjà engagées sur la voie de la violence, et de les orienter vers une voie non violente. Ces dernières années, ils sont apparus dans différents contextes locaux, parfois sous l'impulsion et la gestion de la ville. Dans certains contextes, ces mécanismes visent à prévenir une variété de dommages sociaux (y compris l'extrémisme violent), dans d'autres, elles sont étroitement axées sur la P/CVE. Ces mécanismes sont désignés par différentes termes, tels que « [tables de situation](#) » (Canada), « [maisons d'informations](#) » (Info Houses, Danemark), « [maisons pour la sécurité](#) » (Safety Houses, Pays-Bas), « [tables partenaires](#) » (Belgique), [équipes d'ancrage](#) (Finlande) et [comité Channel](#) (Royaume-Uni).

Comme l'indique le [guide de l'OSCE](#) sur le sujet, bien qu'il n'existe pas d'approche unique pour la conception et l'opérationnalisation d'un mécanisme de signalement, il s'agit généralement d'un programme, d'une plateforme ou d'une initiative partenariale et/ou multidisciplinaire présentant un certain nombre de caractéristiques communes.

- Il comprend des représentants d'un éventail d'agences municipales ou d'autres agences gouvernementales et d'OSC de différentes disciplines, par exemple l'éducation, la santé, l'action sociale, le logement, la jeunesse, les sports et, le cas échéant, la police ;
- Il reçoit des signalements de membres de la communauté ou de la famille, de travailleurs de première ligne et de fonctionnaires, concernant des personnes identifiées comme étant les plus vulnérables à la violence motivée par la haine ou l'extrémisme (ou d'autres formes de violence) ou sur le point de s'y engager, mais qui n'ont pas commis d'actes de violence ;
- Il évalue les risques, les besoins, les vulnérabilités et les facteurs de protection de la personne orientée afin de déterminer la marche à suivre appropriée ; et
- Il conçoit, met en œuvre, contrôle et évalue des interventions ou des plans de soutien personnalisés qui répondent aux besoins et aux vulnérabilités des personnes considérées comme les plus exposées au risque de violence ou les plus susceptibles de devenir violentes, et les aide à s'engager sur la voie de la paix.

Dans le domaine de la prévention de la haine et de l'extrémisme, ces processus peuvent offrir aux membres de la famille ou aux pairs inquiets une alternative au recours à la police et au risque d'une intervention immédiate et « musclée » des services de sécurité. Ils peuvent faciliter l'implication précoce d'une série de professionnels qui pourraient être bien placés « pour fournir une intervention efficace et préventive parce qu'ils ont une compétence particulière, une expertise, une crédibilité perçue ou une légitimité que la police ... ne possède pas ».

Leur efficacité dépend de l'engagement, des compétences et de l'expérience des praticiens qui s'occupent de la personne orientée. Elle dépend également du niveau de confiance entre les différents professionnels et agences impliqués dans le mécanisme, et entre ces professionnels et agences et les communautés locales concernées. Étant donné que ces mécanismes doivent s'appuyer fortement sur les intervenants de première ligne, les fournisseurs de services et les organisations communautaires, tout en permettant la coopération entre eux, les collectivités locales peuvent jouer un rôle central dans le soutien et la gestion de ces mécanismes.

De manière générale, tout mécanisme de signalement devrait :

- S'appuyer sur des recherches locales spécifiques au contexte et inclure des facteurs liés à la population ciblée ;
- Consulter les professionnels et les praticiens locaux, notamment pour s'appuyer sur des sources d'information multiples ;
- Prendre en compte les contextes sociaux et politiques plus larges ;
- Tenir compte des facteurs de protection et de résilience, ainsi que des risques liés à l'extrémisme ;

Source : [OSCE, Understanding Referral Mechanisms \(2019\)](#)

Exemples de formats différents

- Ligne d'assistance téléphonique
- Mécanismes de signalement sur le site web
- Applications mobiles
- « L'orientation » institutionnelle (lorsqu'une institution locale ou un fournisseur de services soulève une préoccupation ou oriente les personnes vers un service approprié)

Risques/défis

- Stigmatisation
- Informations personnelles et sécurité des données
- Peur de la criminalisation
- Utilisation inappropriée ou abusive à des fins politiques ou autres
- Nécessite du personnel 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7
- Les plateformes technologiques nécessitent une maintenance, des mises à jour et une sécurité accrue pour la protection des données. Elles ne conviendront pas non plus à toutes les personnes, car la familiarité, l'accès, la langue et d'autres éléments constituent des obstacles.

Considérations pour les villes**Types de mécanismes de signalement**

Les mécanismes de signalement peuvent être gérés par les employés municipaux, les travailleurs sociaux/de la jeunesse, la police locale, les OSC ou presque tous les acteurs et services mentionnés dans ce Guide, à condition qu'une formation soit proposée et qu'un cadre éthique solide soit mis en place. Ils peuvent « cibler » un certain public (par exemple les familles) ou être ouverts au grand public, y compris les amis, les voisins ou les collègues. L'auto-signalement est une autre possibilité, en particulier lorsqu'une personne recherche activement un soutien pour atténuer les risques auxquels elle s'est exposée, mais qu'elle ne dispose pas des ressources, de la motivation ou de la confiance nécessaires pour le faire de manière totalement indépendante.

Éviter la stigmatisation

L'objectif fondamental de tout système de signalement est de collecter des informations sur des cas individuels et sur la nature des problèmes soulevés. Cela nécessite l'identification de certains indicateurs comportementaux de base (par exemple, qu'est-ce qui devrait être considéré comme un signe de vulnérabilité potentielle à la violence motivée par l'extrémisme ?) L'identification et la réponse à ces questions (a) requièrent la consultation et la contribution d'une équipe multipartite et peuvent nécessiter une contribution professionnelle supplémentaire et (b) détermineront les domaines clés dans lesquels le mécanisme de signalement risque de provoquer ou d'exacerber la stigmatisation. L'un des moyens de réduire la stigmatisation est de se concentrer sur les signes comportementaux objectifs plutôt que sur les caractéristiques de la personnalité. Tout mécanisme de signalement doit éviter de cibler des groupes ou des idéologies religieuses ou politiques spécifiques.

Les personnes signalées ne doivent pas être présentées comme des criminels potentiels ou des menaces pour la sécurité, mais doivent être considérées, au moins au premier stade de l'évaluation, comme des personnes vulnérables ayant besoin d'aide et de soutien pour éviter de se nuire à elles-mêmes ou de nuire à autrui.

Sélection et évaluation

Une fois qu'une personne a été orientée, la première étape consiste généralement à effectuer une sélection avant de procéder à une évaluation complète. Un premier examen permet de vérifier les informations contenues dans le signalement et d'évaluer l'opportunité et la pertinence d'un signalement. Cela permet d'orienter vers d'autres services dans les cas où les besoins d'une personne peuvent être mieux pris en charge en dehors du dispositif et de déclencher un engagement communautaire potentiel ou d'autres formes d'intervention si nécessaire. Les cas individuels qui répondent aux indicateurs d'éligibilité identifiés sont ensuite soumis à une évaluation complète, qui doit être menée par un conseil ou un panel partenarial où sont représentés les différents services/départements et l'expertise professionnelle.

L'évaluation déterminera dans quelle mesure la personne est exposée à un risque particulier, sur la base d'une méthodologie claire et d'indicateurs partagés et objectifs. L'évaluation devrait également permettre d'identifier les facteurs de risque/vulnérabilité et de protection, ce qui ouvrira des pistes pour une intervention potentielle. [Les outils d'évaluation sont disponibles sous toutes sortes de formes.](#) Certains d'entre eux sont purement indicatifs, tandis que [d'autres](#) intègrent des check-lists ou sont plus formalisés et impliquent un jugement [professionnel structuré](#). La facilité avec laquelle ces outils peuvent être transférés dans de nouveaux contextes varie également de manière significative. En gardant à l'esprit qu'aucun outil ne peut être parfait, il est essentiel de sélectionner ou de développer des outils d'évaluation avec lesquels les praticiens et les professionnels se sentent à l'aise.

L'évaluation doit permettre de déterminer le type d'intervention ainsi que l'intervenant le mieux placé, qu'il s'agisse d'un service ou d'une profession particulière et/ou d'une personne spécifique. Il est également essentiel d'atténuer les dommages éventuels au cours des évaluations (pour les individus et les communautés, mais aussi, par association, pour l'intégrité et la confiance dans l'approche d'une ville) et de [comprendre les risques, les besoins et les points forts des différentes approches.](#)

Types d'intervention

La haine, l'extrémisme et la polarisation sont des phénomènes sociaux complexes qui ne peuvent être réduits à un seul domaine de risque ou à un seul ensemble de causes. L'interaction entre les différents facteurs de risque et les causes potentielles, ou moteurs, est aussi importante que le contexte dans lequel ils se développent. Les interventions doivent donc être pluridisciplinaires et reposer sur une coopération étroite entre les différents services, agences, départements ou parties prenantes, et impliquer une approche coopérative.

Les villes disposant de dispositifs d'intervention individuels qui ont contribué à ce Guide ont estimé qu'il était important de souligner que, dans la plupart des cas, la lutte contre la haine, l'extrémisme et la polarisation n'est pas intrinsèquement différente de la lutte contre d'autres problèmes sociaux. L'intervenant abordera ces questions conformément à sa pratique professionnelle et, bien qu'une formation spécialisée ou un bagage soit nécessaire pour aborder un cas particulier (par exemple, la traumatologie ou la reconnaissance des symboles extrémistes), l'approche et les activités essentielles resteront souvent les mêmes. À cet égard, il a été estimé que, dans la plupart des cas, les villes auraient intérêt à intégrer les défis de la haine, de l'extrémisme et de la polarisation dans les approches professionnelles existantes, plutôt que de créer une nouvelle profession ou un nouveau modèle.

Les programmes d'intervention peuvent prendre différentes formes, en fonction des besoins et priorités particuliers et récurrents, mais aussi en fonction des ressources disponibles au niveau local. Les options suivantes, ou une combinaison de celles-ci, ont été soulignées par les villes comme des domaines d'intervention courants.

- **Travail social/jeunesse** : l'intervention se concentrera sur les conditions de vie, l'éducation, l'intégration sociale, l'accès à la formation et à l'emploi, etc ;
- **Mentorat** : l'intervention sera basée sur une relation personnelle et pleinement consentie entre un mentor et un mentoré ;
- **Psychologie** et soutien psychosocial : l'intervention se concentrera sur le bien-être psychologique et l'état d'esprit, mais rarement sur les troubles psychiatriques ; elle abordera simultanément l'influence que les différents environnements sociaux peuvent avoir sur la santé physique et mentale de l'individu ; et
- **Famille** : l'objectif de l'intervention est soit d'aider une famille et ses parents à créer un environnement éducatif et bienveillant, soit de faire face à un risque identifié au sein de la famille.

Important :

- Les interventions doivent porter sur quelque chose auquel les individus/familles accordent de l'importance ;
- Les interventions doivent apporter un soutien, respecter la dignité et éviter la stigmatisation ;
- Les interventions doivent tenir compte des « conséquences involontaires ».

Source : [IIJ Training Curriculum : Developing Multi-Actor P/CVE Intervention Programmes – Implementing a Whole-of-Society, 'Do No Harm' Approach \(2021\)](#)

L'un des principaux problèmes soulevés par de nombreuses villes est que la plupart des interventions individuelles au niveau de la prévention secondaire sont basées sur la participation volontaire. Cela nécessite un investissement de la part de l'individu lui-même pour qu'il s'engage dans l'intervention et qu'il perçoive l'intérêt d'y prendre part dès le départ. Cela nécessite également des interventions pour répondre aux besoins et aux attentes de l'individu lui-même, ce qui exige une évaluation supplémentaire et approfondie.

Il est essentiel de comprendre ce qui motivera une personne ou une famille à participer, et de veiller à ce que les personnes ne soient pas surchargées par un trop grand nombre d'interventions et que l'intensité d'une intervention corresponde au niveau de risque posé.

Mécanismes de soutien existants

Les villes peuvent choisir de ne pas mettre en place leur propre mécanisme de signalement, peut-être pour éviter de faire double emploi avec un mécanisme national ou peut-être parce qu'elles ne disposent pas d'un mandat suffisant pour en mettre un en place.

Elles peuvent aussi s'efforcer de tirer parti d'un mécanisme existant et d'intégrer des aspects de la prévention de la haine et de l'extrémisme dans des structures qui s'occupent déjà

d'autres problèmes (par exemple, la violence sexuelle, la traite des êtres humains ou la prévention de la délinquance au sens large).

Safety House Model, Pays-Bas : Aux Pays-Bas, les « Maisons de la sécurité » sont des réseaux locaux qui rassemblent des représentants municipaux, la police, des organisations communautaires et d'autres acteurs pour discuter et développer conjointement des programmes visant à répondre aux différentes préoccupations en matière de sécurité communautaire. Initialement axé sur la prévention de la délinquance au sens large, le modèle s'est étendu à la prévention de l'extrémisme à la suite du départ de plusieurs citoyens néerlandais pour rejoindre ISIS.

Dans certains contextes, le choix peut ne pas se limiter aux mécanismes locaux ou nationaux ; il existe également des exemples de mécanismes régionaux.

En Colombie-Britannique, Canada, plutôt que de mettre en place un programme dans différentes villes de ce territoire géographiquement étendu, le gouvernement provincial a créé un programme unique ([Shift-BC](#)) pour répondre aux besoins de prévention secondaire des villes et de leurs habitants dans l'ensemble de la province. En fonction des besoins, la province, par l'intermédiaire de son ministère de la sécurité publique et grâce à un financement du gouvernement fédéral, met en relation les personnes susceptibles d'être exposées à des actes de violence motivés par l'extrémisme avec des services locaux de conseil, des services sociaux ou d'autres outils. Le programme propose également une formation aux fournisseurs de services psychosociaux et autres fournisseurs de services pertinents de la province qui travaillent avec les personnes qui leur sont adressées par Shift. Comme l'indique le programme de formation de l'IJ, cette approche peut être « intéressante lorsque les ressources et les capacités sont limitées et que la charge de travail prévue ne justifie pas d'investir dans des mécanismes permanents dans différentes parties du pays, de l'État ou de la province ».

En fonction de la demande, il peut également s'avérer nécessaire d'adopter une approche double combinant des lignes téléphoniques d'urgence et d'autres mécanismes gérés par le gouvernement et par les OSC. Cela pourrait répondre à la fois aux personnes qui se sentent plus à l'aise en contactant un service d'assistance téléphonique gouvernemental et à celles qui préfèrent s'adresser à un service non gouvernemental, géré par la communauté.

Prévention tertiaire

Les programmes de prévention tertiaire ciblent généralement des individus dont la radicalisation les a menés à la violence (y compris, mais sans s'y limiter, les délinquants terroristes) et éventuellement leurs familles, ainsi que ceux qui, pour diverses raisons, ne sont pas entrés dans le système carcéral mais qui peuvent démontrer un certain niveau de soutien à la violence motivée par la haine ou l'extrémisme. Il s'agit notamment des combattants terroristes étrangers (Foreign Terrorist Fighters, FTFs) de retour au pays qui, pour une raison ou une autre, ne sont pas poursuivis par la justice, ainsi que des membres de leur famille.

Ce type de travail de prévention, qui se concentre généralement sur la réhabilitation et la réintégration de l'individu dans sa communauté, se déroule souvent dans un cadre carcéral ou de probation, ou directement dans la communauté. Bien que les programmes de prévention secondaire et tertiaire aient des cibles et des objectifs différents, ils partagent un certain nombre d'éléments communs, par exemple des interventions religieuses, psychosociales, de soutien à la parentalité, sportives et culturelles, de formation professionnelle et d'aide à l'embauche, de logement et de mentorat, et peuvent donc impliquer les mêmes types de professionnels et de praticiens.

Comme dans le cas de la prévention secondaire, les bénéficiaires visés par les mesures de prévention tertiaire sont susceptibles d'exprimer une grande diversité de besoins et de vulnérabilités ; il est donc peu probable qu'un seul praticien ou une seule institution soit en mesure de répondre à tous ces besoins. Ainsi, comme pour la prévention secondaire, une approche coordonnée et partenariale est nécessaire, même si les praticiens et les organisations impliqués auront probablement besoin d'une formation spécialisée pour travailler avec une population qui est plus susceptible de présenter un risque pour la sécurité ou qui a plus souffert de traumatismes que leurs bénéficiaires habituels.

Pourtant, malgré ces similitudes, les exemples d'initiatives de prévention tertiaire menés par les villes sont rares. Au lieu de cela, les forces de l'ordre nationales et d'autres acteurs de la sécurité ont généralement été les principaux acteurs dans ce domaine.

Cela est dû à un certain nombre d'éléments y compris : 1) les risques de sécurité accrus généralement associés aux cibles de ce type de travail de prévention ; 2) l'accès limité des collectivités locales et des fournisseurs de services locaux à cette population, ce qui leur confère une expérience limitée de contact auprès d'elle et donc une faible valeur ajoutée ; et 3) en raison des sensibilités accrues en matière de sécurité nationale entourant ces personnes, les gouvernements centraux sont plus susceptibles de considérer la prévention tertiaire (par opposition à la prévention primaire et secondaire) comme relevant de leur responsabilité exclusive. Ainsi, les cas où les collectivités locales sont dotées d'un mandat dans ce domaine ou considèrent qu'elles en ont un sont plus limités que dans les autres niveaux de prévention.

Le rôle des villes dans la prévention tertiaire

Toutefois, cette situation évolue progressivement, car de nombreux pays font face au retour de citoyens qui s'étaient rendus dans les régions de Syrie et d'Irak en proie au conflit avec le soi-disant État islamique. Si certains peuvent être poursuivis par la justice, la majorité d'entre eux (dont certains peuvent avoir été radicalisés dans la violence et dont beaucoup auront subi des traumatismes importants à la suite de leur expérience) retourneront dans les communautés dont ils sont originaires. Une réintégration réussie est maintenant considérée à la fois comme un impératif humain et sécuritaire. Il s'agit d'un domaine où les collectivités locales, pour les mêmes avantages comparatifs qu'ils offrent dans le domaine de la prévention secondaire, sont de plus en plus considérés comme ayant un rôle important à jouer dans la réhabilitation et la réintégration des revenants qui ne sont pas incarcérés ou de ceux qui sont libérés après avoir purgé ce qui est généralement une courte peine.

Pour leur part, les gouvernements nationaux sont de plus en plus conscients de la nécessité pour les acteurs locaux de s'impliquer davantage dans le soutien au processus de retour et leurs offrent des occasions d'y contribuer.

Comme le démontre la pratique d'un certain nombre de villes, les collectivités locales, si elles sont correctement mandatées, dotées de ressources et de capacités suffisantes, peuvent assumer une série de responsabilités dans un domaine où de nombreuses parties prenantes sont impliquées ; il sera probablement essentiel d'assurer et de maintenir la coordination et la coopération entre elles. Par exemple, elles peuvent :

- Servir de point de contact pour toutes les parties prenantes concernées (membres de la famille, fournisseurs de services, membres de la communauté, forces de l'ordre, agences gouvernementales locales) ;
- Coordonner et/ou contribuer à une

évaluation complète des risques, des besoins et des vulnérabilités de chaque personne ciblée ;

- Mettre en place et gérer un réseau composé des différents acteurs impliqués dans le processus de réintégration, ce qui peut permettre un échange efficace d'informations et de bonnes pratiques entre eux, ainsi qu'avec le public ;
- S'engager auprès des entreprises locales, des écoles et des familles afin d'atténuer la stigmatisation à laquelle une personne revenant de zone de conflit est susceptible d'être confrontée lorsqu'elle tente de se réintégrer ;
- Fournir des informations essentielles et un soutien aux fournisseurs de services impliqués dans le processus ;
- Élaborer des lignes directrices, en s'inspirant des bonnes pratiques internationales, afin d'alimenter le travail des différents professionnels et praticiens susceptibles d'être impliqués dans le soutien des bénéficiaires des interventions de prévention tertiaire et dans l'ensemble ;
- Comblent les écarts de mentalité entre les acteurs de la sécurité et les fournisseurs de services psychosociaux, les travailleurs de la protection de l'enfance, etc. ;
- Permettre une approche partenariale cohérente en articulant les cadres nationaux et locaux pertinents ; et
- Créer une structure de soutien solide qui facilite la réintégration et la réadaptation des revenants dans la ville, en conciliant leurs besoins individuels avec les exigences plus larges de la sécurité nationale.

Considérations spéciales pour les villes cherchant à se lancer dans prévention tertiaire :

- **Traumatismes accrus :** Les bénéficiaires sont plus susceptibles de souffrir de troubles de stress post-traumatique (TSPT) ou d'autres formes de traumatisme à la suite de leur exposition à la violence et sont généralement plus avancés sur la voie de la radicalisation menant à la violence.

Par conséquent, les personnes impliquées dans les programmes de prévention tertiaire peuvent avoir besoin d'une formation et d'un engagement plus poussés sur les questions psychologiques, idéologiques et théologiques que celles qui travaillent dans le domaine de la prévention au sens large.

- **Assistance intensive/soutenue** : Les bénéficiaires de la prévention tertiaire qui retournent dans leur communauté (par exemple, après avoir purgé une peine de prison ou être revenues d'une zone de conflit) ont souvent besoin d'un soutien plus intensif et plus soutenu sur une série de questions pratiques (par exemple, le logement, l'emploi, l'éducation) pour faciliter leur réinsertion dans la société que celles qui font l'objet d'initiatives de prévention secondaire.
- **Stigmatisation accrue** : Les villes doivent se préparer à affronter et atténuer la stigmatisation que ces personnes peuvent subir de la part de la communauté au sens large et le risque que cela, non seulement nuise aux efforts de réinsertion, mais augmente aussi le risque de récidive. En plus de travailler avec les communautés qui accueillent ces personnes, les villes peuvent également faire un travail important pour impliquer les entreprises locales, les écoles et les médias afin de minimiser la stigmatisation et permettre aux individus de ne pas être définis par leur comportement passé. Si elle n'est pas atténuée, la stigmatisation complique les efforts visant à permettre aux individus d'accéder à une aide psychosociale, éducative, financière et professionnelle essentielle.
- **Coordination des acteurs de sécurité nationale** : Contrairement à la prévention secondaire, un certain niveau de partage d'informations dans les deux sens ou d'autres formes de coordination avec les acteurs de la sécurité nationale seront probablement nécessaires compte tenu de la nature des individus ciblés par les initiatives de prévention tertiaire. Les villes devront donc surmonter la réticence générale des services de sécurité et de la police à partager ce qu'ils considèrent comme des informations sensibles avec les autorités locales sur les cibles des initiatives de prévention tertiaire. Toutefois, l'impossibilité d'accéder à ces informations pourrait compromettre la capacité de la ville à comprendre et donc à répondre aux besoins et aux vulnérabilités de la personne ciblée.

Initiatives des villes en matière de « rehabilitation and reintegration » (R&R)



La Haye, Pays-Bas, travaille en étroite collaboration avec une série d'agences nationales et d'organisations de la société civile sur ce sujet, a élaboré un « Manuel du revenant », un document confidentiel destiné à toutes les parties prenantes nationales et municipales impliquées dans la gestion des revenants dans la ville. Le document décrit la politique municipale ainsi que les mesures qui peuvent être prises à l'égard des revenants. Il met l'accent sur le rôle des acteurs locaux, mais l'inscrit également dans le cadre national et souligne la nécessité d'effectuer ce travail en consultation avec les parties prenantes nationales.

Cette approche souligne l'importance pour les acteurs nationaux et locaux, y compris la ville, d'avoir une compréhension commune de l'approche globale de la gestion des revenants et des rôles et responsabilités des parties prenantes concernées. En tant que tel, il précise que le rôle de la municipalité se concentre sur la supervision de la prise en charge des anciens prisonniers extrémistes violents et des adultes et mineurs qui reviennent dans la ville depuis la Syrie et l'Irak, mais qui ne sont pas incarcérés.



Berlin, Allemagne, a développé une stratégie de R&R basée sur une approche englobante de la société et supervisée par un point de contact unique au sein du gouvernement local, qui coordonne de multiples acteurs - travailleurs sociaux, organisations communautaires, police et autres - afin de s'assurer que le soutien approprié est fourni aux revenants à leur arrivée à Berlin. La stratégie offre une vision à long terme de la R&R, reconnaissant que le processus de R&R peut prendre plusieurs années par individu.



Cerrik, Albanie, est la première ville à piloter un programme de R&R dans son pays, quelques années avant le premier rapatriement mené par le gouvernement national. La collectivité locale a travaillé en étroite collaboration avec les OSC ayant une expérience en matière de soutien psychosocial ainsi qu'avec le gouvernement national pour coordonner les services de R&R. Elle a approuvé des plans individuels pour un soutien structuré basé sur les besoins des familles qui sont revenus à Cerrik. En outre, la ville a fourni des espaces sûrs et donné accès à un soutien supplémentaire en nature pour les programmes mis en œuvre par la société civile et les organisations communautaires.

Renforcement des capacités et formation

La meilleure façon d'assurer la prévention est d'adopter une approche englobante de la société, dans laquelle les différents acteurs peuvent jouer leur rôle de manière efficace pour soutenir le plan ou la politique de la ville. Cela peut nécessiter de renforcer les compétences des différents acteurs par le biais de formations et de ressources, en particulier pour ceux dont le rôle n'est pas explicitement de prévenir la haine et l'extrémisme ou qui n'ont pas d'expérience en la matière. Pour tirer le meilleur parti de son équipe et des autres parties prenantes, la ville doit identifier les compétences spécialisées et donner accès à la formation et aux ressources qui permettent d'améliorer la situation :

- Connaissance de la haine, de l'extrémisme et des menaces connexes pour la sécurité publique, la démocratie locale et la cohésion sociale, et compréhension de la manière dont la désinformation et les récits conspirationnistes les alimentent. Il peut s'agir d'un cadre et d'approches théoriques ainsi que de menaces spécifiques auxquelles la ville est confrontée, telles que les sentiments islamophobes, anti-migrants, anti-LGBTQI+, antisémites ou d'autres formes de haine, les sentiments anti-institutionnels et les dynamiques locales susceptibles de contribuer à la violence extrémiste et motivée par la haine.
- Les connaissances et les compétences nécessaires pour concevoir, gérer et évaluer des projets de prévention qui suivent l'approche destinée à ne pas nuire. Ceci est également important pour la société civile et les acteurs communautaires qui peuvent chercher à obtenir un soutien pour mettre en œuvre des programmes dans leurs communautés.

- Familiarité avec les plans stratégiques de prévention locaux et nationaux et leur rôle dans leur application.
- Procédures de signalement et de réaction aux situations potentiellement dangereuses.
- La communication et l'engagement des autorités locales avec les habitants de la ville, en particulier lorsqu'ils travaillent avec des personnes potentiellement vulnérables.

Les villes doivent garder à l'esprit la nécessité de veiller à ce que la formation et les autres formes de soutien soient disponibles en permanence. De cette manière, chaque acteur peut acquérir des compétences et des connaissances pertinentes de manière durable, plutôt que par le biais de sessions d'une journée, et se tenir au courant des nouveaux développements et des nouvelles approches.

Définition des besoins en matière de formation

Reconnaître qu'une formation spécialisée peut être nécessaire pour permettre aux villes de lutter contre la haine, l'extrémisme et la polarisation ne signifie pas que l'on « exceptionnalise » ce sujet. Cela permet surtout de reconnaître que même si toutes les parties prenantes mobilisent un ensemble de compétences pour s'attaquer à un problème donné en fonction de leur expérience professionnelle et des responsabilités liées à leur rôle, il peut y avoir des lacunes spécifiques qu'il convient de combler pour faire face à ces défis particuliers.

Ces lacunes doivent toutes être identifiées dans le contexte des responsabilités définies dans le plan ou le cadre stratégique d'une ville, et pas seulement en fonction de ce qu'une personne donnée sait ou ne sait pas sur la prévention en général. De nombreuses lacunes seront probablement identifiées lors des premiers diagnostics réalisés ; là encore, à condition que ces diagnostics soient complets et inclusifs, ils continueront d'éclairer tous les aspects de l'approche et des besoins d'une ville en matière de prévention.

Besoins spécifiques vs besoins en général ?

Les besoins seront probablement différents selon les parties prenantes, en fonction de leur expérience professionnelle, de leurs compétences existantes et de leur rôle dans l'approche locale.

Voici quelques exemples de besoins généraux en matière de formation exprimés par les villes :

- Sensibilisation à ce que la prévention peut impliquer, aux raisons pour lesquelles les villes sont pertinentes et à ce que d'autres villes font et ont appris ;
- Sensibilisation aux menaces locales et familiarisation avec la stratégie nationale, le cas échéant ; et
- Compréhension générale des différents aspects idéologiques de l'extrémisme, de la polarisation et de la haine, ainsi que des principaux récits et des groupes vulnérables.

Voici quelques exemples de besoins plus spécifiques en matière de formation exprimés par les villes :

- Formation à la sensibilisation au genre ;
- Protection de l'enfance ;
- Violence domestique et comportement coercitif ;
- soutien psychosocial et mentorat individuel ;
- Risques numériques, y compris la compréhension des récits conspirationnistes et de la désinformation ;
- Systèmes de signalement, protection des données et mécanismes/ protocoles de coordination.

Stamford (Connecticut), États-Unis : « [Stamford Stands Against Racism](#) » est un collectif d'organisations de services à la personne et d'organisations confessionnelles qui travaille avec les élus, le district scolaire, le département de la police et d'autres acteurs pour sensibiliser au racisme institutionnel, former le public et les groupes communautaires à la lutte contre le racisme et informer sur les disparités et les inégalités sociales. Parmi les autres groupes figurent la Stamford Youth Mental Health Alliance, le Concerned Clergy, le Interfaith Council of Southwestern Connecticut et Stamford Cradle to Career.

Comté d'Isiolo, Kenya : Afin d'intensifier les initiatives de prévention au niveau local, le [comté d'Isiolo](#) a organisé une formation intensive sur la prévention de la haine et de l'extrémisme pour son forum d'engagement communautaire multidisciplinaire, qui comprend des fonctionnaires du comté, des établissements d'enseignement, des chefs traditionnels et religieux, et des organisations de la société civile. La formation a porté sur des sujets tels que le soutien psychosocial, le suivi et l'évaluation des activités, ou encore la manière d'impliquer le secteur privé dans la prévention de la haine et de l'extrémisme.

Seattle, Washington, États-Unis, a organisé une formation à l'échelle de la ville sur [la prévention de la haine et de la polarisation sur le lieu de travail](#). La collectivité locale a collaboré avec un groupe de réflexion pour élaborer et dispenser des formations pilotes, après quoi le retour d'information et d'autres contributions ont été utilisés pour améliorer et introduire un nouveau programme de formation. Cela a également permis à la ville de formuler des recommandations d'amélioration des politiques et des pratiques pour lutter contre la polarisation sur le lieu de travail.

Principes clés pour la formation et le renforcement des capacités

- Les programmes de renforcement des capacités doivent être basés sur les besoins réels et adaptés à chaque partie prenante. Ces besoins devraient être identifiés dans les diagnostics initiaux, mais pourraient éventuellement nécessiter une évaluation plus approfondie.
- Les programmes doivent couvrir un éventail de sujets pertinents pour le rôle des parties

prenantes, qu'elles s'engagent au niveau de la communauté ou de l'individu. Cela devrait inclure le renforcement des compétences pratiques liées à la mise en œuvre de modèles partenariaux de gestion de projet, la communication, la MEL et plus encore.

- La formation ne doit pas se limiter aux seules compétences « techniques ». Compte tenu de la nature de l'extrémisme, de la polarisation et de la haine, ainsi que de la sensibilité et des nuances à intégrer lorsque l'on aborde ces questions, il

convient également d'interroger les idées préconçues, les préjugés inconscients et les a priori.

- Bien qu'il puisse être nécessaire de rendre certaines formations obligatoires, en général, toute formation est plus efficace lorsque la participation est volontaire et que la personne formée s'investit dans ses résultats.
- Le cas échéant, les collectivités locales devraient s'appuyer sur les bonnes pratiques internationales existantes et sur les enseignements tirés par d'autres villes.
- La formation doit intégrer, dans la mesure du possible, des exercices pratiques qui permettent aux participants de relier les connaissances et les compétences à une application réelle. Ces approches devraient être ciblées pour répondre aux problèmes spécifiques que les parties prenantes sont susceptibles de rencontrer, plutôt que d'utiliser un programme de formation généraliste. Cela devrait inclure des outils d'apprentissage interactifs tels que des exercices sur table qui testent les connaissances et les compétences des participants et les aident à les appliquer de manière critique.
- Chaque partie prenante doit être considérée individuellement afin de lui fournir la formation dont elle a besoin pour jouer son rôle particulier, et collectivement afin de promouvoir une approche coopérative dans laquelle chaque rôle renforce les efforts existants.
- Dans la mesure du possible, les villes devraient adapter les outils et modèles de renforcement des capacités déjà existants pour répondre aux besoins en matière de prévention, plutôt que de créer des programmes spécifiques à partir de zéro.
- Les collectivités locales devraient étudier les possibilités de partenariat avec la société civile, le secteur privé et les organisations multilatérales spécialisées dans la formation à la prévention afin de combler les lacunes.

- Les villes devraient investir dans des modèles de « formation des formateurs » qui sont évolutifs et peuvent être adaptés aux besoins locaux et hyper-locaux afin d'améliorer la durabilité et de maximiser la portée.

Remarque : ce conseil inclut des éléments de la boîte à outils de mise en œuvre CNL

Prestataires de formation

Dans la plupart des cas, les agences, les départements ou les organisations seront responsables de l'achat et de la fourniture de la formation à leurs propres employés. Lorsqu'il s'agit d'aborder certaines des dynamiques particulières de la prévention, il peut être utile d'ouvrir les sessions de formation à des professionnels de différents horizons (administration locale/ville, agences du gouvernement central, OSC, groupes professionnels, centres de jeunesse/communautaires, clubs sportifs, etc.) Cela pourrait être un moyen utile de faire tomber les barrières institutionnelles et d'instaurer la confiance en permettant à différents acteurs de partager une expérience commune et d'offrir des points de vue reflétant leurs différentes positions.

Les villes ne développeront probablement pas leur propres ressources de formation. En revanche, les responsables locaux peuvent travailler avec des experts pour identifier et adapter les ressources existantes ou en commander de nouvelles, spécifiquement conçues pour soutenir les différentes parties prenantes de leur ville.

Tout le monde n'est pas équipé pour être formateur et, pour certains besoins, des qualifications professionnelles et une expérience très spécialisées seront nécessaires.

Néanmoins, voici quelques distinctions de base entre les types de formation proposés :

- **Formation interne** : un professionnel de l'administration municipale, éventuellement dans le cadre d'un programme de formation de formateur, peut dispenser la formation.
- **Formateur externe** : les villes devraient envisager, si le financement le permet, de lancer un appel à propositions (ou toute autre procédure similaire) afin de sélectionner le formateur le plus qualifié, sur la base de critères explicites. Si le financement n'est pas disponible, ils doivent travailler avec des partenaires, tels que des organisations de la société civile, le gouvernement national et/ou la communauté internationale des donateurs, afin d'identifier et de recruter des experts pour combler les lacunes en matière de capacités.
- **Associations de collectivités locales** : celles-ci existent dans de nombreux pays et l'une de leurs fonctions est souvent d'organiser et/ou de dispenser des activités de formation. Par exemple, [l'association South African Local Government](#) Association investit dans d'importantes possibilités d'apprentissage pour les villes sud-africaines en matière de prévention de la violence. Notamment, elle encourage les collectivités locales à agir dans [la prévention de la violence par le biais de l'amélioration de l'urbanisme](#), qui rassemble les villes en mettant l'accent sur des interventions dans les points sensibles en matière criminalité.

Expérience des pairs : en fonction des besoins, une ville peut vouloir s'inspirer de ce que d'autres villes ont déjà appris.. L'expertise détenue par d'autres villes peut être utile et peut être accessible par l'intermédiaire de Strong Cities et d'autres partenaires.. Par exemple, après l'atelier Strong Cities, des représentants de la municipalité de **Busia au Kenya** ont organisé une visite d'apprentissage à **Le Cap, en Afrique de Sud**, axée sur leur cadre stratégique de prévention récemment lancé et sur la manière dont ils l'ont intégré à leurs efforts plus généraux de prévention de la délinquance. De plus, le programme [Dialogues for Urban Change](#), a soutenu un partenariat entre quatre villes d'Afrique

du Sud et d'Allemagne afin de partager les enseignements tirés de la manière dont l'aménagement urbain peut contribuer à la sûreté et à la sécurité.

Lorsque les villes ou les organisations doivent former un nombre important de professionnels, les programmes de formation de formateur (où un groupe restreint de participants est équipé pour dispenser la formation à un public plus large, maximisant ainsi la portée) peuvent être un bon modèle à adopter.

Aborder les sujets sensibles

En matière de prévention, les villes devront très probablement faire face à des sujets spécifiques qui posent des problèmes de sensibilité ou des difficultés d'intervention. Les domaines présentés ci-dessous sont loin d'être exhaustifs, mais ils figurent parmi les principales questions soulevées par les villes consultées dans le cadre de ce Guide.

Aller à la rencontre de groupes difficiles à atteindre ou historiquement marginalisés

L'exclusion et la marginalisation constituent un terreau fertile pour la haine, l'extrémisme et la polarisation et rendent certains groupes particulièrement vulnérables. Bien que cela en fasse des groupes cibles importants pour la prévention secondaire, ils sont par définition plus difficiles à impliquer. Cette exclusion peut également être un processus à double sens : si un groupe est marginalisé de manière constante sur une longue période, il peut finir par s'exclure lui-même et recourir à ses propres mécanismes de soutien en-dehors des services fournis par la ville. La relation de confiance (s'il en existe une) sera probablement très limitée. Les villes ont notamment mis en avant les enseignements clés suivants en vue d'un tel engagement :

- Aller à leur rencontre par le biais d'un intermédiaire ou d'un tiers de confiance

qui peut être en mesure d'assurer la médiation de l'engagement sur la base d'une compréhension des besoins et des perspectives à la fois de la ville et du groupe marginalisé.

Il peut s'agir d'une organisation de la société civile ou d'une autre partie prenante digne de confiance et crédible aux yeux du groupe.

- Investir dans l'établissement de relations à long terme avec ces groupes, indépendamment de toute intervention spécifique en matière de sécurité ou de haine, d'extrémisme et de polarisation. Les villes doivent aller à la rencontre des communautés de bonne foi, et pas uniquement dans le but de rassembler des informations sur les menaces. Les groupes historiquement marginalisés qui éprouvent depuis longtemps un sentiment d'exclusion ont besoin de se sentir valorisés et validés plutôt que d'être considérés uniquement comme une menace potentielle, ce qui ne ferait que renforcer les perceptions d'exclusion et/ou de discrimination.
- N'oubliez pas que l'objectif des initiatives visant à renforcer la confiance n'est pas nécessairement que toutes les parties soient d'accord. Mais il est important que toutes les parties entendent et comprennent le point de vue de l'autre, établissent des objectifs communs et créent un espace de dialogue sûr.

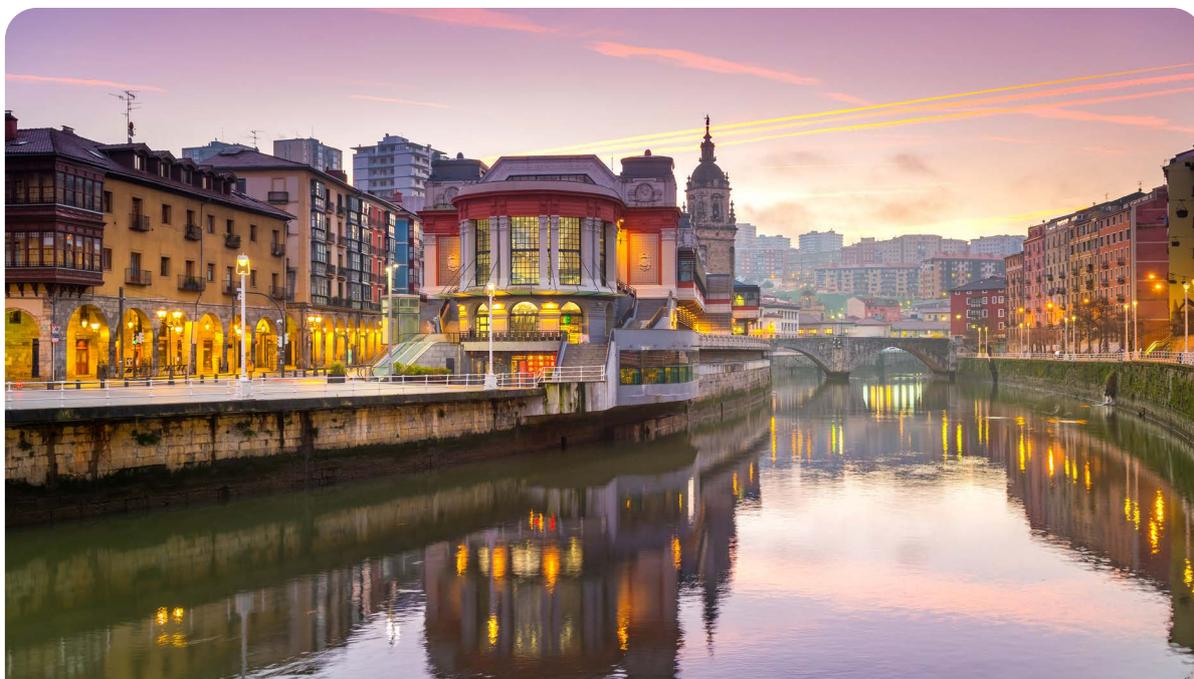
Trouver un point d'équilibre entre accueil des migrants, réfugiés et autres nouveaux arrivants, et cohésion sociale

Les villes sont des lieux où de nouvelles personnes arrivent en permanence ; leur diversité et leur croissance peuvent constituer un atout précieux dans la construction d'une société respectueuse, tolérante et inclusive.

Dans le même temps, le défi que représente l'accueil d'un grand nombre de personnes ou la réponse à des crises soudaines liées aux réfugiés ou aux personnes déplacées peut solliciter les services et les ressources et créer des problèmes d'intégration et de cohésion sociale, en particulier lorsque les rancœurs s'accumulent, que les tensions augmentent et que les situations instables sont manipulées ou alimentées par ceux qui sèment la division et la haine ou qui attisent la polarisation en diffusant de fausses informations et des récits conspirationnistes. Voici quelques enseignements clés tirés de l'expérience des villes dans la gestion de ces difficultés :

- Mettre en place des plans et/ou des comités d'accueil et identifier des activités d'initiation telles que la découverte des services et des institutions locales, ainsi que le dialogue interculturel et interreligieux.
- Donner la priorité à l'offre linguistique, qui peut atténuer le risque d'exclusion et de marginalisation et permettre aux nouveaux arrivants de s'engager davantage dans les activités d'une ville ainsi qu'avec d'autres communautés.
- Offrir un soutien plus large en matière d'éducation, de formation et d'emploi, ou identifier les partenaires qui peuvent le faire.
- Développer la communication publique et la sensibilisation aux avantages de l'immigration ainsi que la lutte contre les préjugés et la discrimination.
- Reconnaître que l'intégration est un processus à double sens : les nouveaux arrivants doivent avoir le désir et la motivation de s'intégrer dans une nouvelle société ou communauté, mais la communauté d'accueil doit également être disposée à accueillir les nouveaux arrivants et peut avoir besoin de mieux comprendre les normes culturelles et religieuses ainsi que les circonstances et les besoins des différents groupes.

Soutenir la cohésion sociale et l'accueil des nouveaux arrivants : exemples de villes



Communication & Mesures Contre la Désinformation et les Fausses Informations

Bilbao, Spain a consacré une section à la « sensibilisation et à l'impact social » dans son [Troisième plan de ville interculturelle](#), qui reconnaît qu'aucune stratégie d'intégration ou d'inclusion n'est complète sans efforts pour lutter activement contre toutes les formes d'intolérance et de discrimination. Le plan prévoit donc de mener des campagnes de sensibilisation et d'information (via les médias sociaux et traditionnels) afin de dissiper les récits anti-migrants et de promouvoir la tolérance et les « récits positifs » sur les « avantages de la diversité ». La ville a en outre [produit un documentaire](#) et des publications pour souligner les rôles clés des migrants (en particulier des femmes migrantes) dans l'enrichissement de la ville, en les présentant comme des « professionnels, des leaders, des penseurs, des politiciens et des entrepreneurs », et en s'attaquant ainsi aux récits anti-migrants qui prétendent qu'ils ne font que peser sur le paysage social et économique d'une ville (au lieu d'y contribuer).

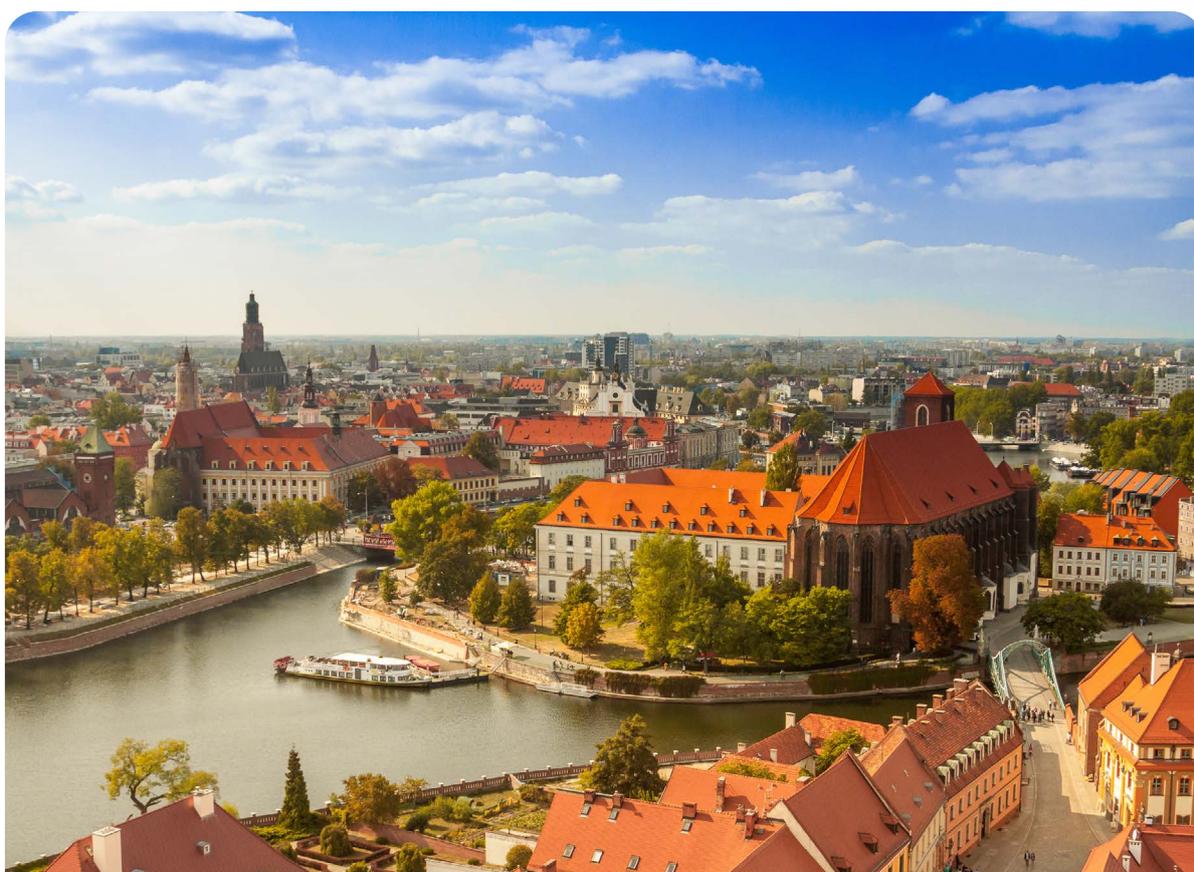


Assistance

Bratislava, Slovaquie, a mis en place un centre de crise pour soutenir et intégrer les réfugiés ukrainiens arrivant. Le centre coordonne les ONG locales, la police locale et les agences nationales afin de fournir une aide substantielle pour faire face à la crise.



Columbus, Ohio, États-Unis a lancé la [New American Initiative](#) pour aider les réfugiés et les immigrants qui s'installent à Columbus à avoir un accès immédiat aux services et aux programmes de la ville pour les aider à s'installer plus rapidement dans leur nouvelle maison et à devenir des «résidents productifs et égaux».



Intégration

Wrocław, Pologne, a pris diverses mesures pour soutenir les réfugiés et promouvoir la cohésion sociale. La ville a installé un [centre d'intégration](#) vient en aide aux migrants en s'associant à plus de 140 organisations gouvernementales et de la société civile pour fournir ses services. Il s'agit de l'organisme clé qui soutient l'intégration des réfugiés ukrainiens. Lors de l'afflux de réfugiés, il a permis d'offrir une assistance pour l'inscription des enfants dans les écoles, en fournissant des logements et des services sociaux et, le cas échéant, une aide humanitaire. Le centre offre également des services réguliers à tous les migrants, sans frais, tels que des cours de polonais. De plus, la collectivité locale a aussi installé un Centre pour [le développement social](#) pour promouvoir la cohésion sociale, soutenir les migrants et les réfugiés, lutter contre la haine, la polarisation et la désinformation et faciliter le dialogue interculturel. Elle coopère avec des organisations communautaires de toute la ville pour gérer des centres d'activités dans 22 quartiers. Au niveau de la migration et des réfugiés, le centre a mis en place une plateforme [WroMigrant](#) conçue pour répondre aux besoins des étrangers qui rencontrent divers types de difficultés administratives et juridiques, et pour lever des barrières linguistiques et culturelles, qu'ils rencontrent dans la vie quotidienne.

Autres Études de cas : Migration et Réfugiés



Koboko, Ouganda est une ville frontalière de l'Ouganda qui accueille un grand nombre de réfugiés congolais et sud-soudanais. Par le passé, la ville a connu des tensions et des violences entre les communautés locales et les réfugiés, en partie dues à l'impact de l'évolution démographique sur les infrastructures essentielles et l'accès aux services, ainsi qu'à des litiges concernant les terres attribuées aux réfugiés.

Pour relever ce défi, Koboko a pris les mesures suivantes :

- Elle a d'abord cherché à recenser les préoccupations et les besoins des réfugiés et des communautés d'accueil.
- Elle a ensuite utilisé son diagnostic pour élaborer et mettre en œuvre un certain nombre de projets axés sur l'intégration des réfugiés dans tous les aspects de la ville : social, économique, culturel, etc. Il s'agissait notamment de construire un centre de traumatologie offrant un soutien psychosocial aux réfugiés, ainsi que des écoles, des marchés et des installations sanitaires supplémentaires afin de garantir à chaque réfugié l'accès aux services de base.
- Pour soutenir cette initiative, la ville a ensuite proposé une formation à l'entrepreneuriat et un soutien sous forme de microcrédit afin d'aider les réfugiés à créer leur propre entreprise et ainsi à contribuer au marché du travail local et à s'y intégrer.

Il est important de noter que, tout au long de ces efforts, la ville a mis l'accent sur l'inclusion en veillant à ce que les services et le soutien soient offerts de la même manière aux réfugiés et aux résidents de longue date.



Sousse, Tunisie, un centre urbain côtier prospère a connu un afflux important de migrants internes des zones rurales vers les zones urbaines, aggravé par une augmentation récente du nombre de migrants externes. Cet afflux de nouveaux arrivants a mis à rude épreuve la capacité de la ville à fournir à tous ses habitants les services de base, y compris un logement adéquat. En conséquence, l'émergence de logements informels, les taux élevés d'abandon scolaire et le chômage dans ces zones défavorisées sont devenus une préoccupation pressante.

La ville a mis en œuvre un certain nombre d'initiatives pour relever ces défis et s'assurer que les nouveaux arrivants et les résidents de longue date bénéficient des services dont ils ont besoin. Tout d'abord, la ville s'est associée à l'OIM et à l'Office national de la famille et de la population pour déployer une unité mobile capable de fournir un soutien immédiat et pratique aux communautés qui comptent un grand nombre de migrants, et pour les sensibiliser aux services et au soutien (à la fois par le gouvernement local et l'OIM en tant que partenaire international) qui leur sont offerts.

Le partenariat avec l'Office national de la famille et de la population a également permis d'élaborer des ressources sur la migration à l'intention des nouveaux arrivants et des fournisseurs de services. Cela inclut la création d'un mécanisme d'orientation, d'un aide-mémoire qui indique les agences/parties prenantes responsables des différents types de services offerts aux migrants.

Séparément, la ville a lancé des campagnes de sensibilisation visant à dissiper les récits anti-migrants et a créé un « bureau d'orientation des migrants » qui sert de ressource dédiée à l'intégration sociale. La ville a également plaidé avec force pour que le gouvernement national reconnaisse et soutienne le rôle des collectivités locales dans la gestion des défis migratoires, ce qui lui a valu le titre de « Une ville solidaire, avec les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile ».

Gestion des manifestations et équilibre entre liberté d'expression et sécurité publique

Le droit fondamental de manifester et de contester l'autorité peut être sapé et utilisé abusivement par ceux qui attisent la haine, l'extrémisme et la polarisation et qui visent à mettre en œuvre ou à inciter à la violence. En tant que sites de protestation et parfois cibles directes, les villes sont confrontées à ces défis, en particulier lorsqu'ils se traduisent par des rassemblements physiques et à des manifestations. Travaillant en étroite collaboration avec les gouvernements centraux et la police, les villes sont souvent tenues d'identifier et de maintenir l'équilibre subtil entre la liberté d'expression et la sécurité publique.

Un point de référence clair et simple est [l'article 5 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques \(PIDCP\)](#) : « Aucune disposition du présent Pacte ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés reconnus dans le présent Pacte ou à des limitations plus amples que celles prévues dans le présent Pacte. L'article stipule que les droits d'un individu ne s'étendent pas au droit de porter atteinte aux droits d'autrui, ce qui indique où la limite est franchie et où la sécurité publique peut être menacée dans le cas d'une protestation ou d'une manifestation.

La gestion des rassemblements organisés et la communication avec les organisateurs, ainsi qu'avec ceux de toute contre-manifestation, doivent être maintenues dès le départ, et les lignes de dialogue et de négociation doivent être clairement établies. Cet engagement doit définir les attentes en matière de comportement et expliquer la raison d'être de l'activité. De même, l'engagement communautaire et la sensibilisation doivent être menés auprès de tous les groupes concernés par la manifestation, y compris les groupes spécifiques ciblés par les manifestants.

Les villes doivent être conscientes des groupes qui pourraient profiter de la marche ou de la manifestation prévue pour avancer leur propre agenda, y compris via les réseaux sociaux. Les autorités locales doivent être conscientes des risques que les contre-manifestations peuvent engendrer, ce qui souligne la nécessité d'éviter que les deux événements ne se déroulent à proximité l'un de l'autre. En ce qui concerne le maintien de l'ordre, les villes consultées estiment que l'objectif est que les forces de l'ordre n'aggravent pas la situation et que, par conséquent, même si la présence visible de la police doit être limitée lors d'une marche, la police doit bel et bien être sur place en cas de problème.

Réponse aux crises

Les villes investissent dans la prévention dans l'espoir d'être moins exposées à la violence et aux attaques et incidents liés au terrorisme. Mais elles doivent aussi reconnaître que le pire peut arriver et doivent être prêtes à réagir. Réagir après un attentat et soutenir les victimes du terrorisme ou des crimes de haine nécessitent anticipation et préparation.

Dans le cas d'une attaque terroriste à grande échelle, certains considèrent que la formation au sens classique est d'une utilité limitée : la plupart des praticiens seront formés à un moment donné, pour un événement qui peut avoir lieu des années plus tard, voire ne jamais se produire. Lorsqu'ils doivent réagir, il se peut qu'ils aient complètement oublié leur formation ou qu'ils soient (et c'est compréhensible) trop stressés ou stupéfaits pour réagir de manière adéquate ou suffisamment rapide. Les exercices et les simulations sont souvent considérés comme des formes de formation plus utiles, que ce soit sur table ou en situation réelle. Il s'agit notamment d'établir des réseaux et des liens entre les praticiens, les agences et les institutions concernés par la réponse, de convenir des rôles et des responsabilités de chacun et de tester la coopération dans différents scénarios. Pour plus d'informations sur la formation et le renforcement des capacités en général, voir le chapitre 3.

La préparation doit avoir lieu en temps de paix et non en temps de crise. En cas d'incident, les villes doivent disposer de plans et de procédures de gestion de crise déjà en place. De préférence, ces plans et procédures doivent être formalisés et mis à jour régulièrement. La ligne de commandement doit être claire, même si les agences gouvernementales nationales prendront probablement l'initiative dans un cas particulier. Immédiatement après l'incident, et en fonction de celui-ci, le rôle d'une ville peut se limiter à fournir un soutien logistique et des installations adéquates. En outre, la diffusion de communications publiques claires, d'avis de sécurité publique et la prise de contact avec les communautés constitueront probablement un domaine de soutien. Un rôle distinct pour les maires et les dirigeants locaux peut également être approprié (voir le **guide du maire** de Strong Cities pour plus d'informations à ce sujet). L'aide aux victimes doit être disponible le plus tôt possible pour atténuer l'impact à long terme et doit couvrir tous les domaines nécessaires : médical, psychologique, social, juridique, administratif, financier, etc. Ce soutien doit être fourni autant que possible par des professionnels qualifiés, compte tenu de l'importance et de l'ampleur des dommages potentiels.

Après la crise, les villes sont encore confrontées à des responsabilités en matière de résilience, de commémoration et de nouvelle prévention. Il est alors essentiel d'écouter toutes les victimes et de leur permettre de prendre elles-mêmes des décisions clés dans certains domaines (par exemple sur la construction d'un site commémoratif). La reconstruction est un processus de longue haleine et les communautés locales peuvent rester affectées pendant des années après un attentat.

Enfin, les villes sont chargées d'« aider les aidants » en protégeant les praticiens et les intervenants locaux, à commencer par leur propre personnel. Elles doivent offrir des soins et un soutien, y compris des services de santé mentale, en fonction des besoins.

Certains praticiens devront probablement être incités à demander de l'aide, car ils ne se rendent peut-être pas compte de l'impact psychotraumatique de l'incident.

Pour plus d'informations à ce sujet, consulter **la boîte à outils de réaction** Strong Cities.

Suivi, évaluation et apprentissage (Monitoring, evaluation and learning, MEL)

Le suivi, l'évaluation et l'apprentissage ne sont pas seulement nécessaires pour mobiliser des ressources ou justifier un investissement continu dans les approches de prévention d'une ville. Plus fondamentalement, il s'agit d'un ensemble d'actions et de considérations qu'une ville doit intégrer dans la planification et la mise en œuvre d'activités afin de déterminer si elles fonctionnent comme prévu. Un processus MEL efficace doit permettre de déterminer si les objectifs identifiés sont atteints et les résultats escomptés obtenus, afin de déterminer l'impact des interventions et la manière dont une approche pourrait être modifiée ou améliorée à la lumière de ces informations. Les villes devraient développer [et suivre un processus](#) de MEL, en utilisant les résultats pour renforcer la cohérence stratégique et l'impact de leur approche globale.

Les collectivités locales devraient également intégrer le processus MEL dans leurs programmes de P/CVE et leurs mécanismes de soutien afin d'en comprendre et d'en démontrer l'impact. Le Shared Endeavour Fund du MOPAC à **Londres au Royaume-Uni** en est un exemple. [Actuellement dans son quatrième cycle](#), il a fourni près de 3 millions de livres sterling de financement aux OSC de Londres.

Ce type de financement est essentiel pour la durabilité des initiatives de prévention de la haine et de l'extrémisme menés par les communautés, et pour s'assurer que ce type de soutien peut être maintenu, le MOPAC a commandé une [évaluation externe](#) du Fonds. Un évaluateur indépendant a travaillé avec chacun des bénéficiaires pour évaluer leurs projets, en utilisant une série standardisée d'outils de collecte de données pour évaluer leur impact.

Les résultats ont été publiés dans un rapport public à la fin de chaque cycle (voir les rapports [Call One](#) et [Call Two](#)). Ces rapports d'évaluation montrent l'importance du soutien à la société civile et à la P/CVE communautaire et ont permis de tirer des enseignements essentiels tant pour améliorer les performances du Fonds pour chaque cycle que pour le domaine en général, car ils couvrent un large éventail d'approches et offrent des enseignements clés pour l'organisation de programmes de financement locaux.

De même, **l'État de Nouvelle-Galles du Sud (NSW), Australie** a développé et lancé le [Community Partnership Action \(COMPACT\)](#) pour renforcer la résilience des communautés et la cohésion sociale. Créée à la suite du siège de Martin Place à Sydney en décembre 2014, l'initiative a soutenu plus de 60 organisations communautaires de terrain, organisations caritatives, ONG, partenaires du secteur privé et autres parties prenantes locales concernées, et a permis à plus de 50 000 jeunes de contribuer à la cohésion sociale. COMPACT a été [évalué de manière indépendante](#) comme étant « le premier du genre » sur la base d'[une théorie du changement programmatique](#) détaillée. L'une de ses principales recommandations est de maintenir l'investissement dans l'évaluation afin de s'assurer que les résultats à long terme des initiatives sont évalués et que tout impact sur les communautés est maintenu. À cette fin, les projets COMPACT sont fréquemment examinés et les résultats de l'évaluation sont discutés lors de forums réguliers d'apprentissage par les pairs afin de garantir que les leçons tirées sont intégrées dans les futurs projets.

Appliquer le processus MEL aux villes

Bien que les orientations pratiques sur le processus MEL puissent s'appliquer de manière plus évidente à des programmes individuels et à d'autres activités, les informations présentées ci-dessous s'appliquent également aux mécanismes de coordination et aux cadres d'intervention spécifiques que les villes ont déjà mis en place ou qu'elles souhaitent développer. Tant pour les activités que pour les systèmes, les objectifs doivent être identifiés et l'impact doit être compris.

Les étapes présentées ici peuvent être suivies indépendamment de ce qu'une ville essaie de mesurer ou d'évaluer en particulier, à condition de tenir compte de différents types d'indicateurs.

Il existe un [nombre de ressources](#) pour alimenter et guider les approches de la MEL, dont [plusieurs liées à la prévention de la haine, de l'extrémisme et de la polarisation](#). La plupart d'entre elles sont élaborées à l'intention d'un public non institutionnel afin d'éclairer la conception des projets et la mesure des résultats. Bien qu'ils aient souvent été conçus pour des OSC, des ONG, des entreprises de développement et des agences internationales, une grande partie de l'apprentissage technique s'applique également à l'élaboration d'approches de la prévention menées par les villes.

Il est permis de penser que l'accent mis sur la durabilité, l'institutionnalisation, l'appropriation locale et le cycle d'incorporation des enseignements pour ajuster la mise en œuvre peut revêtir une importance supplémentaire pour les villes où, indépendamment de

la disponibilité des ressources et des changements d'orientation politique ou de politique générale, les communautés continueront à ressentir l'impact, les effets d'entraînement ou l'absence de succès des initiatives de prévention à long terme.

Définitions

Suivi : se réfère à « la tâche consistant à s'assurer que les activités sont achevées dans les délais et dans le cadre d'un budget et d'un plan prescrits ». Il s'agit de l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre du projet (l'achèvement des activités clés pour les bénéficiaires, les exécutants et les partenaires prévus) et de la mesure des résultats quantitatifs tels que le nombre de participants engagés dans les activités. » (Voir [Source](#))

Évaluation : il s'agit de « l'évaluation de la mesure dans laquelle les activités du projet ont collectivement atteint les objectifs prévus ou planifiés, et tels que formulés dans une théorie du changement. Tout effort d'évaluation efficace suppose une bonne compréhension des objectifs du projet, l'élaboration d'indicateurs mesurables et spécifiques, et l'accès à des données fiables et pertinentes. » (Voir [Source](#))

Développer une théorie du changement

Dans sa plus simple acception, une théorie du changement identifie ce qui est censé changer à la suite d'une intervention et comment ce changement peut être obtenu. Elle peut être représentée sous forme narrative, plus simplement comme une déclaration « si, alors, parce que » expliquant l'effet que certaines actions, réalisations et résultats auront et la manière dont ils se combineront pour atteindre un objectif donné. Cette description est traditionnellement accompagnée d'un diagramme qui décrit les voies de changement découlant d'une intervention et qui structurera et guidera la manière dont une ville mesure les résultats de ses efforts.

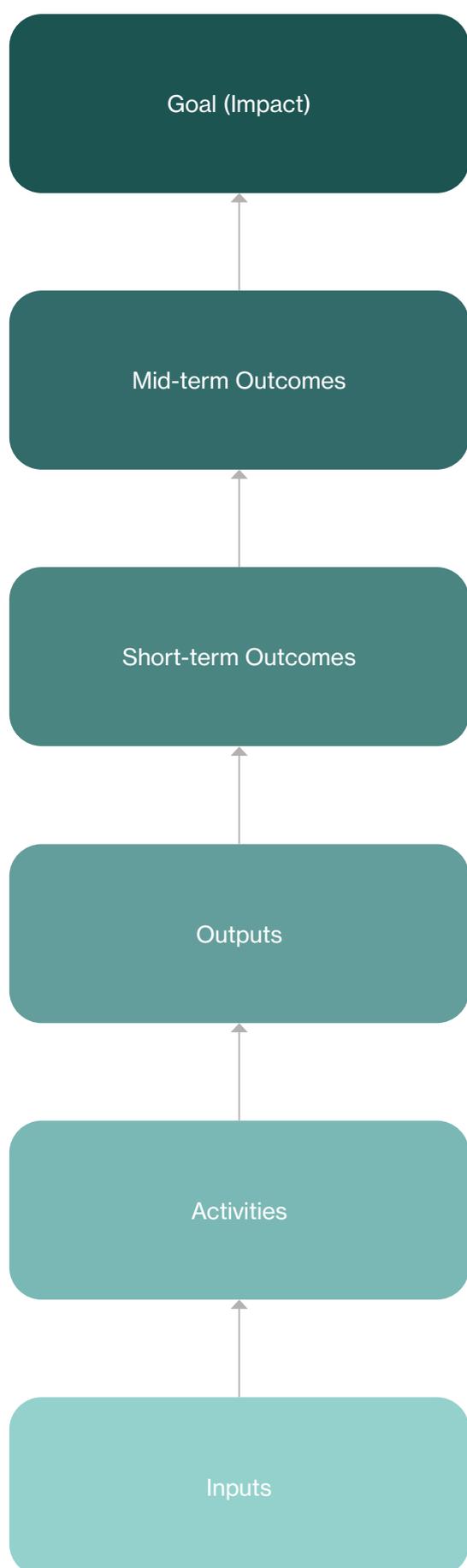
Bien qu'il y ait peu de limites à la quantité de détails ou à la complexité technique de ces théories et modèles, il convient de rappeler que la transparence et l'engagement, en particulier avec les parties prenantes communautaires non spécialisées, constituent un principe général important dans l'approche d'une ville. Des modèles plus simples peuvent y contribuer et, en fin de compte, servir davantage d'objectifs. Il se peut également que les villes n'aient pas besoin d'un modèle complet d'une activité ponctuelle ou d'initiatives et de ressources isolées. Il faut s'attendre à ce que le temps et l'expertise technique soient limités pour de nombreuses villes, ce qui aura une incidence sur la faisabilité pratique.

Le diagramme de la théorie du changement doit identifier les différents niveaux de changement, ainsi que les intrants, les hypothèses et les facteurs environnementaux susceptibles d'influencer la capacité d'une ville à produire un tel changement. Les intrants sont les ressources financières et humaines, l'équipement et la formation du personnel qui permettent la réalisation d'activités particulières. Il convient ensuite de dresser la liste des groupes d'activités qui, ensemble, forment quelques « résultats » clés, c'est-à-dire les produits ou services directs qui découlent d'une intervention. Il s'agit des résultats les plus immédiats d'une intervention et ils sont souvent quantitatifs (par exemple, le nombre de personnes engagées dans une activité particulière ou le nombre de personnes d'un groupe cible particulier touchées par une campagne de communication spécifique). Ils peuvent également rendre compte de la pertinence et de l'utilité des formations ou d'autres activités, telles qu'elles sont perçues par les bénéficiaires.

Les « résultats » constituent l'étape suivante du changement ; ils sont généralement, mais pas exclusivement, représentés sous la forme d'une hiérarchie ou d'une pyramide et se concentrent sur ce qui s'est produit à la suite des résultats et sur les changements qui ont été accomplis. À court terme, les résultats consistent généralement en une évolution des connaissances, de la prise de conscience et des attitudes, et à moyen terme, en une évolution des comportements, des pratiques ou des performances. Enfin, il convient d'identifier un objectif ou un niveau d'impact qu'une intervention peut raisonnablement contribuer à atteindre à long terme si les résultats combinés sont atteints. À chaque étape, d'autres couches et étapes intermédiaires peuvent également être identifiées, en fonction de la complexité ou de la portée de l'intervention ou de ce qui peut être exigé par les donateurs et les autres partenaires.

En plus de l'établissement d'une relation de cause à effet entre l'action entreprise et ce qu'elle est censée produire, ou l'impact attendu d'une ou de plusieurs interventions, une théorie du changement doit identifier les principales hypothèses de causalité et les facteurs environnementaux susceptibles d'influer sur la capacité d'une ville à engendrer le changement. Par exemple, une hypothèse causale pourrait être formulée selon laquelle les individus/groupes ciblés par les interventions secondaires s'investissent eux-mêmes dans l'intervention. Si ces personnes sont motivées et souhaitent bénéficier d'une aide et d'un soutien parce qu'elles voient l'intérêt de s'engager, l'initiative a plus de chances d'aboutir que si elles ne respectent pas les règles ou ne se présentent et ne s'engagent que pour une autre raison (par exemple, pour remplir les conditions d'une aide à l'emploi). Cet exemple sera d'autant plus pertinent que, comme nous l'avons vu, ces interventions sont susceptibles de dépendre d'une participation volontaire. De même, des conditions environnementales telles qu'un contexte politique stable ou la présence d'une famille ou d'autres réseaux de soutien peuvent être identifiées comme des facteurs permettant une intervention en premier lieu ou lui donnant une chance plus ou moins grande de réussite. Il devrait s'agir de facteurs indépendants de la volonté d'une ville.

Pour plus de conseils sur l'élaboration d'une théorie du changement et d'un cadre de résultats, voir [ce guide](#) d'Affaires mondiales Canada.



Développer un cadre de résultats, intégrant des indicateurs et une méthode de collecte des données

Un cadre de résultats (ou cadre de référence) se présente généralement sous la forme d'un tableau qui énumère les différents niveaux de changement (c'est-à-dire les réalisations et les résultats) identifiés dans une théorie du changement, puis décrit les moyens par lesquels une ville sera en mesure de démontrer que le seuil de réussite a été atteint (indicateurs), ainsi que les méthodes de collecte de données utilisées.

Les méthodes typiques de collecte de données utilisées par les villes consultées comprennent les enquêtes, les entretiens, les focus groupes et les mesures directes. Les villes devraient également examiner l'éventail des données existantes qu'elles collectent déjà (par exemple, les données des utilisateurs pour des services spécifiques, ou les indices existants et les données de recensement) et la manière dont elles peuvent être pertinentes pour les indicateurs identifiés. Pour plus d'informations sur l'exploitation des données existantes, consultez le chapitre 1. Pour une liste d'indicateurs déjà élaborés spécifiquement pour le domaine P/CVE, consultez la [Banque d'indicateurs du PNUD](#).

Deux points importants concernant les indicateurs et la collecte de données doivent être soulignés en particulier :

- Dans la mesure du possible, établir des données « de base » (montrant les résultats de l'indicateur pertinent avant toute intervention) afin de pouvoir évaluer l'ampleur ou la nature du changement à la suite de l'intervention.
- Pour les changements au niveau des résultats en particulier, il faut chercher à identifier les changements longitudinaux et envisager de collecter des données à différents intervalles (par exemple, immédiatement après un résultat donné, trois mois plus tard, six mois plus tard, etc).

Triangler les données

Les données identifiées dans un cadre de résultats peuvent ne donner qu'une image partielle de l'ampleur et de la nature des changements (positifs, négatifs et inattendus) obtenus grâce à l'intervention ou aux interventions. Il pourrait être important de saisir d'autres façons de comprendre l'impact afin d'avoir une vue d'ensemble. Par exemple, une ville peut vouloir identifier des réussites individuelles, dresser le profil d'expériences particulières ou même demander aux participants de tenir un journal vidéo ou autre. Les données anecdotiques, informelles ou testimoniales restent valables, à condition que la subjectivité soit reconnue et que les résultats ne soient pas présentés comme représentatifs. Pour plus d'informations sur l'analyse et la collecte des données, consultez [le guide](#) d'INTRAC.

Investir dans le processus MEL

De nombreuses villes ont indiqué qu'elles avaient l'impression qu'elles-mêmes, tout comme les partenaires engagés dans des activités locales, avaient auparavant traité le processus MEL comme une réflexion après coup et comme une simple exigence technique pour les mécanismes de financement. De nombreux participants ont souligné la nécessité d'investir du temps et des ressources dans le processus MEL (de la conception à l'apprentissage, en passant par la collecte et l'analyse des données) tout au long du cycle de vie de leurs interventions de prévention. Il est essentiel de reconnaître que les efforts en matière de processus MEL peuvent et doivent influencer la manière dont les villes s'engagent et éventuellement susciter des changements dans leur approche.

Outre les exigences en matière de planification et de ressources, les étapes de base telles que le fait de prévoir du temps pendant les activités et le suivi pour la collecte de données et la réalisation d'enquêtes, par exemple, constituent également une amélioration tangible que les villes ont jugé possible d'apporter à leurs approches. L'un des guides les plus reconnus sur le processus complet de MEL est celui de la Banque mondiale [Ten Steps to a Results-Based Monitoring and Evaluation System](#). Pour des conseils adaptés à un contexte de haine, d'extrémisme et de polarisation, voir [cette boîte à outils](#) du PNUD et d'International Alert.

Partager les connaissances

L'analyse des données collectées n'est pas l'objectif final en soi. L'analyse ne doit pas seulement permettre de déterminer si une initiative a un impact ou si elle est sur la bonne voie, mais aussi de tirer des enseignements et d'autres conclusions susceptibles de modifier l'approche et d'améliorer les performances globales. Il est essentiel de veiller à ce que les enseignements soient partagés avec toutes les personnes concernées afin de maintenir une boucle de rétroaction dans laquelle les résultats alimentent constamment la pratique.

En outre, le partage des enseignements et des résultats des activités du processus MEL d'une ville avec des publics plus larges, y compris, si possible, avec les parties prenantes de la communauté et le grand public, sert également l'objectif plus large d'accroître la transparence, l'ouverture et l'engagement du public, autant d'objectifs précieux pour les efforts de prévention menés par les villes.

Chapitre 4

Coordination

Ce chapitre évoque les différents types de coordination et de partenariats que les villes doivent envisager lorsqu'elles développent leurs initiatives de prévention. Il examine comment les villes peuvent mettre en place une coordination efficace avec les gouvernements centraux, avant d'étudier comment les approches partenariales englobant toute la société peuvent être développées dans des modèles de coordination opérationnelle au niveau de la ville. Enfin, il examine également la manière dont les villes peuvent envisager de s'engager avec le secteur privé en tant qu'acteurs clés de leurs initiatives de prévention et partenaires potentiels en matière de ressources.

Les avantages d'une plateforme de coordination locale

Compte tenu de sa nature partenariale et pluridisciplinaire, la coordination entre les différents secteurs et acteurs est une condition préalable à une prévention efficace et durable. La mise en œuvre d'une approche englobante de la société nécessite d'intégrer les contributions d'une multitude de bureaux, d'organisations et d'individus. Il s'agit des praticiens de première ligne, tels que les travailleurs sociaux, les travailleurs de la santé, les éducateurs et les enseignants, des dirigeants communautaires, tels que les leaders religieux et tribaux, les jeunes et les membres respectés des groupes communautaires, ainsi que des différentes agences gouvernementales. Cela s'applique aussi bien aux efforts locaux que nationaux et inclut la coopération entre ces deux niveaux.

villes doivent garder cela à l'esprit, qu'elles cherchent à s'impliquer dans la prévention pour la première fois ou à approfondir et élargir leur engagement actuel.

En général, il existe un certain nombre de modalités pour permettre la coordination : il peut s'agir de la création de centres, de réseaux ou d'organismes spécialisés, ou de la désignation d'une personne chargée de diriger l'effort de coordination. Comme le montre la boîte à outils de Strong Cities récemment élaborée pour faciliter la mise en œuvre des [GCTF Good Practices for Strengthening National-Local Cooperation for Preventing and Countering Violent Extremism Conducive to Terrorism \(Bonnes pratiques pour le renforcement de la coopération nationale-locale en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent menant au terrorisme\)](#), les mécanismes de coordination locale peuvent poursuivre un certain nombre d'objectifs. Par exemple, ils peuvent

Par exemple, ils peuvent

- fournir un point unique pour organiser et rassembler les contributions et les activités des acteurs locaux ;
- faciliter à la fois la mise en œuvre de programmes de prévention locaux pertinents et la coordination avec le gouvernement national ;
- mettre en relation les parties prenantes locales (au sein de l'administration et de la société civile) pour discuter et aborder les questions qui préoccupent les communautés locales et rechercher des solutions coopératives ;

- coordonner la collecte et le partage d'informations- pour informer les acteurs locaux et veiller à ce que les perspectives et les besoins locaux soient communiqués au niveau national ;
- fournir ou faciliter la mise en place d'un renforcement des capacités adapté pour les travailleurs de première ligne et les acteurs communautaires concernés ; et
- gérer et distribuer des fonds pour les initiatives de prévention menées au niveau local.

Les villes doivent être conscientes de l'importance d'assurer la mise en place d'un mécanisme permettant l'implication durable d'une diversité d'acteurs locaux dans la prévention. Pour beaucoup d'entre eux, ce n'est pas une question avec laquelle ils se sentent nécessairement à l'aise, que ce soit en raison d'un manque de ressources ou d'expertise. Les villes doivent reconnaître la nécessité d'un certain niveau de coopération avec le gouvernement national.

Province de Sindh, Pakistan : cette province est administrativement divisée en 29 districts totalisant une population de 47,9 millions d'habitants, ce qui rend difficile l'élaboration de politiques et de programmes adaptés à toutes ses composantes. Comme tous les gouvernements provinciaux du Pakistan, la province de Sindh a mis en place le [Apex committee](#), un mécanisme de coordination et de coopération visant à améliorer les relations verticales et horizontales. Ce comité ne sert pas seulement de plateforme pour renforcer la coopération avec la société civile et d'autres acteurs concernés, mais aussi entre les gouvernements de district. Le comité Apex est composé de membres permanents mais peut également faire appel à des élus en cas de besoin. Le mécanisme de coordination et de coopération se concentre sur un certain nombre d'aspects, notamment le partage d'informations, l'allocation de ressources, les mesures d'amélioration et la prise de décision collective avec les niveaux inférieurs de gouvernement.

L'importance de la coordination nationale-locale

À la suite de ses rencontres avec des dizaines de villes dans le monde, Strong Cities a constaté qu'un certain niveau de coopération nationale-locale est nécessaire pour que les villes exploitent tout leur potentiel en matière de prévention. À un niveau fondamental, la CLN englobe les structures, les ressources et les approches qui permettent de faire coïncider les stratégies nationales avec les besoins localisés de l'approche d'une ville, les acteurs nationaux et locaux étant en mesure de travailler collectivement et de maximiser l'impact de leurs efforts respectifs.

Depuis son troisième sommet mondial en 2018, Strong Cities a été à l'avant-garde des initiatives visant non seulement à souligner le rôle essentiel que joue une CNL significative dans l'opérationnalisation d'une approche englobante de la société en matière de P/CVE, mais aussi à élaborer des orientations pratiques pour les parties prenantes nationales et locales, y compris les villes.

Cela inclut son soutien au développement des [13 bonnes pratiques des CNL du GCTF](#) et la boîte à outils de mise en œuvre susmentionnée qui fournit des recommandations, des exemples d'études de cas et d'autres ressources que les collectivités locales peuvent juger utiles d'appliquer et d'adapter à leurs propres contextes. La boîte à outils décompose la CNL en six compétences de base : Confiance ; Inclusivité ; Coordination ; Communication ; Capacité ; et Durabilité.

Les villes sont invitées à se référer à la **boîte à outils de mise en œuvre** pour obtenir des conseils détaillés sur chaque composante. Il convient de noter que les approches opérationnelles et de coordination décrites dans cette boîte à outils, bien qu'élaborées principalement pour le domaine de la P/CVE, sont applicables et pertinentes pour l'ensemble des approches de la prévention.

Modèles et enseignements en matière de coordination partenariale au niveau local

Certaines collectivités locales ont réussi à adopter une approche coordonnée dans laquelle elles développent des cadres ou des mécanismes municipaux, partenariaux et/ou multidisciplinaires pour prévenir la violence, la haine et l'extrémisme et/ou d'autres problématiques sociales. Ces plateformes partenariales dirigées au niveau local impliquent souvent une diversité de représentants de la communauté, notamment des chefs religieux, des éducateurs, des travailleurs sociaux, des animateurs de jeunesse et des représentants des forces de l'ordre, ainsi que des représentants du gouvernement national. Ces organismes peuvent aider à identifier les acteurs de première ligne et à les faire participer à la prévention dans toute la ville. Ils contribuent également à l'élaboration d'une réponse appropriée et coordonnée aux problèmes de haine et d'extrémisme, qui soit à la fois adaptée au contexte local et conforme aux cadres nationaux de prévention.

Cette approche est parfois appelée « réseau local de prévention » (RLP) et exploite les avantages de multiples acteurs pour soutenir la prévention dans le cadre de leurs mandats existants. Le pouvoir des RLP tient en partie à leur proximité et à leur immersion dans les problèmes et les défis quotidiens de leurs communautés. Cela peut contribuer à une compréhension plus fine et plus nuancée des facteurs individuels et structurels qui peuvent conduire à la violence motivée par la haine ou l'extrémisme que si chaque acteur s'engageait séparément.

Les villes consultées ont tiré les enseignements suivants des défis communs qu'elles rencontrent lorsqu'elles tentent d'étendre ou de développer le partenariat par le biais de divers modèles locaux :

- Tout le monde est favorable à la collaboration en principe, mais il y a toujours des raisons pour lesquelles elle est difficile à mettre en œuvre. Il peut s'agir de différences dans les cultures de travail et de limitations légales en matière de partage d'informations, ou encore d'un manque de confiance plus fondamental. Les villes doivent s'attaquer à ces questions et comprendre les principales préoccupations de chaque partie de l'administration locale, ainsi que la manière dont les différentes approches institutionnelles ou professionnelles influenceront sur les différentes perspectives. S'il existe des obstacles légitimes, par exemple des restrictions légales concernant le partage d'informations ou la confidentialité, ils doivent être expliqués dès le départ.
- S'appuyer sur les partenariats institutionnels existants peut donner aux villes une longueur d'avance dans l'instauration de la confiance et de la coopération au niveau opérationnel, nécessaires pour traiter des questions complexes, controversées ou sensibles.

- Il peut être difficile de trouver un équilibre entre les contributions de la police et des acteurs de la sécurité et celles des parties prenantes non liées à la sécurité, y compris les professionnels de la santé et des services sociaux, mais cet équilibre est essentiel. La question de savoir si ces partenaires spécifiques font partie du réseau de prévention d'une ville ou s'ils sont capables ou désireux de s'asseoir à la table des négociations et de coopérer avec une ville variera d'un contexte à l'autre.
- La mise en œuvre, dès le départ, d'un processus de diagnostic impliquant toutes les parties prenantes susceptibles de jouer un rôle clé dans la mise en œuvre permettra d'identifier les défis spécifiques en matière de partenariat, de partage de l'information et de coopération institutionnelle dans une ville donnée. Cela sera probablement plus utile que de dresser une liste théorique des différents partenaires et parties prenantes qui représentent un modèle idéal. (Voir chapitre 1).
- Chaque partenaire doit comprendre la valeur de l'autre et apprécier ce qu'il apporte à la planification et à la mise en œuvre. L'instauration d'un climat de confiance et d'un travail d'équipe efficace doit faire partie des initiatives de formation et de renforcement des capacités et ne pas être laissée de côté jusqu'à ce qu'elle soit nécessaire dans une situation d'intervention d'urgence. Des exercices de planification de scénarios et des rôles et responsabilités de base doivent être convenus.
- Le partage de l'information sera inévitablement un défi à relever. L'élaboration de protocoles et de lignes directrices peut contribuer à éviter la confusion, à apporter de la clarté, à assurer la responsabilité et à rassurer les partenaires, mais elle ne suffit pas à créer la confiance.

Systèmes de partage d'informations : les 5 meilleurs conseils

Les systèmes d'échange d'informations ne doivent pas nécessairement être des plateformes coûteuses, complexes ou technologiquement avancées. Il n'est peut-être même pas nécessaire qu'ils soient numériques. Quel que soit le système qu'une ville possède déjà ou souhaite mettre en place, ces principes s'appliquent pour permettre une circulation efficace de l'information et garantir que les parties prenantes l'utilisent dans un but et avec une compréhension communs.

1. Former les parties prenantes non seulement à l'utilisation du système d'échange d'informations, mais aussi à la compréhension des considérations éthiques, des réglementations en matière de protection des données et du contexte général. Par exemple, veiller à ce que leurs systèmes de partage d'informations soient conformes aux réglementations locales, nationales et (le cas échéant) internationales en matière de protection des données ;
2. Définir clairement l'objectif du système d'échange d'informations, par exemple en précisant les buts, le type d'informations à partager et les principaux utilisateurs ;
3. Transmettre les informations pertinentes aux parties prenantes de la société civile engagées (si elles sont autorisées à recevoir de telles informations) ;
4. Avoir des formats standardisés. Les différentes agences peuvent utiliser des terminologies ou des structures de données différentes, ce qui peut nuire à l'efficacité de la communication ; et
5. Examiner et mettre à jour périodiquement les systèmes d'échange d'informations pour qu'ils restent efficaces, la chaîne d'information requise pouvant varier en fonction du type d'intervention déployée ou de la question traitée.

Ces conseils sont adaptés des [leçons tirées des initiatives de R&R dans les villes allemandes](#), mais ils peuvent s'appliquer plus largement.

Les plateformes de coordination, qui sont de toutes formes et de toutes tailles, ont contribué à rendre opérationnelle une approche de la prévention englobant toute la société tout entière, qui s'appuie sur les agences et ressources existantes au niveau de la ville et inclut la société civile et d'autres partenaires communautaires.

Par exemple, plusieurs villes du **Bangladesh** disposent de Comités de coordination au niveau de la ville ([Town-Level Coordination Committees, TLCC](#)) dirigés par le maire et composés de représentants de la collectivité locale, de l'éducation, du maintien de l'ordre, du travail social, de la société civile et de membres de la communauté. Les TLCC se réunissent régulièrement pour discuter des problèmes auxquels la ville est confrontée et pour superviser la mise en œuvre des projets. À **Tangail**, selon son maire, le TLCC s'est penché sur les questions liées à la prévention. Les TLCC à travers le pays ont également joué un rôle essentiel pour [porter les voix marginalisées](#), comme celles des femmes et des personnes démunies.

En **Macédoine du Nord**, avec le soutien de Strong Cities, un certain nombre de municipalités (mandatées par le gouvernement national) ont créé des équipes d'action communautaire (Community Action Teams, CAT), des groupes partenariaux dirigés par la collectivité locale qui facilitent la coordination autour de la mise en œuvre de plans de prévention locaux. Par exemple, le CAT de **Kumanovo** a contribué à renforcer les capacités de prévention de ses membres, qui comprennent des représentants de la ville, des communautés religieuses, des organisations sportives et de jeunesse, des enseignants et des OSC pour inspirer ses membres à mener des initiatives de prévention et à partager leurs expériences et apprendre des professionnels dans d'autres villes de la région et au-delà.

[Le Bureau pour la prévention des crimes de haine, Office for the Prevention of Hate Crimes \(OPHC\)](#) de **New York** coordonne la mise en œuvre des efforts de prévention de la haine et de l'extrémisme menés par l'ensemble de la communauté dans toute la ville. Il supervise notamment un **comité** transversal qui comprend 25 agences municipales, notamment celles qui sont chargées du maintien de l'ordre, de la justice pénale, du logement, des parcs et des loisirs et de l'engagement communautaire, et d'assurer la liaison avec les organisations communautaires dans l'ensemble de la ville.

Plusieurs comtés du **Kenya** ont créé des [Forums d'engagement de comté](#) (County Engagement Forums CEF) ; [Counties should lead in Countering Violent Extremism](#) » [Capital News \(capitalfm.co.ke\)](#) pour coordonner la mise en œuvre et l'évaluation de leurs plans d'action de comté (County Action Plans, CAP) en matière de P/CVE. Bien que la structure et la composition varient d'un comté à l'autre, les plateformes multipartites sont toutes coprésidées par le commissaire du comté, nommé par le gouvernement national, et par le gouverneur élu du comté. Elles servent de [comités de pilotage](#) pour la mise en œuvre du PAC et rassemblent des acteurs des gouvernements nationaux et locaux, de la société civile, du secteur privé, des chefs religieux, des anciens, des groupes de jeunes et des groupes de femmes. Des [équipes communautaires](#) ont été créées dans trois comtés en collaboration avec le Centre national de lutte contre le terrorisme et un certain nombre de municipalités en Jordanie et au Liban, avec les conseils de Strong Cities, ont mis en place des [structures similaires](#).

S'appuyant sur sa vaste expérience en matière de soutien au développement de plateformes de coordination et d'engagement multipartites dirigées par les villes, Strong Cities a identifié [10 leçons](#) pour les villes souhaitant s'engager dans une voie similaire :

1. Concevoir une structure adaptée au contexte spécifique
2. Identifier et formuler un mandat clair pour l'organisme
3. Adapter le mandat aux besoins et aux priorités de la ville et des communautés qu'elle dessert
4. Mettre l'accent sur les connaissances et le contexte locaux
5. Tirer parti des structures et initiatives communautaires existantes
6. Maximiser la planification stratégique et opérationnelle et le déploiement des ressources pour la prévention
7. Coordonner et/ou mettre en œuvre des programmes locaux alignés sur un plan d'action
8. Renforcer la coordination avec les acteurs nationaux concernés
9. Institutionnaliser des mécanismes de communication et de coordination avec la communauté
10. Fournir des espaces sûrs

Quelle que soit l'approche adoptée par une collectivité locale, elle doit essayer d'utiliser les départements, politiques, positions, programmes et matériels existants dans la mesure du possible, plutôt que d'ignorer les créations de leurs prédécesseurs. La prévention doit être poursuivie sur le long terme et l'interruption ou l'arrêt prématuré des programmes peut compromettre les progrès d'une ville et provoquer un retour de bâton parmi les personnes directement touchées, ce qui risque de saper les efforts futurs.

Impliquer le secteur privé

Les entreprises privées bénéficient généralement d'un environnement stable et sûr, mais peu d'entre elles participent activement à des activités de prévention spécifiques, et encore moins au niveau local ou municipal.

Les entreprises de tous les secteurs peuvent être concernées par la prévention, et pas seulement les parties prenantes apparemment les plus influentes, comme les grandes entreprises technologiques multinationales impliquées dans les questions de réglementation concernant les contenus préjudiciables ou haineux, par exemple. De nombreuses villes ont estimé que commencer par comprendre le rôle que peuvent jouer les entreprises et les employeurs locaux est un point de départ plus accessible pour développer la collaboration avec le secteur public au sens large.

Les villes consultées dans le cadre de ce Guide ont mis en avant deux raisons principales d'impliquer le secteur privé dans leurs approches :

En tant que parties prenantes participant activement à l'approche d'une ville

Les entreprises peuvent contribuer à la planification de la prévention et éventuellement faire partie d'un réseau local ou d'un modèle partenarial (voir *Institutionnalisation de l'approche* au chapitre 2). De manière plus générale, le lieu de travail est également un domaine quotidien qui n'est pas moins vulnérable aux risques et aux défis que les autres espaces d'une ville. Cela peut nécessiter un engagement avec le secteur privé dans des interventions spécifiques et à différents niveaux de prévention. Les entreprises privées peuvent, par exemple, mettre en place des processus et soutenir les initiatives visant à lutter contre la haine, la violence, le harcèlement, la discrimination,

la stigmatisation, l'exclusion ou d'autres problèmes sur le lieu de travail, que ce soit entre collègues ou dans le cadre d'un engagement externe. Dans certains cas, une ville peut être en mesure d'accompagner les entreprises en leur fournissant une formation et un soutien de base et en les sensibilisant aux principaux risques ainsi qu'à l'approche et aux principes généraux adoptés par la ville. L'impact potentiel des entreprises ne se limite pas à leurs employés ; les entreprises peuvent également être des partenaires essentiels, par exemple en fournissant un soutien à la recherche d'emploi, une formation et des possibilités d'embauche et de développement de carrière, qui pourraient faire partie de l'approche choisie par une ville.

En tant que partenaires de ressources

Les villes peuvent également se tourner vers le secteur privé pour obtenir des ressources (financières, humaines, matérielles, des installations et/ou de l'expertise) susceptibles de soutenir leur approche de la prévention.

Il peut s'agir d'une contribution importante ou plus modeste, mais dans tous les cas, faire état d'un investissement dans le secteur privé et d'un partenariat avec celui-ci peut contribuer à renforcer les arguments en faveur de la poursuite de l'investissement public. Pour en savoir plus sur les partenariats public-privé, voir Identifier les ressources au chapitre 2.

Un autre domaine dans lequel les villes peuvent potentiellement attirer des investissements dans des approches de prévention est l'accès à la responsabilité sociale des entreprises ou à des programmes équivalents que de nombreuses entreprises développent. Démontrer comment le secteur privé peut soutenir le travail communautaire qui crée un bien social général, ou comment les employeurs et les entreprises locales peuvent « rendre la pareille » à la communauté est une première étape importante. Certaines entreprises reconnaissent également l'intérêt commercial de la prévention, car des communautés plus sûres et plus solidaires permettent d'obtenir de meilleurs résultats tant sur le plan commercial que sur le plan social.



Conclusion

Quel que soit le contexte, la plupart des villes peuvent jouer un rôle dans la prévention.

Ce Guide a été élaboré à la demande de fonctionnaires locaux pour leur permettre de jouer ce rôle plus efficacement. Il doit leur permettre de mieux comprendre ce que font leurs homologues et d'obtenir une vue d'ensemble de ce que la prévention implique pour une ville et de la manière dont elle peut être appliquée au regard des priorités diverses et souvent contradictoires de la fourniture de services quotidiens aux communautés. Il est destiné à être accessible aux fonctionnaires et praticiens des collectivités locales de différentes parties du monde et de différents horizons professionnels.

L'objectif de ce Guide n'est pas de fournir un schéma directeur ou de s'attendre à ce que chaque élément soit pertinent pour chaque ville. Les lecteurs sont encouragés à sélectionner eux-mêmes ce qui est important pour leur ville, les éléments qui répondent à leurs besoins les plus pressants et les exemples qui peuvent être traduits ou adaptés à leurs contextes spécifiques. Il est important de noter que le développement d'une prévention efficace menée par les villes sur les questions de haine, d'extrémisme et de polarisation ne doit pas impliquer une obligation générale de mettre en place de nouvelles structures, de développer de nouvelles politiques et de traiter ces questions d'une manière qui nous éloigne du fait qu'elles font et ont longtemps fait partie de la vie publique dans nos communautés, bien qu'avec des manifestations changeantes et des défis particuliers. Ainsi, ce Guide vise à démontrer comment, dans plusieurs domaines, les approches de prévention peuvent et doivent être intégrées dans les services, mécanismes et approches existants dont les villes disposent déjà pour répondre à une série de besoins sociaux et de sécurité publique.

Les villes doivent travailler ensemble pour mettre en œuvre la prévention, avec d'autres villes, d'un secteur à l'autre, avec le gouvernement central et d'autres niveaux de gouvernance, avec la société civile et d'autres partenaires, et avec les communautés. Ce Guide insiste sur le rôle que les fonctionnaires et les praticiens des collectivités locales jouent dans la mise en œuvre de cette coopération et dans la construction d'une culture commune. Il est complété par un **Guide du maire** et une **Boîte à outils d'actions** ainsi que par la **Boîte à outils de mise en œuvre CNL** élaborée en collaboration avec le GCTF, qui évoque d'autres éléments clés et parties prenantes au niveau local pour lutter contre la haine, l'extrémisme et la polarisation.

Ce Guide, ainsi que tous les autres outils Strong Cities, sera hébergé dans le [Centre de ressources](#) de Strong Cities. Le Guide est un document évolutif, complété et mis à jour en fonction de l'engagement de Strong Cities avec les villes, et un point de départ pour les responsables locaux sur les innombrables façons dont les villes peuvent développer et mettre en œuvre la prévention, et l'ont fait. Le guide donne également un aperçu des types de soutien que les villes peuvent demander à Strong Cities et à d'autres partenaires et de la manière dont la formation, le renforcement des capacités et l'engagement futurs peuvent se concentrer sur les besoins particuliers que les villes identifient dans le cadre de leur parcours au service de la prévention. À ce titre, il prolonge les efforts déployés par Strong Cities pour créer une communauté de pratique entre les villes qui dépasse les frontières nationales et régionales et transcende les différences de contexte et de ressources, dans le but fondamental de partager les expériences, les bonnes pratiques et les enseignements clés, afin de libérer le potentiel de prévention des villes.

Annexe I :

Ressources recommandées

Guides de soutien

Forum mondial de lutte contre le terrorisme. (2023). A Toolkit for Actioning the Memorandum on GCTF Good Practices for Strengthening National-Local Cooperation for Preventing and Countering Violent Extremism the Leads to Terrorism. Disponible à : <https://strongcitiesnetwork.org/fr/resources/>

Strong Cities Network. (2023). Preventing and Responding to Hate, Extremism and Polarisation : A Guide for Mayors. Disponible à : <https://strongcitiesnetwork.org/fr/resources/>

Strong Cities Network. (2023). City-led Response Guide. Disponible à : <https://strongcitiesnetwork.org/fr/resources/>

Chapitre 1 - Établir un diagnostic

CVE Reference Guide for Local Organisations. (n.d.). Assessment Process. Disponible à : <https://www.cverefereceguide.org/assess/assessment-process>

Resilient Cities Network. (2019). Social Cohesion : A Practitioner's Guide to Measurement Challenges and Opportunities. Disponible à : https://resilientcitiesnetwork.org/downloadable_resources/UR/Social-Cohesion-Handbook.pdf

Strong Cities Network. (2020). Community Resilience Study : Kumanovo, North Macedonia. Disponible à : <https://strongcitiesnetwork.org/resource/community-resilience-study-kumanovo-north-macedonia/>

Strong Cities Network. (2022). Addressing the Overlooked Role of African Cities in Preventing and Countering Violent Extremism : A Mapping of Needs and Priorities. Disponible à <https://strongcitiesnetwork.org/resource/addressing-the-overlooked-role-of-african-cities-in-preventing-and-countering-violent-extremism/>

Chapitre 2 - Stratégie

Challgren, J., et al. (2016). Countering Violent Extremism : Applying the Public Health Model. Washington, DC : Center for Security Studies. Georgetown University. Disponible à : <https://georgetownsecuritystudiesreview.org/wp-content/uploads/2016/10/NSCITF-Report-on-Countering-Violent-Extremism.pdf>

EU Radicalisation Awareness Network (RAN). (2018). Ex Post Paper - How to Get Sustainable Political Support for Your Local P/CVE Strategy. Disponible à : https://home-affairs.ec.europa.eu/system/files/en/?file=2018-11/ran_local_how_get_sustainable_political_support_27_09_2018_en.pdf

Ranstorpe, M. et al. (2016). Preventing and Countering Violent Extremism. An Initial Rapid Evidence Assessment and Analysis Plan Examining Local Authority Action Plans and Programming Elements. Stockholm, SE : Center for Asymmetric Threat Studies, Swedish Defence University. Disponible à : https://cradpdf.drdc-rddc.gc.ca/PDFS/unc274/p805336_A1b.pdf

United Nations General Assembly. (2015). Plan of Action to Prevent Violent Extremism : Report of the Secretary-General (A/A/70/674). Disponible à : <https://www.un.org/counterterrorism/plan-of-action-to-prevent-violent-extremism>

United Nations Office of Counterterrorism (UNOCT). (2018). Reference Guide - Developing National and Regional Action Plans to Prevent Violent Extremism. New York, NY : UNOCT. Disponible à : https://www.un.org/counterterrorism/sites/www.un.org.counterterrorism/files/unoct_pverferenceguide_final.pdf

Weine, S., and Eisenman, D. P. (2016, April 5). How Public Health Can Improve Initiatives to Counter Violent Extremism. University of Maryland National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism. Disponible à : <https://www.start.umd.edu/news/how-public-health-can-improve-initiatives-counter-violent-extremism>

Chapitre 3 - Mise en œuvre

Buchanan, C. (2021). Gender-inclusive peacemaking : strategies for mediation practitioners. Mediation Practice Series. Geneva : Centre for Humanitarian. Disponible à : https://www.hdcentre.org/wp-content/uploads/2021/11/MPS9_Gender-inclusive-peacemaking.pdf

Dialogue.EU Radicalisation Awareness Network (RAN). (2018). RAN Issue Paper - Multi-agency working and preventing violent extremism I. Disponible à : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-papers/docs/multi-agency-working-preventing-violent-extremism-042018_en.pdf

EU Radicalisation Awareness Network (RAN). (2019). Multi-agency working and preventing violent extremism : Paper 2. Disponible à : https://home-affairs.ec.europa.eu/system/files/2019-04/ran_hsc_policy_mawr_report_sarma_26032019_en.pdf

EU Radicalisation Awareness Network (RAN). (2020). RAN Manual – Responses to returnees : foreign terrorist fighters and their families. Disponible à : https://home-affairs.ec.europa.eu/system/files_en?file=2020-09/ran_br_a4_m10_en.pdf

Global Counterterrorism Forum (GCTF). (2018). Initiative to Address the Life Cycle of Radicalization to Violence : Neuchâtel Memorandum on Good Practices for Juvenile Justice in a Counterterrorism Context. Disponible à : <https://www.theij.org/wp-content/uploads/2021/09/English-Neuchâtel-Memorandum-on-Juvenile-Justice.pdf>

Global Counterterrorism Forum (GCTF). (2022). Gender and Preventing and Countering Violent Extremism Toolkit. Disponible à : https://www.thegctf.org/Portals/1/Documents/Links/Meetings/2022/CC20/Documents/Gender%20PCVE%20Toolkit/GCTFGenderPCVEToolkit_EN.pdf?ver=gJQcxR6Q5HEd1A_Yko2MVA%3d%3d

Holmer, G., Bauman, P. and Aryaeinejad, K. (2018). Measuring Up : Monitoring and Evaluating P/CVE Programs. Washington, DC : United States Institute of Peace. Disponible à : <https://www.usip.org/publications/2018/09/taking-stock-analytic-tools-understanding-and-designing-pcve-programs>

International Institute for Justice and the Rule of Law (IJJ). (2021). IJJ Training Curriculum : Developing Multi-Actor P/CVE Intervention programmes : Implementing a 'Whole of Society', 'Do No Harm' Approach. Disponible à : <https://www.theij.org/multi-actor-p-cve-interventions-workstream/#Spotlight-New-Curriculum>

INTRACT for Civil Society. (n.d.). The M&E Universe. Disponible à : <http://www.pvetoolkit.org/indicator-bank>

Kusek, J. Z. and Rist, R. C. (2004). Ten Steps to a Results-Based Monitoring and Evaluation System : A Handbook for Development Practitioners. Washington, DC : The World Bank. Disponible à : https://www.oecd.org/dac/peer-reviews/World%20bank%202004%2010_Steps_to_a_Results_Based_ME_System.pdf

McCain Institute & Institute for Strategic Dialogue. (2022). Prevention Practitioners Network – Preventing Targeted Violence and Terrorism : A Guide for Practitioners. Disponible à : <https://www.mccaininstitute.org/wp-content/uploads/2022/11/PPN-TVTP-Framework-Nov-2022.pdf>

Noble, J. (2019). Theory of change in ten steps. London, UK : National Philanthropy Capital (NPC). Disponible à <https://www.thinknpc.org/resource-hub/ten-steps/#content>

Organisation for Security and Co-operation in Europe (OSCE). (2019). Non-custodial Rehabilitation and Reintegration in Preventing and Countering Violent Extremism and Radicalization That Lead to Terrorism : A Guidebook for Policymakers and Practitioners in South-Eastern Europe. Disponible à : <https://www.osce.org/files/f/documents/d/7/444838.pdf>

Organisation for Security and Co-operation in Europe (OSCE). (2019). Understanding Referral Mechanisms in Preventing and Countering Violent Extremism and Radicalization That Lead to Terrorism : Navigating Challenges and Protecting Human Rights - A Guidebook for South-Eastern Europe. Disponible à : <https://www.osce.org/files/f/documents/7/4/418274.pdf>

Organisation for Security and Co-operation in Europe (OSCE). (2020). A Whole-of-Society Approach to Preventing and Countering Violent Extremism and Radicalization That Lead to Terrorism : A Guidebook for Central Asia. Disponible à : https://www.osce.org/files/f/documents/a/7/444340_0.pdf

Royal United Services Institute. (2021). The Prevention Project : A Comprehensive Research Project on the Effectiveness of Preventing and Countering Violent Extremism (P/CVE) Projects. Disponible à : <https://rusi.org/explore-our-research/projects/prevention-project>

Strong Cities Network. (2023). A 10-Step Roadmap for Enhancing City-Led Support for Community-Based Programmes to Address Hate and Extremism. Disponible à : <https://strongcitiesnetwork.org/wp-content/uploads/2023/06/A-10-Step-Roadmap-for-Enhancing-City-Led-Support-for-Community-Based-Programmes-to-Address-Hate-and-Extremism-1.pdf>

Strong Cities Network. (2022). Developing and Implementing Local Action Plans for Preventing and Countering Violent Extremism in East Africa. Disponible à : <https://strongcitiesnetwork.org/resource/developing-and-implementing-local-action-plans-for-preventing-and-countering-violent-extremism-in-east-africa/>

Strong Cities Network. (2023). Strong Cities Policy Paper – Responding to Today’s Refugee Crisis While Maintaining Social Cohesion : Lessons from Cities. Disponible à : <https://strongcitiesnetwork.org/resource/responding-to-todays-refugee-crisis-while-maintaining-social-cohesion-lessons-from-cities/>

Strong Cities Network. (2023). Strong Cities Policy Paper – Rehabilitation and Reintegration : Lessons from German Cities. Disponible à : <https://strongcitiesnetwork.org/news/rehabilitation-and-reintegration-of-returnees-from-syria-and-iraq-ten-lessons-from-the-berlin-experience-for-local-governments/>

United Nations Development Programme (UNDP) and International Alert. (2018). Improving the impact of preventing violent extremism programming. A toolkit for design, monitoring and evaluation. Oslo, NO : Oslo Governance Centre, UNDP. Disponible à : <https://www.undp.org/publications/improving-impact-preventing-violent-extremism-programming-toolkit>

United Nations Development Programme (UNDP) and International Alert. (n.d.) PVE Indicator Bank. Disponible à : <http://www.pvetoolkit.org/indicator-bank>

United Nations Office of Counterterrorism. (2023). Guide for Policymakers for the Use of Sport for the Prevention of Violent Extremism. Disponible à : https://www.un.org/counterterrorism/sites/www.un.org/counterterrorism/files/2211314_e_oct_sports_policymakers_web_12jun23_1_final.pdf

UN Women : Women, Peace and Security Section. (2022). Guidance Note – Gender-Responsive Conflict Analysis. Disponible à : https://www.unwomen.org/sites/default/files/2022-03/ap-UN-Women-AFG_Gender-responsive-conflict-analysis-en.pdf

Winterbotham, E. and Pearson, E. (2016). Different Cities, Shared Stories : A Five-Country Study Challenging Assumptions Around Muslim Women and CVE Intervention. London, UK : Royal United Services Institute (RUSI). Disponible à : <https://rusi.org/explore-our-research/publications/rusi-journal/different-cities-shared-stories-five-country-study-challenging-assumptions-around-muslim-women>

Chapitre 4 - Coordination

European Union and United Nations. (2023). The Compendium of Good Practices for Measuring Results in Counterterrorism and Preventing and Countering Violent Extremism. Disponible à : https://www.un.org/counterterrorism/sites/www.un.org/counterterrorism/files/eu_un_compendium_good_practice_web.pdf

Global Counterterrorism Forum (GCTF). (2020). Memorandum on Good Practices on Strengthening National-Local Cooperation in Preventing and Countering Violent Extremism Conducive to Terrorism. Disponible à : <https://www.thegctf.org/Portals/1/Documents/Framework%20Documents/2020/GCTF%20Memorandum%20on%20Good%20Practices%20on%20Strengthening%20NLC%20in%20PCVE.pdf?ver=2020-09-29-100315-357>

Strong Cities Network. (2022). Multi-stakeholder Models for Local Prevention : A Technical Evaluation from Kumanovo, North Macedonia. Disponible à : <https://strongcitiesnetwork.org/resource/multi-stakeholder-models-for-local-prevention-technical-evaluation-and-learning-from-kumanovo-north-macedonia/>

Strong Cities Network. (2023). The GCTF's Good Practices on Strengthening National-Local Cooperation in P/CVE : Mapping the Implementation, Progress, Gaps, Needs and Priorities in Uganda. Disponible à : <https://strongcitiesnetwork.org/resource/the-gctfs-good-practices-on-strengthening-national-local-cooperation-in-p-cve-mapping-the-implementation-progress-gaps-needs-and-priorities-in-uganda/>

Strong Cities Network. (2023). Why Local Networks Are Key to Preventing Extremism and Hate. Disponible à : <https://strongcitiesnetwork.org/resource/why-local-networks-are-key-to-preventing-extremism-and-hate/>

Annexe II :

Pratiques des villes

Emplacement	Pratique
Afrique du Sud et de l'Est	
Le Cap, Afrique du Sud	<u>Safer and Healthier Places of Worship</u>
Isiolo County, Kenya	<u>Community Engagement Forum</u>
Koboko, Ouganda	<u>Addressing Local Tensions</u>
Maputo, Mozambique	<u>Councillor for Youth and Citizenship</u>
Masaka, Ouganda	<u>Constituency Development Funds (CDFs)</u>
Cap-Occidental, Afrique du Suf	<u>Community Safety Forums (CSFs)</u>
Divers comtés, Kenya	<u>County Engagement Forums (CEFs)</u> <u>Community Teams</u>
South African Local Gov-ernment Association	<u>Violence Prevention through Urban Upgrading</u>
Europe	
Aalborg, Denmark	<u>Online Democratic Conversations Mapping</u>
Berlin, Allemagne	<u>Rehabilitation and Reintegration Strategy</u>

Bilbao, Espagne	Third Intercultural City Plan
Bratislava, Slovaquie	Ukrainian Refugee Crisis Centre
Cardiff, Royaume-Uni	Cardiff Model for Violence Prevention
Greater Manchester, Royaume-Uni	Greater Manchester Voluntary, Community and Social Enterprise Accord Greater Manchester Strategy
Helsinki, Finlande	Home Town Helsinki
Londres, Royaume-Uni	London's Comprehensive Listening Exercise Shared Endeavour Fund
Malmö, Suède	Safe Digital Cities
La Haye, Pays-Bas	Returnee Manual
Wroclaw, Pologne	Integration Centre Centre for Social Development
Žilina, Slovaquie	Integration of Minority Groups
Afrique du Nord et Moyen-Orient	
Rabat, Maroc	Partnership with Jossour Forum des Femmes Marocaines – Gender Responsive Urban Planning
Sousse, Tunisie	IOM Partnership Service Provision for Migrants Cheat Sheet

Amérique du Nord

Aurora, CO, USA	<u>Aurora Key Community Response Team (AKCRT)</u>
Columbus, OH, États-Unis	<u>New American Initiative</u>
Edmonton, Canada	<u>Anti-Racism Strategy</u>
New York City, NY, États-Unis	<u>New York Supports its Communities – Office for the Prevention of Hate Crimes</u>
Stamford, CT, États-Unis	<u>Stamford Stands Against Racism</u>
Seattle, WA, États-Unis	<u>Plan to Prevent Hate and Polarisation in the Workplace</u>
Toronto, Canada	<u>Youth Engagement Strategy</u>

Océanie

Christchurch, Nouvelle-Zélande	<u>Te Haumako Te Whitingia Strengthening Communities Together Strategy</u>
New South Wales State, Australie	<u>COMPACT (Community Partnership Action Programme)</u>
Victoria State, Australie	<u>Urban Design and Crime Prevention Platform</u>

Amérique du Sud

Rio de Janeiro, Brésil	<u>Safe School App</u>
------------------------	--

Asie du Sud

Mardan, Pakistan	<u>Local Peace Committee</u>
------------------	--

Sindh Province, Pakistan	<u>Apex Committee</u>
Divers villes, Bangladesh	<u>Town-Level Coordination Committees (TLCC)</u>
Afrique de l'Ouest	
Monrovia, Libéria	<u>Interfaith Council of Monrovia</u>
Balkans	
Brčko District, Bosnie-Herzégovine	<u>Action Plan for the Implementation of the National Prevention and Fight Against Terrorism Strategy</u>
Čair, Macédoine du Nord	<u>Youth and Community Centre</u>
Cërrik, Albanie	R&R programme
Gostivar, Macédoine du Nord	<u>Train-the Trainer – Youth Development through Sports</u>
Kumanovo, Macédoine du Nord	<u>Community Resilience Study</u> <u>Community Action Teams</u>
Novi Pazar, Serbie	<u>Prevention programmes through education</u>
Prishtina, Kosovo	<u>MotherSchools</u>



Strong Cities Network

info@strongcitiesnetwork.org
strongcitiesnetwork.org

 [Strong_Cities](#)
 [Strong Cities](#)
 [Strong Cities](#)